



## **Lignes d'Horizon**

Cher-e-s camarades,

Vous trouverez ci-après la nouvelle version du document « Lignes d'horizon » (voir ci-après) après intégration de nombre d'amendements de complément et d'enrichissement en ayant essayé de respecter l'esprit d'équilibre et de rassemblement conforme à l'ambition du « parti-creuset » et de garder au document son caractère de « projet » (les propositions très détaillées ou précises seront à reverser pour les fiches « programme »).

Pour le texte soumis à la convention de novembre 2009, il y avait eu 49 envois de contributions provenant de comités locaux ou départementaux pour plus d'un millier d'amendements. Cette fois-ci, nous avons examiné tous les amendements reçus depuis le bouclage du texte soumis à la convention, donc depuis novembre 2009, jusqu'à septembre 2010 (donc même après le délai de clôture). Il y a eu 80 envois de contributions supplémentaires provenant de comités locaux ou départementaux pour près de deux mille amendements d'ampleur et d'importance très variées.

Reste une question : comment ce travail de plusieurs mois qui, comme le montre le nombre d'amendements reçus, a longuement mobilisé la réflexion des militants et le débat des comités, s'inscrit-il dans l'activité du parti en matière de culture et d'identité, d'information et de formation, de conception et de stratégie... ?

Bonne lecture.

Amicalement.

***Le 3 octobre 2010***

Claude Debons – [claudedebons@wanadoo.fr](mailto:claudedebons@wanadoo.fr) - 06 08 03 58 77

Jacques Rigaudiat - [jacques.rigaudiat@wanadoo.fr](mailto:jacques.rigaudiat@wanadoo.fr) - 06 60 17 00 85

## Introduction Circulaire Projet n° 3

### Pour la Convention des 5-6 décembre 2009

Cher-e-s camarades,

Vous trouverez ci-après la nouvelle version du document « Lignes d'horizon » soumis à la discussion de la convention des 5 et 6 décembre 2009 après intégration de plusieurs amendements de complément et d'enrichissement (voir ci-après).

-----

**Petit rappel :** le document intitulé « **Lignes d'horizon pour l'élaboration du programme – Repères et ruptures pour une nouvelle émancipation** » a fait l'objet de plusieurs versions successives, d'enrichissement par des contributions diverses, ainsi que de plusieurs discussions au Bureau National avant son adoption à l'unanimité par ce dernier comme base de travail pour poursuivre la discussion.

**Ce processus, qui a pu paraître long et complexe, a été nécessaire pour pouvoir répondre à plusieurs ambitions :**

- Prendre à bras le corps **les défis qui se posent** à une société confrontée aux impasses du capitalisme et aux urgences écologiques et sociales pour commencer à y apporter des **réponses alternatives**.
- Définir l'**identité** et le **projet** d'un « **parti creuset** » qui veut rassembler en son sein des traditions, des histoires, des cultures différentes et doit pour cela réaliser la fusion du meilleur des combats d'émancipation du passé avec les nouvelles problématiques d'aujourd'hui.
- Contribuer à la **refondation de la gauche**, à son réarmement politique, idéologique, culturel, après trois décennies de « pensée unique » et de « seule politique possible » que nous a servi le dogme libéral.

**Nous voulons insister sur cette dimension de projet et d'identité pour un parti-creuset.** L'élaboration du document a associé dès le départ les camarades de « Gauche écologiste » pour parvenir à des analyses et des propositions partagées permettant leur adhésion au Parti de Gauche. On aurait pu craindre que cela n'aille pas de soi au vu des cultures diverses des uns et des autres et pourtant, sur l'essentiel, nous nous retrouvons. Dans notre élaboration, nous avons aussi cherché à anticiper l'arrivée d'autres courants et sensibilités politiques en prenant en compte des thématiques qui traversent « l'autre gauche ». Comme nous le disons plus loin : *« l'enjeu est bien d'essayer de faire de notre programme le creuset fusionnant le meilleur des histoires, des cultures, des traditions, des expériences, des apports des différents courants, sensibilités et organisations qui occupent l'espace de la gauche ; mais aussi des aspirations portées par les luttes d'aujourd'hui dans toutes leurs diversités — salariés, chômeurs, immigrés, jeunes, « désobéissants », enseignants chercheurs, faucheurs volontaires, réquisitions de richesses, écologistes, féministes, etc. — pour permettre leur intégration dans une perspective commune ».*

**Mener à bien cette entreprise suppose un certain état d'esprit :** ne pas prétendre détenir à soi seul toutes les réponses, faire preuve d'ouverture d'esprit à d'autres pensées et réflexions, rechercher un dépassement des points de vue originels dans une dynamique commune.

**Cette démarche identifie notre parti** (quel autre procède ainsi ?). Elle confirme que nous sommes en construction et que ce processus n'est pas achevé. Elle indique notre volonté de rassembler et pour cela de bâtir un socle partagé. Elle appelle à aller au-delà de la fusion des cultures et des idées et à travailler aussi à la fusion des expériences et des pratiques.

-----

**Après cette première phase d'élaboration, le document a été transmis à l'ensemble des adhérents.** Cette base de travail commune a fait l'objet de **premiers débats** et suscité de **premiers amendements** au sein des comités du parti.

**Le Bureau National du 28 novembre a examiné les amendements reçus et a procédé à leur classement selon le « mode d'emploi » de la convention :**

- **intégration** des amendements d'enrichissement et de complément ne suscitant pas de débats contradictoires ou ne prêtant pas à controverse au sein du bureau et **suppression** de termes ou passages inutiles ou superflus.
- **renvoi au congrès** de 2010 des amendements ouvrant des débats de fond et suscitant des positions différentes au sein du bureau, ainsi que des amendements arrivés après le 27/11-15H qui n'ont pu être traités par le BN.
- **mise en réserve** des amendements de toilettage du texte pour en améliorer le style et la fluidité ; **un travail général de mise en forme « littéraire » sera effectué au lendemain de la convention.**

**Ce nouveau document de travail sera envoyé aux militants pour l'ouverture du débat du congrès de 2010.**

-----

**Les débats de la convention** ne viseront donc pas à débattre de chaque amendement (intégré ou renvoyé) mais à **éclairer les grands enjeux**. En particulier, à cette étape, nous souhaitons faire porter la réflexion sur trois grands thèmes particulièrement identifiants pour notre parti :

- **La refondation républicaine et démocratique de la société** : Face à la dépossession du peuple, affirmer le primat de la démocratie et de l'intérêt général. La souveraineté populaire doit s'imposer, partout : dans les institutions, dans les entreprises, dans la société. Face au gouvernement de l'oligarchie et des élites, nous affirmons le pouvoir souverain des citoyens comme le principe même de la vie sociale.

- **La planification écologique** : Face à l'irresponsabilité et à la myopie du marché, face aux désastres que produit le modèle productiviste, nous voulons faire prévaloir la vision de long terme d'un autre modèle de progrès humain respectueux des individus et des écosystèmes. Nous affirmons la nécessité d'une organisation collective volontaire et démocratiquement délibérée de notre avenir.

- **Le nouveau contrat social** : Face à l'exploitation capitaliste, face aux inégalités et aux discriminations qu'elle engendre, nous voulons un autre partage des richesses, permettant à chacune et chacun de vivre mieux. Nous voulons une autre organisation de la production en fonction de la satisfaction prioritaire des besoins sociaux et non de la logique du profit ; tout en prenant en compte les limites de la planète et l'indispensable solidarité avec les peuples des pays pauvres.

-----

Ce document « **Lignes d'horizons** » constitue la **première partie** de notre travail programmatique, celui qui trace un socle identitaire et définit les grandes lignes d'un projet pour notre parti. Il fera l'objet d'un **nouveau processus d'amendements** dans le cadre du débat préparatoire au congrès de juin 2010 **avant son adoption à ce même congrès**.

**De manière complémentaire**, le débat doit aussi s'engager autour de la **deuxième partie** de notre travail programmatique, celle qui doit élaborer nos propositions de réformes concrètes et qui constituera en quelque sorte un « **programme de gouvernement** » abordant des thèmes aussi variés que : éducation, recherche, santé, logement, territoires, fonction publique, services publics, justice, agriculture, transport, aménagement du territoire, politique industrielle, politique financière, défense nationale, politique étrangère, etc, etc. Ce travail d'une aussi grande ampleur et complexité que le précédent ne pourra être conclu au prochain congrès, mais un certain nombre de thèmes pourront être défrichés d'ici là.

Ainsi, d'ici le congrès, **des forums thématiques** seront organisés pour approfondir un certain nombre de questions. Ont été évoqués : avenir des retraites, nouveau contrat social, agriculture, éducation, médias, transition énergétique (le 12 décembre), etc.

-----

Le Bureau National a fait le choix d'un processus long d'élaboration pour favoriser l'appropriation des réflexions par l'ensemble des militants et susciter un réel débat collectif. Ce temps long n'est pas du temps perdu ; il est indispensable à une compréhension partagée des enjeux et de nos réponses. C'est donc un gage de cohésion et d'efficacité pour notre action commune future.

Bonne lecture.

***Le 01 décembre 2009***

Claude Debons – [claude.debons@wanadoo.fr](mailto:claude.debons@wanadoo.fr) - 06 08 03 58 77

Jacques Rigaudiat - [jacques.rigaudiat@wanadoo.fr](mailto:jacques.rigaudiat@wanadoo.fr) - 06 60 17 00 85



**Lignes d'Horizon pour l'élaboration du programme**

**REPERES ET RUPTURES**

**POUR UNE NOUVELLE EMANCIPATION**

**Septembre 2010**

# SOMMAIRE

## Introduction : NOTRE AMBITION

## Chapitre 1 : COMPRENDRE

1. Le nouvel âge du capitalisme.
2. La crise de la mondialisation néolibérale : l'impasse économique du capitalisme.
3. La mise en péril des écosystèmes : l'impasse écologique du modèle productiviste.
4. Le retour de la question sociale : l'impasse de la surexploitation.
5. L'enjeu alimentaire : l'impasse du modèle agricole actuel
6. L'individualisme néo libéral : l'impasse culturelle.
7. De la société à l'intime : l'ordre globalitaire.
8. La fausse « fin de l'histoire ».
9. L'auto désarmement de l'Europe face à la crise du capitalisme.

## Chapitre 2 : VOULOIR

1. Construire le nouvel âge du socialisme.
2. Héritiers et continuateurs des combats émancipateurs.
3. Un autre monde est possible : la nouvelle émancipation.
4. Vers un nouveau progrès humain.
5. Solidarité et luttes contre les rapports de domination et les discriminations.
6. La démocratie jusqu'au bout, la nouvelle République.

## 24 **Chapitre 3 : AGIR**

- 25 1. Les moyens d'un autre progrès humain.
- 26 2. La refondation républicaine et démocratique de la société et de l'Etat.
- 27 3. La planification écologique.
- 28 4. Un nouveau contrat social, une autre répartition des richesses.
- 29 5. L'autonomie pour chacun-e : faire reculer la précarité, sortir du travail subi, retrouver le  
30 plein emploi.
- 31 6. Mettre chacun-e à l'abri du besoin : une protection sociale qui rend effectifs les droits  
32 universels.
- 33 7. Le droit au logement pour tous.
- 34 8. Faire reculer l'emprise et la logique du capital : développer l'appropriation sociale.
- 35 9. Refonder l'école de la République.
- 36 10. Mettre la culture au cœur de nos combats.
- 37 11. Changer d'Europe, nouer de nouvelles relations internationales.

## 40 **Chapitre 4 : S'ORGANISER**

- 41 1. Partir des luttes et des mouvements qui traversent la société.
- 42 2. Les leviers des convergences à construire.
- 43 3. Parti de gauche, Front de gauche, Front populaire : un rassemblement durable à vocation  
44 majoritaire.
- 45 4. Repenser l'articulation du mouvement social et du politique.

## 47 **Conclusion : le changement commence maintenant.**

48  
49  
50

## Introduction : Notre ambition

**Notre époque va vers de grands bouleversements.** La crise du capitalisme et le désastre écologique se combinent, aiguisant les tensions et les conflits à l'échelle de la planète. La mondialisation libérale, ce nouvel âge du capitalisme, a débouché sur une impasse. La société humaine tout entière est à la croisée des chemins. Cette crise de civilisation ne peut pas être résolue par une cure de moralisation ou de régulation du capitalisme. Une nouvelle émancipation, un nouvel âge du socialisme, est ainsi à l'ordre du jour, qui dépasse non seulement le capitalisme lui-même et le productivisme, mais touche la conception que nous avons du progrès humain. C'est à cette ambition que nous voulons contribuer.

**Dans ce contexte, le « mouvement ouvrier », les « gauches » sont** sorti sévèrement ébranlés du siècle passé. L'idéal républicain issu des Lumières et de la Révolution française n'est pas accompli. La grande espérance révolutionnaire de dépassement du capitalisme qui avait émergé comme réponse à la barbarie de la première guerre mondiale a sombré dans le cauchemar du stalinisme et de ses variantes. Les tentatives de transformation par les réformes progressives ont vu leurs protagonistes sociaux-démocrates finir dans la gestion du capitalisme libéral. Malgré nombre de conquêtes sociales et démocratiques arrachées au fil de ces combats, les idées qui avaient symbolisé la volonté du changement social ont perdu la force d'entraînement que l'adhésion de dizaines de millions de femmes et d'hommes de par le monde leur donnait. Les mots eux-mêmes qui servent à les désigner ont été dévalorisés. Du coup, face à des droites qui ont trouvé un nouvel élan dans la contre-révolution libérale-conservatrice de ces dernières décennies, la désorientation qui domine encore à gauche freine les exigences de refondation.

**Et pourtant, la crise actuelle du capitalisme fait taire les propagandistes de la « fin de l'Histoire ».** Le libéralisme n'a pas débouché sur la nouvelle ère de prospérité promise. Les foyers de tensions et de guerres se sont étendus. Le désastre écologique et climatique avance. Il met en cause la légitimité même du système dans les esprits les plus éloignés de la politique. Et puis, chacun le constate : tandis que la richesse et les biens produits augmentent, l'exploitation perdure et les inégalités se creusent, la souffrance au travail se développe, les fléaux sanitaires se multiplient. Les ressources des sciences et des techniques se sont accrues, mais elles tendent à être de plus en plus asservies aux objectifs mutilants de la marchandisation généralisée. Ces paradoxes interpellent nombre de consciences. La compréhension qu'un certain nombre de ressources de la planète non seulement ne sont pas renouvelables mais en cours d'épuisement, la perception d'une nouvelle extinction des espèces et la perte accélérée de biodiversité, la sensibilisation au réchauffement climatique avec toutes ses conséquences pour la vie sur la planète et la mesure des impasses du capitalisme et du productivisme ont accru la disponibilité des esprits et des cœurs pour imaginer d'autres modèles de société pour le futur.

**La réflexion programmatique fondatrice de notre parti veut donc prendre à bras le corps les défis ainsi posés à l'humanité.** C'est cette ambition qui est attendue de l'action politique de nos jours. Nous voulons dire notre vision de l'avenir, en cerner les grands enjeux, dessiner les contours d'un projet de société, indiquer les leviers pour y parvenir, et, enfin, définir une stratégie pour atteindre ces objectifs. Nous savons que notre projet ne peut pas être le produit d'une élaboration en vase clos. Mais c'est notre devoir de faire des propositions claires et argumentées. Bien sûr elles



devront faire l'objet de débats et de confrontations avec diverses histoires et cultures politiques, avec les expériences issues du mouvement social dans sa richesse et sa diversité. Rien n'est plus indispensable que le débat que nous voulons engager pour penser ensemble l'avenir.

**Car nous sommes nombreux à voir que la sortie de crise visée par les pilotes actuels du capitalisme ne peut qu'aggraver la situation et les tensions.** Nous ne pouvons croire ni aux discours sur la « moralisation » de la globalisation financière grâce à une « nouvelle gouvernance », ni partager l'illusion d'un « capitalisme vert ». Ceux qui en parlent n'en veulent pas réellement. Leurs actes en témoignent. Comment accepter que pour toute réponse aux défis de l'histoire, les possédants aient pour seul projet de restaurer les profits évaporés, en accentuant la surexploitation du travail et des ressources de la planète ? Comment supporter leur volonté de poursuivre la casse des services publics et d'étendre sans cesse la sphère de la marchandisation, dans le seul but de conquérir de nouveaux marchés avec leurs nouvelles opportunités de profit ? Comment admettre que la démocratie, la souveraineté populaire, l'esprit même de la République, soient mis à mal par les dénis de souveraineté populaire, la restriction délibérée des libertés publiques, la criminalisation croissante des mouvements sociaux ?

**Face à ces défis, des résistances s'organisent, des luttes se mènent, de nouvelles perspectives se cherchent partout dans le monde.** Des avancées et des reculs ici et là ponctuent le moment que nous vivons. Mais, pour l'heure, aucune dynamique d'ensemble ne se dessine. Pour nous, la tâche de notre temps est de faire naître une nouvelle gauche, capable de faire la synthèse du meilleur des traditions du mouvement ouvrier, de l'écologie politique, des combats républicains et des mouvements sociaux, comme le féminisme et l'alter-mondialisme, afin d'entrer de plain-pied dans notre siècle avec une ambition raisonnée.

**Dans cet esprit, notre vision s'organise autour du mot qui la résume, à tous les niveaux d'échelle de la réalité, de l'individu à la société toute entière : EMANCIPATION.** L'émancipation de l'être humain est un projet global, il s'oppose point pour point à celui des libéraux. Car eux visent au contraire à dégager les forces aveugles du marché de toute contrainte politique, ou démocratique. Dans l'émancipation, le point de départ et d'arrivée est la personne humaine. C'est elle qu'il s'agit de rendre auteur de sa propre émancipation vis-à-vis des servitudes de l'ignorance, de l'exploitation et de l'inégalité sociale, du règne de l'argent et de l'égoïsme, des dominations culturelles et symboliques, du communautarisme et du racisme, du mercantilisme et du consumérisme. Nous parlons d'**une nouvelle émancipation**, parce que nous voulons la situer dans les réalités nouvelles de notre époque, qui ajoutent aux dominations du passé celles qui sont particulières au nouvel âge du capitalisme et du productivisme dans lequel nous vivons. Notre société de l'émancipation doit viser le « mieux être pour tous » et « la vie dans la dignité » pour chacun.

**Dans notre pays, le nouvel âge du capitalisme et la déferlante néolibérale posent des défis particuliers.** En effet l'histoire de notre pays s'est confondue avec celle de la naissance de la République et de son évolution, de la place particulière de l'État et des services publics, des grandes mobilisations et conquêtes ouvrières, du pacte social et démocratique qui s'est construit au fil des luttes, des guerres et des révolutions. L'application implacable du programme libéral sous la fêrule de Nicolas Sarkozy menace l'identité républicaine du pays quand elle veut disloquer le socle qui la constitue. L'ultra personnalisation de la 5<sup>ème</sup> République, l'abaissement de l'idée républicaine réduite au maintien de l'ordre, la remise en cause du principe de laïcité, la dislocation des liens

sociaux, la diffusion d'une culture de masse de l'égoïsme, ont rendu confuse l'idée républicaine elle-même aux yeux du plus grand nombre.

Rien ne semble parvenir à enrayer cette offensive. Si elles l'ont freinée, les mobilisations sociales ne parviennent toutefois pas à fissurer le front du patronat et du gouvernement contre les acquis sociaux. La ratification du Traité de Lisbonne par les élites contre les peuples remet lourdement en cause la souveraineté populaire. La gauche dans sa diversité reste incapable d'incarner une alternative crédible. Le Parti socialiste qui la domine aujourd'hui s'oriente vers un renoncement décisif quand il veut se mettre au diapason de la social-démocratie internationale avec ses alliances au centre. L'exemple de l'Italie montre à quelle autodissolution cela conduit. **Pourtant, l'ampleur des mobilisations sociales de ces dernières années et la conscience politique révélée par la victoire du Non au référendum de 2005 montrent qu'il existe de grandes potentialités pour ouvrir une autre voie.**

**Il y a urgence à faire surgir une alternative qui propose un nouvel horizon et permette de remobiliser les classes populaires, de plus en plus gagnées par le désengagement électoral.**

L'objectif, c'est le dépassement du capitalisme et la mise en œuvre d'un changement radical de société. Nous voulons conquérir une majorité électorale pour le changement. Nous voulons construire une perspective de nouvelle majorité à gauche, appuyée sur la mobilisation populaire consciente. C'est assez dire le rôle que nous voulons voir jouer à l'éducation, et plus encore à l'éducation populaire ; un de ses piliers est l'émancipation de l'individu, nourri par la culture qu'il devra se réapproprier. Nous voulons le faire avec une grande ambition sur des propositions de rupture avec le modèle libéral productiviste. Par la bataille idéologique et politique autour de ces propositions, nous voulons rassembler un bloc social majoritaire de toutes celles et ceux qui aspirent à un réel changement et un véritable progrès humain. Pour nous, la première condition, c'est une dynamique à gauche, pour changer les rapports de forces internes à la gauche. Nous voulons battre la domination social-libérale et faire prévaloir l'ambition d'une rupture transformatrice.

Le moyen, c'est d'abord le rassemblement de l'autre gauche ; la méthode, l'articulation de son projet et de son action avec les luttes et le mouvement social. La stratégie, c'est la remobilisation des électeurs pour rendre ce changement de gauche possible. La tactique, c'est de s'engager de façon autonome au premier tour des élections pour chercher à passer en tête de la gauche, tout en posant pour règle intransigeante le désistement ou le rassemblement au deuxième tour pour battre la droite.

**Le Parti de Gauche est un levier décisif et essentiel pour entreprendre cette refondation/reconstruction à gauche.** Nous ne prétendons pas y parvenir seuls. Nous croyons dans le potentiel de dynamisme de la société civile. Nous voulons le faire avec tous les courants politiques et les forces citoyennes, associatives et syndicales qui partagent cette ambition. Notre visée est de constituer avec eux un Front durable, présent dans les luttes et les mobilisations, représenté par des candidatures ou des listes communes à chacun des rendez vous du suffrage universel. Dans la perspective de notre réflexion programmatique fondatrice, nous voulons débattre de tous les éléments, qu'ainsi nous versons à la réflexion collective. Notre objectif dans ces échanges est d'approfondir notre compréhension du moment que nous vivons et d'élargir le champ de nos propositions. C'est l'objet de ce texte.

# Chapitre 1

## COMPRENDRE

Le Parti de Gauche veut être un «**parti creuset**». C'est pourquoi, il se revendique comme l'héritier, conscient et critique, de toute la diversité des idées et des cultures qui ont contribué à formuler l'idéal émancipateur qu'a porté le socialisme au fil de l'histoire. Pour nous, comme pour ceux qui nous ont précédés dans cette lutte séculaire, il s'agit d'accomplir la même promesse : celle d'une égale émancipation globale pour toutes les femmes et tous les hommes.

Le Parti de Gauche n'est pas un parti dogmatique. S'il se réclame d'un héritage, il inscrit aussi sa réflexion dans le cadre d'une critique rationnelle argumentée de la réalité qui est celle de son temps et sur laquelle il veut agir pour la transformer. Il la soumet au débat pour qu'elle soit améliorée. Cette critique veut être rigoureuse et radicale. Elle englobe tous les aspects des aliénations et des impasses où le capitalisme, le libéralisme économique et le modèle productiviste conduisent les sociétés humaines. Elle vise à nous libérer de l'ordre qui s'installe : **global**, celui-ci n'excepte aucun lieu et le monde est son domaine ; **totalitaire**, il vise à étendre son empire à chacun des compartiments de l'activité humaine — la vie elle-même est désormais un champ ouvert à la marchandisation — et il refuse toute entrave à une expansion qu'il veut sans limite. C'est pourquoi, usant d'un mot qui tout à la fois désigne sa forme et sa pente politique, on le nommera **un ordre globalitaire**.

Le monde a donc changé, profondément. La période que nous vivons est ainsi celle d'**un nouvel âge du capitalisme**. C'est ce monde là qu'il s'agit de comprendre : celui de ce nouvel état et de la crise du capitalisme contemporain, celui aussi de la crise écologique, qui modifie profondément les conditions d'un projet de transformation de la société, et cela dans le contexte particulier que l'on désigne comme celui de la mondialisation(1).

Cette crise est systémique, car tout à la fois économique (2), écologique (3), sociale (4), alimentaire (5), culturelle (6), idéologique (7) et géopolitique (8). Le monde est ainsi entraîné dans une impasse sans précédent. Au demeurant, le combat pour éviter ces impasses s'est trouvé totalement entravé par le défaut de cela même qui aurait pu nous en protéger : l'Union Européenne. Elle aurait dû être la solution, elle est devenue le problème. Tel est le résultat du dévoiement néolibéral de sa construction (9).

Tel est le contexte, profondément nouveau, dans lequel s'inscrivent les principaux axes de travail sur lesquels le Parti de Gauche veut construire un programme de ruptures écologiques et sociales pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

### 1. Le nouvel âge du capitalisme.

Pour parler de notre époque nous utilisons l'expression de « **nouvel âge du capitalisme** ». Cette appellation veut désigner un état nouveau du système de production et d'échange que met en œuvre le capitalisme. Cet état nouveau n'annule pas les contradictions et les facteurs d'instabilité que les

226 analyses du passé ont mis à jour. Le mécanisme de l'accumulation et les exigences de maximisation  
227 du taux de profit demeurent le moteur central du système, mais ils s'expriment dans un  
228 environnement nouveau, qui conduit à en élargir les effets. Cet environnement est le produit de  
229 l'histoire, des luttes qu'elle a portées, des guerres, des révolutions qui se sont déroulées et des  
230 rapports de forces. En transformant le contexte dans lequel le capitalisme s'est matérialisé, elles  
231 l'ont transformé lui-même.

232 **Le capitalisme est désormais dominé par l'une des strates qui le composent.** C'est elle qui a  
233 soumis à son tempo —le court terme — et à ses normes — un niveau de rentabilité immédiate sans  
234 guère de précédent — l'ensemble de la sphère de la production et des échanges. Elle a reformaté  
235 l'environnement juridique, culturel et politique, ainsi que l'ordre international à ses convenances. Il  
236 s'agit du **capital financier**, qui s'est donné une capacité d'action transnationale et a  
237 progressivement soumis le capital productif et industriel à ses exigences.

238 Ce que l'on nomme la mondialisation est en réalité la globalisation de l'activité des sociétés sous  
239 l'égide de ce nouvel âge du capitalisme. Aux origines de cette évolution, la volonté du capitalisme  
240 de répondre à la baisse du taux de profit, qui s'est manifestée à la fin des années soixante. En  
241 réaction, à partir du début des années soixante dix, le néolibéralisme naissant a alors peu à peu  
242 totalement libéré le capital financier de toute contrainte et de toute régulation. Ainsi délié de toute  
243 entrave par **la globalisation financière**, il a proliféré. Cela a conduit à l'apparition d'une **hyper**  
244 **bulle financière**, masse de capitaux fictifs, faits de titres de dettes privées ou publiques sans  
245 contrepartie réelle et dès lors insolubles. Si bien qu'à l'heure actuelle existe **une masse financière**  
246 **dont la valeur équivaut à près de cinquante fois la production réelle** : 44 mille milliards de  
247 dollars pour cette dernière, plus de deux millions de milliards de dollars pour l'autre !

248 Ce nouvel âge s'est pérennisé parce qu'il est devenu une construction globale, un système. Pour y  
249 parvenir, il lui a fallu installer durablement ses deux conditions d'existence : **la dérégulation et la**  
250 **marchandisation de tous les compartiments de l'activité humaine**. C'est dire que ce système  
251 économique est fondamentalement réfractaire à toute régulation, et d'abord à la première d'entre  
252 elles : la souveraineté populaire, dont toutes les autres découlent sous formes de lois et de  
253 règlement. Sa dynamique est ainsi de tout mettre en œuvre pour son extension permanente.

254 Cela ne se peut qu'au prix d'un recul de la maîtrise par les citoyens de leur avenir, c'est pourquoi  
255 nous parlons à son sujet d'un **ordre globalitaire**.

256 **Avec l'ordre globalitaire qui l'accompagne, ce nouvel âge du capitalisme** s'inscrit comme la  
257 troisième étape du mouvement historique qui a été celui du capitalisme.

258 **Après un premier âge de non-régulation, le capitalisme n'a pu surmonter ses contradictions**  
259 **qu'au prix du chaos** : le carnage de la Première guerre mondiale, la Grande Dépression des années  
260 1930 puis la Seconde guerre mondiale. De ce chaos économique et social, mais aussi du défi que  
261 leur lançait l'existence du bloc soviétique, comme des nécessités de la reconstruction, les  
262 démocraties occidentales se sont résignées à devoir tirer les conséquences.

263 Aussi, **à partir de 1945**, elles mirent en place **une nouvelle économie, partiellement socialisée,**  
264 **fortement réglementée et largement pilotée par des politiques publiques**. Dans la plupart des  
265 pays capitalistes d'Europe, les exigences populaires après les privations de la guerre, les rapports de  
266 forces défavorables à des bourgeoisies souvent compromises dans la collaboration, les contraintes  
267 de la reconstruction des infrastructures et des économies ravagées par la guerre, débouchèrent sur  
268 d'importantes conquêtes sociales, des nationalisations d'entreprises stratégiques, la construction de

269 services publics et des interventions fortes de l'Etat dans l'économie. En France, ces politiques  
270 puisèrent leur source dans le programme d'union nationale du Conseil National de la Résistance et  
271 leur mise en œuvre débuta sous le gouvernement à participation communiste présidé par le général  
272 De Gaulle. Certaines de ces mesures prolongeaient ou étendaient des expériences antérieures,  
273 d'autres inauguraient des mesures nouvelles.

274 Ainsi, en Europe occidentale, dans les années qui suivirent la seconde guerre mondiale, se mirent en  
275 place **des droits protecteurs des salariés** — que ce soit par la loi (Code du travail) ou les  
276 conventions collectives — qui se développèrent pendant trois décennies. Les nombreux comités de  
277 gestion directe des entreprises créés en 1945 pour redémarrer la production conduisirent les  
278 nouvelles autorités à la mise en place de comités d'entreprises aux pouvoirs plus limités pour  
279 désamorcer la dynamique d'autogestion sociale qui se développait.

280 De plus apparurent **des systèmes de sécurité sociale** : en Allemagne, Bismarck avait instauré une  
281 assurance sociale des travailleurs dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ; en Grande Bretagne, c'est  
282 Beveridge qui, dès 1940, définit une sécurité sociale universelle qui inspira l'élaboration de la  
283 sécurité sociale universelle contenue dans le programme du Conseil National de la Résistance.  
284 Devant prendre en compte les assurances corporatistes existantes, la mise en œuvre ne pourra  
285 atteindre l'idéal d'égalité souhaité. Mais le progrès était immense : c'est l'insécurité devant la  
286 maladie et la vieillesse qui reculait spectaculairement, contribuant à améliorer l'état sanitaire des  
287 populations, mais aussi les rapports de force en faveur du salariat.

288 Dans tous les pays d'Europe, aussi, **de grands services publics** se constituèrent par regroupements  
289 et nationalisation dans les secteurs de la Poste, de l'Energie, des transports ferroviaires, etc. De  
290 même, des **nationalisations** furent effectuées dans les secteurs stratégiques nécessaires au  
291 redémarrage des économies, comme le charbon ou l'acier, des mesures de **planification** de la  
292 production adoptées, des coordinations supranationales mises en place avec par exemple la  
293 Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). Le Plan Marshall d'aide aux  
294 économies européennes (et pour lutter contre le communisme !), les activités de reconstruction, les  
295 politiques publiques d'innovation, les revenus sociaux distribués, alimentèrent **une longue période**  
296 **de croissance continue et de quasi plein emploi** (les 30 Glorieuses) qui n'alla pas sans de  
297 profonds bouleversements de la structure de l'emploi (exode rural, appel à la main d'œuvre  
298 immigrée, arrivée massive des femmes sur le marché du travail ...).

299 Pour autant, ces « 30 Glorieuses » n'annulèrent pas l'exploitation des salariés, les attaques du  
300 patronat et les luttes revendicatives, comme en témoignent les grandes grèves de 1947, 1953, 1963  
301 ou 1968 ; ainsi que les nombreuses grèves d'entreprises ou de branche pour les salaires, la réduction  
302 du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, etc.

303 **Ce deuxième âge du capitalisme, celui d'un capitalisme « régulé », a pris fin à la charnière des**  
304 **années 1970 et 1980.** Confronté à la baisse du taux de profit survenue à la fin des années 60, le  
305 capitalisme a, dès les années 70, engagé **la contre-offensive visant à la restauration de taux de**  
306 **profits** amoindris par les conquêtes sociales et les lourdeurs croissantes des investissements exigés  
307 par les technologies modernes.

308 En effet, au sortir de la guerre, les détenteurs du capital avaient dû faire des concessions sociales et  
309 laisser des pans entiers de l'économie échapper à leur emprise. La reconstruction nationale donnait  
310 une primeur à l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Les droits protecteurs des salariés  
311 mettaient des bornes à l'arbitraire et à l'exploitation. Les services publics étaient la démonstration  
312 vivante que l'économie pouvait fonctionner sur des logiques de besoins sociaux et d'intérêt général

313 antinomique à la logique du profit. Mais dès que les rapports de forces devinrent moins favorables  
314 au salariat, le capital entreprit le grignotage et la reconquête de ce qu'il avait dû concéder, par  
315 exemple à l'occasion des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale.

316 **C'est qu'à nouveau les contradictions du capitalisme éclataient.** Une crise de croissance s'était,  
317 en effet, amorcée dès les années 1960, elle ne pouvait qu'être aggravée par les chocs pétroliers des  
318 années 1970. L'effondrement progressif du bloc soviétique des années 1980 a semblé prouver qu'il  
319 n'y avait plus qu'une pensée et une organisation légitime de la société, celle que le néolibéralisme  
320 affirmait.

321 Les exigences de mise en valeur du capital s'étaient transformées. Les limites à la marchandisation  
322 que représentaient les sphères publiques, comme les frontières des économies nationales avec leurs  
323 législations particulières étaient déjà devenues d'insupportables entraves à la rentabilisation des  
324 capitaux gigantesques dont l'accumulation était nécessaire pour la mise en œuvre des technologies  
325 nouvelles. Ce n'est certes pas un hasard si, en 1958, aux prémices de ce mouvement, l'Europe a  
326 trouvé à se constituer sous la forme d'un « marché commun ». C'est le moment où, le vocabulaire  
327 témoignant de ce changement d'échelle, les entreprises sont devenues des « multinationales ». Ce  
328 moment charnière est aussi le moment où une droite néolibérale a pris les commandes dans la  
329 plupart des grands pays industriels.

330 Depuis ce moment, il s'est donc agi de briser les résistances nationales au recul des compromis  
331 sociaux anciens : **rompre tous les compromis de l'après-guerre**, afin d'abolir toute entrave à  
332 l'accumulation du capital et d'étendre la logique marchande à l'ensemble des activités humaines, tel  
333 était — et demeure encore — l'objectif. Dès lors l'offensive capitaliste empruntera plusieurs voies :

334 - **l'intensification de l'exploitation**, la remise en cause des garanties collectives des travailleurs, la  
335 casse des solidarités collectives et des « bastions ouvriers », les suppressions massives d'emplois,  
336 pour modifier le partage de la valeur ajoutée entre le capital et le travail,

337 - **la réduction des protections sociales** (maladie, retraite, chômage), dénoncées comme  
338 alourdissant de manière insupportable le coût du travail et portant atteinte à la compétitivité,

339 - **l'extension de la sphère du profit**, par les privatisations partielles ou totales dans les différents  
340 pays, par la marchandisation de nouvelles activités, par la conquête de nouveaux marchés ; puis  
341 plus tard par la réintégration dans le capitalisme mondial des économies des pays du bloc soviétique  
342 et de la Chine.

343 - **le rétrécissement des capacités d'intervention des Etats** et des collectivités publiques dans  
344 l'économie, la dénonciation des dépenses publiques, l'allègement des fiscalités sur le capital et leur  
345 alourdissement sur les ménages inventant une redistribution à l'envers, etc.

346 Pour ce faire, cette offensive s'appuiera sur la **mise en concurrence généralisée** et la **libre**  
347 **circulation des capitaux** à l'échelle de la planète, permises par le changement d'échelle du  
348 capitalisme et les nouvelles technologies de l'information et organisées par les politiques  
349 néolibérales. Le cours libéral imprimé à la construction européenne en sera un puissant levier sur le  
350 vieux continent, tout comme les politiques d'ajustement structurel dictées par le FMI et la Banque  
351 Mondiale pour les pays pauvres ou en difficulté.

352

353 **2. La crise de la mondialisation néolibérale : l'impasse économique du**  
354 **capitalisme.**

355 Inauguré brutalement par Margareth Thatcher dès le début des années 80 en Grande Bretagne avec  
356 les privatisations massives de services publics puis la remise en cause du système de santé,  
357 l'offensive s'étendra à l'ensemble des pays d'Europe notamment à partir du Traité de l'Acte Unique  
358 de 1986 et des directives de libéralisation des services publics qui se succèdent à partir de 1988.  
359 L'ampleur des démantèlements est variable selon les pays et les secteurs, en fonction des situations  
360 politiques et des résistances. Tout ce qui aura pu être préservé par les luttes constituera un précieux  
361 point d'appui pour la nécessaire reconstruction.

362 **Ce pouvoir d'agir à sa guise, le capital l'a donc retrouvé grâce aux deux leviers majeurs du**  
363 **néolibéralisme : la mobilité internationale des capitaux et l'extension du libre échange.**

364 **La libre circulation internationale des capitaux** a donné aux actionnaires le pouvoir absolu :  
365 celui d'exiger des taux de rendement immédiats exorbitants, sous peine de délocalisation de leurs  
366 placements et investissements. Devant ces exigences, les modes de gestion des entreprises se sont  
367 trouvés profondément bouleversés : primat absolu de la « création de valeur », nouvelles règles de  
368 « gouvernance », tout entières orientées vers la satisfaction des actionnaires, place et rôle  
369 prédominant des directions financières ...

370 Quant à **l'extension du libre-échange**, elle a permis la mise en compétition mondiale des systèmes  
371 nationaux. En permettant de contourner ces compromis par le recours à des systèmes économiques  
372 moins protecteurs — les « pays à bas et très bas salaires » — elle permettait aussi de les briser. La  
373 libéralisation interne des marchés pouvait, en effet, alors apparaître comme une nécessité imposée  
374 naturellement par la compétition internationale et contre laquelle nul ne peut rien : la « contrainte  
375 extérieure ». Elle put alors être présentée comme une fatalité due au mouvement même de  
376 l'histoire : la « mondialisation », alors qu'elle constituait un choix délibéré.

377 Dans cette mise en compétition généralisée des travailleurs et des territoires, la concurrence alors ne  
378 porte plus seulement sur les produits, elle touche aussi les systèmes sociaux et fiscaux ; elle entraîne  
379 le **désarmement fiscal et le dumping social**, la remise en cause du droit du travail, la privatisation  
380 rampante de la protection sociale, la remise en cause des monopoles publics et leur privatisation  
381 progressive ou brutale. Alors qu'en démocratie leur définition relève du choix souverain des  
382 peuples, leur évolution est désormais commandée par les marchés. **Ainsi, le pouvoir de l'argent se**  
383 **substitue à celui du citoyen et l'ordre globalitaire s'installe.**

384 De même que la stabilité et la prospérité relatives des Trente glorieuses résultaient largement des  
385 limites imposées au capital par les luttes sociales et de l'amorce d'une redistribution moins  
386 inégalitaire des richesses, **la nouvelle crise contemporaine du capitalisme résulte directement de**  
387 **cette nouvelle liberté donnée au capital et de la redistribution à l'envers**, « au profit des  
388 profits », qui en est l'effet le plus constant dans l'histoire.

389 Au cours de la dernière période, les exigences de rentabilité financière, la pression de la compétition  
390 internationale, la peur du chômage et la menace des délocalisations ont entraîné une profonde  
391 transformation du partage des richesses : **la part revenant au travail s'est réduite, celle revenant**  
392 **au capital s'est accrue**. Ce constat vaut, on le sait, pour la France, où les travailleurs se sont vu  
393 déposséder de près de 10 points de richesse nationale depuis 1982, comme pour les 15 pays les plus  
394 riches de l'OCDE.

395 Chômage de masse permanent depuis trois décennies, précarisation aggravée du salariat, stagnation  
396 — voire diminution — des salaires de nombreux travailleurs, explosion des inégalités de revenus,  
397 telle est donc la réalité profonde du capitalisme de la mondialisation libérale. Ce faisant, **le**  
398 **capitalisme réactive sa contradiction interne fondamentale : il réprime le pouvoir d'achat des**  
399 **masses, qui constitue pourtant la source première de la croissance dont il s'alimente.**

400 La crise financière et la crise économique qui s'ensuivent sont les conséquences prévisibles et  
401 inéluctables de ce modèle de croissance insoutenable. La libéralisation et le libre-échange ont à la  
402 fois nourri l'extension des revenus du capital au détriment des revenus du travail, permis  
403 l'explosion des activités spéculatives nécessaires à l'emploi des revenus du capital, laissé libre  
404 cours aux banques pour piéger les ménages dans la dette, et créé une hyper bulle financière. La fuite  
405 en avant par des crédits dont le remboursement n'est pas garanti par la croissance du revenu réel des  
406 emprunteurs n'est jamais soutenable à long terme. Il a suffi du retournement du marché de  
407 l'immobilier américain pour que le système financier s'effondre, entraînant les économies  
408 mondiales dans sa chute. Cette crise, par la magie du crédit, a pris la forme d'une crise de  
409 surendettement ; par l'opération de la « titrisation », qui a permis de disséminer ces « actifs  
410 toxiques » comme autant de virus dans l'ensemble du système financier international, c'est celui-ci  
411 qui s'est alors effondré comme un château de cartes au premier accroc d'ampleur. Ce n'est pas là  
412 l'effet accidentel de quelques comportements immoraux ou déviants ; c'est le destin nécessaire d'un  
413 système qui a redonné le pouvoir au capital et organisé le fonctionnement de l'ensemble de la  
414 société en fonction de ses exigences.

415 **Les deux voies par lesquelles le pouvoir du capital engendre une crise globale du système**  
416 **économique sont ainsi clairement désignées : la libre orientation des capitaux et la spoliation**  
417 **des revenus du travail par le capital.**

418

### 419 **3. La mise en péril des écosystèmes : l'impasse écologique du modèle** 420 **productiviste.**

421 Le capitalisme mondialisé a précipité **l'urgence écologique** déjà enclenchée par deux siècles de  
422 croissance industrielle. Nos sociétés, il faut bien l'avouer, ont depuis très longtemps, et peut-être  
423 même depuis toujours, été indifférentes aux effets de leur mode de développement sur  
424 l'écosystème.

425 **Notre culture est toute empreinte d'un rapport de domination à la nature** ; l'environnement  
426 n'y est conçu que comme un élément à maîtriser et dominer pour les besoins propres à l'être  
427 humain. Il y a longtemps, que l'être humain se fait gloire d'être le plus grand prédateur de la nature  
428 et que le modèle productiviste règne en maître.

429 Le capitalisme n'est ainsi que le dernier en date des héritiers de ce modèle, qui n'a été que trop  
430 partagé, y compris par le défunt « socialisme réel » des sociétés qui furent les « démocraties  
431 populaires », pourtant supposées contre-modèle absolu de ce qui fut plus tard désigné comme les  
432 « démocraties de marché ».

433 **Le capitalisme marchand, industriel, puis financier, ont aggravé ce rapport de domination en**  
434 **le transformant en un pur rapport d'exploitation.** Dès 1856, dans ses « principes », Marx a  
435 montré combien un élargissement continu de la sphère de circulation est structurellement  
436 indispensable au capital. C'est pourquoi, la création permanente de nouveaux besoins à satisfaire —



437 avec la culture consumériste qui l'accompagne — est nécessaire à ce mode de production et conduit  
438 à la constitution d'un marché mondial. C'est aussi pourquoi la surexploitation de la nature lui est  
439 consubstantielle : le capitalisme, pour qui seule compte la valeur d'échange, réduit la nature à ses  
440 propriétés commercialisables et ne lui reconnaît aucune valeur propre. Ainsi, le système capitaliste  
441 repose-t-il fondamentalement sur un moteur productiviste. La nature, ressource exploitée sans souci  
442 du long terme, y est réduite à une marchandise à échanger.

443 **Du fait de la force inégale de ses moyens, le capitalisme utilisant les progrès des sciences et**  
444 **des techniques peut aujourd'hui exercer ses ravages avec une puissance jusqu'alors jamais**  
445 **atteinte.** Ce n'est plus seulement de l'extinction de quelques espèces qu'il s'agit désormais, ni  
446 même de la destruction d'un écosystème local, mais bien de l'avenir de la planète elle-même et de  
447 la survie de l'ensemble des espèces, homo sapiens compris !

448 Dès les années 1970, le rapport Meadows mettait en évidence les impasses de notre modèle de  
449 croissance pour l'environnement. La contradiction aurait dû être évidente, puisque nos économies  
450 étaient fondées sur l'exploitation exponentielle de ressources naturelles non-reproductibles. Mais,  
451 au moment même où le monde commençait à prendre conscience de sa trop grande dépendance au  
452 pétrole et des dégâts écologiques de la croissance comme de leur difficile réversibilité, à l'instant où  
453 il aurait fallu penser la planification d'un développement soutenable pour l'humanité, c'est au  
454 pilotage à courte vue par les exigences de la seule rentabilité financière que l'on s'en est remis.  
455 **L'humanité a ainsi pris trente ans de retard dramatique dans la conception d'un alter-**  
456 **développement.** De surcroît, la mondialisation libérale a étendu à l'ensemble de la planète ce  
457 modèle insoutenable. Elle menace la souveraineté alimentaire des pays en développement. Elle  
458 exacerbe la recherche de surplus de production exportables. Elle allonge les distances entre les lieux  
459 de production et ceux d'utilisation, faisant ainsi exploser la consommation d'énergie et la  
460 production de gaz à effet de serre pour le seul transport des marchandises. Enfin, le nouveau mode  
461 d'organisation « à flux tendus » de la production entraîne une croissance exponentielle du nombre  
462 de camions circulant sur les routes, avec les conséquences que cela suppose pour l'environnement  
463 et le réchauffement climatique.

464

465 **Les menaces pesant sur nos écosystèmes sont donc désormais bien plus graves et pressantes**  
466 **que dans les années 1970.** Les rapports du GIEC soulignent les dangers pour l'humanité à moyen  
467 et long terme du changement climatique déjà engagé ; les tragédies humaines qui l'accompagnent et  
468 l'apparition de « réfugiés climatiques » sont là pour les rappeler. Mais, dès maintenant, d'autres  
469 dangers menacent : raréfaction des ressources énergétiques, diminution dramatique de la  
470 biodiversité, érosion et épuisement des sols par l'agriculture intensive, déforestations, pollution des  
471 sols et des nappes phréatiques, risque dans de nombreuses régions de pénuries alimentaires  
472 durables, pénurie en eau potable contamination chimique généralisée du vivant, entraînant des  
473 conséquences toujours plus importantes pour la santé humaine (maladies respiratoires, baisse de la  
474 fertilité, obésité, etc.).

475 Ces différents constats amènent à directement mettre en cause le terme de « croissance » : **dans un**  
476 **monde fini, une croissance sans fin est une illusion qui ne peut que conduire à une**  
477 **catastrophe.** Ainsi, l'utopie capitaliste de la croissance matérielle illimitée mène-t-elle droit dans le  
478 mur, puisque les ressources naturelles de la planète sont d'ores et déjà insuffisantes pour autoriser à  
479 chacun des habitants de la planète un mode de vie analogue à celui des européens et, a fortiori, celui  
480 des états-unis. Aujourd'hui, 20% des humains consomment 80% des ressources.

481 Par ailleurs, **le PIB et sa progression ne suffisent pas à mesurer le niveau de vie réellement**  
482 **atteint dans la société.** Par les réparations qu'elle nécessite, une catastrophe, par exemple, peut  
483 conduire à augmenter fortement le PIB et la croissance. Limités à l'évaluation des seuls coûts  
484 financiers, ces indicateurs ne peuvent prendre en compte les effets humains, sociaux ou  
485 psychologiques. De même, un taux de croissance n'a, en lui-même, aucune vocation à signifier une  
486 réduction de la pauvreté, une réduction des inégalités, ou un renforcement de la cohésion sociale.  
487 Aussi, d'autres instruments de mesure sont nécessaires. Cependant, après avoir exploité les  
488 ressources de la planète, nous ne pouvons refuser aux pays émergents ou à ceux du Sud le droit à  
489 une meilleure vie. D'où l'importance de la reconnaissance d'une dette écologique envers eux et la  
490 nécessité de les aider à se développer.

491 Le Parti de Gauche entend l'interpellation de ceux qui ont forgé le concept de décroissance pour  
492 forcer à un débat qui est nécessaire. **Nous savons qu'il faut abandonner l'objectif de la**  
493 **croissance pour la croissance, de la consommation pour la consommation et d'une prédation**  
494 **illimitée des ressources naturelles.** Mais, pas plus que celle dont elle porte l'image inversée — la  
495 croissance —, la décroissance ne peut être un objectif en soi. Les vraies questions sont ailleurs :  
496 croissance ou décroissance, de quoi, pourquoi et pour qui ? En fonction de quels objectifs et au  
497 service de quel idéal de société ? Selon quels mécanismes de décision démocratique ?

498

499 Il est donc temps de rompre avec le système capitaliste et son moteur productiviste. Cela implique  
500 non seulement une réorientation radicale de nos modes de production, d'échange, de consommation  
501 et de développement, mais aussi l'invention d'**une nouvelle conception du progrès humain, qui**  
502 **ne peut plus être envisagé comme le résultat assuré de la seule accumulation de**  
503 **consommations.**

504 Encore est-il nécessaire pour cela de dépasser la notion ambiguë de développement durable. On  
505 pourrait penser que la conversion générale des politiques et des entreprises au thème du  
506 développement durable exprime une réelle prise de conscience de l'enjeu écologique.

507 Force est de constater qu'il n'en est rien. Au mieux, en effet, elle se limite à intégrer l'écologie  
508 comme un « supplément d'âme », ou comme une contrainte extérieure ; dans les deux cas, le  
509 système capitaliste n'est nullement considéré comme une cause et demeure inchangé. Au pire,  
510 l'écologie devient le moyen de trouver de nouveaux secteurs d'exploitation et de nouvelles sources  
511 de profit. Le capitalisme peut ainsi se parer des plumes d'une verte vertu. Mais les habits neufs de  
512 ce « capitalisme vert » ne peuvent tromper : le productivisme est consubstantiel au capitalisme. Un  
513 système économique mû par la recherche du profit financier maximum ne peut fonctionner au  
514 bénéfice de l'intérêt général de l'humanité. C'est, par exemple, ce qu'illustre avec éclat la création  
515 d'un marché des droits à polluer.

516 C'est pourquoi, nous nous opposons à l'illusion d'une écologie universelle, qui voudrait se placer  
517 au-delà du clivage gauche-droite. Nous affirmons que c'est la même logique de marchandisation du  
518 monde qui aujourd'hui engendre toutes les crises, **écologiques, sociales ou politiques. Il faut**  
519 **dépasser le modèle productiviste, et cela ne peut se faire que dans la rupture d'avec le**  
520 **capitalisme.**

521

#### **4. Le retour de la question sociale : l'impasse de la surexploitation.**

L'exigence d'un profit accru que porte la financiarisation du capitalisme ne peut être satisfaite que par une intensification du travail et une pesée sur les masses salariales, par une exploitation accrue du travail donc. Encore faut-il pour y parvenir que le rapport des forces l'autorise.

En France, au cours de la période précédente, les luttes et leurs acquis — sécurité sociale (1945), négociations de branches (1950), régime d'indemnisation du chômage (1958), SMIC (1971) — avaient globalement permis de le stabiliser.

Depuis lors, la pression d'un chômage de masse devenu endémique au lendemain du premier choc pétrolier, la perte des bastions ouvriers fortement syndicalisés (métallurgie, mines, textile ...) ont considérablement affaibli le rapport des forces. On ne peut plus « désespérer Billancourt » : « la forteresse ouvrière » a disparu. En trente ans, la France a perdu le tiers de ses effectifs industriels, soit 2 millions d'emplois. Aujourd'hui, l'industrie représente moins d'un emploi sur six, quand le tertiaire en occupe près des  $\frac{3}{4}$  et la majorité des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés. Les couches populaires constituent toujours la majorité de la population, mais leur composition s'est profondément transformée et les employés y sont désormais prédominants.

**Le nouvel âge du capitalisme a donc été — et demeure — tout à la fois un moment de profonde recomposition des couches populaires et de détérioration du rapport des forces entre le capital et le travail. Fondamentalement, c'est cette double réalité qui explique la dégradation du partage des richesses. Elle vaut pour l'ensemble des économies occidentales.**

Les patrons disposent, en effet, dès lors d'un moyen de chantage inédit face aux travailleurs : soit la soumission volontaire aux exigences des actionnaires, soit la suppression des emplois pour défaut de compétitivité et de rentabilité ; telle est l'alternative cyniquement présentée aux salariés.

Profitant de ce bouleversement du rapport de forces, à partir des années 1980, ce chantage a permis au patronat de radicalement **restructurer l'organisation de la production pour maximiser la rentabilité du capital** : recentrage sur le « cœur de métier » et externalisation des activités périphériques, développement de la sous-traitance, délocalisations, production à flux tendus en « juste à temps » pour éliminer les stocks, « qualité totale », etc. Cette nouvelle organisation du travail induit une révolution dans la gestion de la main-d'œuvre : **la flexibilité**. Cette logique aboutit, en effet, à la recherche d'un ajustement constant de la main d'œuvre.

De là, l'intensification du travail, l'exigence d'une performance accrue avec des moyens plus limités, la précarité des contrats (3 millions de salariés en CDD, intérim), l'imposition du sous-emploi (1,5 millions d'emplois à temps partiel contraint, dont 90% occupés par des femmes), la généralisation de la concurrence interne entre salariés (individualisation des carrières et des salaires), entre ateliers ou entre services. Les **femmes** sont particulièrement touchées par ces évolutions. Ainsi, les politiques salariales construites autour de la flexibilité et de l'individualisation expliquent aussi les écarts de salaires entre femmes et hommes. Dans une telle logique, l'entrée des **jeunes** dans le monde du travail est difficile et s'effectue essentiellement par le biais des emplois précaires. Dans le même temps nombre de **salariés âgés** de plus de 55 ans sont prématurément exclus. Et dans certains secteurs, le recours aux travailleurs **sans-papiers** permet de faire baisser à bon compte les coûts salariaux, les conditions de travail et l'ensemble des droits sociaux. Cette délocalisation sur place par l'exploitation d'une main d'œuvre sans droits est non seulement inacceptable en soi, mais constitue une pression sur l'ensemble des salariés.

563 **Résultat : la souffrance au travail, la précarité de l'emploi, les travailleurs pauvres. La**  
564 **flexibilité est synonyme de précarité.**

565 Cette période est ainsi celle d'**une mise en insécurité générale**, morale tout autant que matérielle.

566 **Insécurité morale**, des suicides de salariés à France Télécom et à Renault sont venus démontrer à  
567 quel point les formes « modernes » de « gestion des ressources humaines » peuvent être  
568 traumatisantes pour les personnes et souvent difficilement discernables du harcèlement. Dans le  
569 secteur public comme dans le privé, les nouvelles méthodes de management ont fait peser sur les  
570 salariés une exigence croissante de performance et le poids des risques économiques, tout en  
571 réduisant leurs moyens et leur autonomie pour atteindre les objectifs imposés et leur part dans la  
572 valeur ajoutée. Il s'ensuit une dé-légitimation du travail, réduit à un instrument d'aliénation. Il ne  
573 remplit plus sa fonction de réalisation de soi et de socialisation, ce qui entraîne l'augmentation  
574 dramatique des pathologies liées au travail, dont le coût social représente désormais plusieurs points  
575 du PIB. Travailler au risque de se perdre !

576 **Insécurité matérielle**, les travailleurs privés d'emploi, la montée de l'emploi précaire, du sous-  
577 emploi à travers le temps partiel contraint, comme celle des « travailleurs pauvres », constituent des  
578 faits majeurs de la période. Elles aboutissent à une réalité qui est générale à tous les pays  
579 occidentaux : la présence et la progression d'une pauvreté, qui est désormais de masse. En France,  
580 alors qu'elle avait connu une forte diminution, la pauvreté désormais s'accroît et touche aujourd'hui  
581 plus d'un français sur huit.

582 Dans le courant des années soixante certains ont pu rêver à une « moyennisation » de la société et à  
583 un « embourgeoisement » de la classe ouvrière. Sauf à vouloir nier notre réalité, nul aujourd'hui ne  
584 peut plus sérieusement le penser. Une certaine idée du progrès s'est ainsi brisée. Si, comme au  
585 XIXème et au début du XXème siècle, la **question sociale** est aujourd'hui à nouveau posée, c'est  
586 que, avec l'insécurité matérielle et morale omniprésente, avec aussi la démolition en cours de la  
587 protection sociale construite en 1945, se retrouvent à nouveau, en plein XXIème siècle, des  
588 situations analogues à celles qui existaient lors de la constitution originelle du salariat.

589 Tels sont les résultats de la mondialisation libérale et de son impasse sociale : la surexploitation et,  
590 avec elle, le retour de la question sociale. C'est dans l'entreprise d'abord, dans l'organisation du  
591 travail et les formes de la mobilisation de la force de travail, que cette régression se joue.

592

## 593 **5. L'enjeu alimentaire : l'impasse du modèle agricole actuel.**

594 Alors que la production agricole mondiale permettrait largement de nourrir convenablement  
595 l'ensemble de la population de la planète, un sixième de celle-ci souffre en permanence de la faim.  
596 Cette situation est intolérable.

597 L'agriculture constitue la principale source d'activité de 2,5 milliards de personnes, soit 40% de la  
598 population de la planète (55 à 80% dans les pays du «Sud»). La demande mondiale de produits  
599 agricoles a doublé depuis 40 ans du fait de la croissance démographique et de l'évolution des modes  
600 de consommation. La production a suivi le rythme grâce à un accroissement des rendements :  
601 sélection génétique, utilisation d'engrais chimiques et de pesticides, irrigation. Et pourtant, **un**  
602 **milliard d'êtres humains souffrent en permanence de la faim.**

603

604 Les échanges agricoles entre pays ne concernent que 15 % de la production. Mais, dans la phase  
605 actuelle du capitalisme mondialisé, firmes multinationales et pouvoirs politiques organisent — via  
606 notamment le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, les accords bilatéraux, notamment les accords  
607 bilatéraux de partenariat économique avec les pays ACP, et l'introduction du principe du marché  
608 boursier dans le domaine alimentaire — la mise en concurrence des différentes agricultures du  
609 monde. La libéralisation des marchés, alliée à la croissance de la productivité dans les pays riches et  
610 dans les grands pays agro-exportateurs (notamment Brésil et Argentine), se traduit par une tendance  
611 lourde à la baisse des prix mondiaux, permettant de limiter les salaires et d'accroître l'appropriation  
612 de plus-value dans tous les secteurs d'activités. De plus, dans nombre de pays, une agriculture  
613 capitaliste est en concurrence directe avec la paysannerie, notamment pour l'accès à la terre. Ainsi,  
614 le rachat de terres agricoles s'accélère dans les pays émergents, au détriment des populations locales  
615 et de leur alimentation : les cultures d'exportation remplacent les productions vivrières.

616

617 **La mise en concurrence sur un même marché d'agricultures ayant d'énormes différences de**  
618 **productivité du travail** — écart de 1 à 500 entre l'agriculture manuelle pratiquée par 75% de la  
619 paysannerie et l'agriculture motorisée pratiquée par 3% des agriculteurs — **induit des inégalités de**  
620 **revenus considérables.** La grande majorité des 1.1 milliard de personnes considérées comme  
621 extrêmement pauvres — ou encore du milliard de personnes souffrant durablement de la faim —  
622 sont travailleurs de l'agriculture. L'exode rural à tout prix vers les pays riches apparaît souvent  
623 comme la seule solution pour échapper à la misère. Cette crise sociale et « l'armée de réserve »  
624 qu'elle génère contribuent, dans de nombreux pays, au maintien de bas salaires.

625 Dans ce contexte, nombre de pays du Sud voient leur taux d'autosuffisance alimentaire fondre. Dans  
626 le même temps, cette dynamique globale mène à la dégradation des écosystèmes et de leur potentiel  
627 productif (déforestation, baisse de la fertilité des sols, des ressources en eau et de la biodiversité).  
628 L'utilisation intensive de pesticides se traduit par des contaminations, d'abord des travailleurs de  
629 l'agriculture, mais aussi de la population en général à travers l'existence de résidus dans  
630 l'environnement et sur les produits.

631

632 **En Europe,** la Politique Agricole Commune (PAC) menée depuis les années 60, basée sur des prix  
633 garantis aux agriculteurs grâce aux mécanismes d'intervention et de protection aux frontières, a  
634 permis de moderniser de façon accélérée l'agriculture et d'atteindre l'autosuffisance alimentaire  
635 pour bon nombre de productions. Face à l'apparition d'excédents dans les années 70 et 80, l'Europe  
636 a mis en place, d'une part, des mécanismes de subvention des exportations sur le marché mondial  
637 et, d'autre part, des mécanismes de maîtrise des productions (jachère, quotas laitiers, etc.).

638 Le modèle agricole mis en place s'est traduit par de très fortes inégalités de revenus dans le monde  
639 agricole, la disparition massive des petits paysans garants de l'emploi local (et une grande précarité,  
640 en France, 26% des ménages agricoles sont pauvres), une dégradation de l'environnement  
641 (pollution des eaux par les nitrates, dissémination de pesticides, diminution de la biodiversité) et  
642 une contribution au réchauffement climatique.

643

644 Les réformes de la PAC des années 90 et 2000 répondent à la logique de libéralisation des marchés  
645 agricoles, promue au niveau mondial par les multinationales, les pouvoirs politiques et les  
646 institutions multilatérales. Suite à ces réformes, la course à la productivité, la concentration de la  
647 production et la diminution de l'emploi agricole se poursuivent. Dans certains territoires on assiste à  
648 une « désertification » réelle, dans d'autres régions, à une détérioration des paysages. Les inégalités  
649 de revenus persistent, les aides étant en grande partie proportionnelles à la dimension des

exploitations. Le modèle productiviste n'est de fait pas remis en cause, même si certaines exigences environnementales ont été depuis peu introduites. Le dumping sur les marchés mondiaux se poursuit sous une forme déguisée. Alors que, dans le même temps, les importations croissantes d'oléo-protéagineux et d'agro-carburants de la part de l'Europe favorisent, dans plusieurs pays du Sud, le développement d'une agriculture capitaliste d'exportation, aux dépens de la paysannerie et de la préservation de l'environnement. La grande distribution, grâce à l'appui des décideurs politiques a pris une place hégémonique dans notre quotidien. Les grands groupes qui commercialisent la majorité des productions agricoles imposent des modalités de production qui aboutissent à l'élimination des agricultures paysannes.

**Le modèle agricole actuel mène à une impasse susceptible de contribuer à une crise majeure :**

**- d'une part, la satisfaction de l'ensemble des besoins alimentaires devrait être de plus en plus difficile**, du fait de la croissance démographique, de l'évolution des modes de consommation et de la dégradation des écosystèmes cultivés, conséquence du réchauffement climatique, des modes de production et de la concurrence des agro-carburants.

**- d'autre part, cette évolution accroîtra la crise sociale.** Les premières victimes des effets conjugués de la libéralisation de l'agriculture, de la concurrence de l'agriculture capitaliste et de la crise écologique continueront à être les paysanneries. Au delà de la paysannerie, la misère humaine et la crise sociale pourraient s'approfondir avec une poursuite de l'exode rural, un développement des migrations forcées et des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles.

**Quatre enjeux répondent à l'intérêt général des générations actuelles et à venir :**

- garantir le droit à une alimentation de qualité pour tous,

- permettre la viabilité économique et le développement humain des familles paysannes à travers le monde, en France, se donner les moyens d'assurer le renouvellement générationnel et favoriser l'installation d'agriculteurs, limiter la variabilité des prix sur le long terme en fixant des prix minimum.

- préserver et restaurer les écosystèmes dégradés.

- organiser la transition vers des modes de production et de consommation économes en ressources non renouvelables.

Ces différents enjeux impliquent de reconnaître le principe de **souveraineté alimentaire**, qui désigne le droit pour tout pays de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations. Il s'agit de **faire reculer l'emprise du capital sur l'agriculture** et de donner les moyens aux Etats et ensembles régionaux de soutenir et promouvoir une agriculture paysanne protectrice de l'environnement, y compris au sein de l'Union européenne ; de protéger et d'organiser leurs marchés, en vue d'obtenir un certain niveau d'indépendance alimentaire, une certaine relocalisation des productions, une meilleure distribution de la valeur ajoutée au sein des filières, une évolution des modes de consommation ; d'interdire la marchandisation du vivant. La privatisation du vivant à travers les OGM et leurs brevets est inacceptable.

## 689 **6. L'individualisme néolibéral : l'impasse culturelle**

690 Le nouvel âge du capitalisme a remis en scène des réalités que l'on avait connues au XIX<sup>ème</sup> siècle  
691 et auxquelles on avait cru avoir mis définitivement fin en tant que condition générale des  
692 travailleurs : la précarité du travail, l'explosion des inégalités. Avec lui, est ainsi venu le temps de la  
693 **fin du progrès moderne ; celui grâce auquel chaque génération espérait avec quelque**  
694 **probabilité de véracité que la génération suivante aurait un sort meilleur.** Aussi, s'adossant à  
695 cette réalité, le libéralisme s'efforce de convaincre que ce n'est plus d'un avenir et d'un projet  
696 collectif qu'il faut espérer, mais qu'il faut s'en remettre à l'acte individuel. Ainsi, là où, selon un  
697 slogan célèbre, nous voulions « travailler moins pour travailler tous et vivre mieux », on voudrait,  
698 désormais, nous faire « travailler plus pour gagner plus. » Dans cette opposition, d'une certaine  
699 façon, tout est résumé de l'air détestable de ce temps : **l'individualisme est le support et l'horizon**  
700 **naturel du libéralisme**, qui s'efforce de casser toute identité collective et tout ancrage culturel.

701 **Pour cela, les modalités d'organisation du travail qui se mettent désormais en place**  
702 **requièrent, en effet, qu'un nouveau pas soit franchi dans l'aliénation du travail.** Il s'agit de  
703 passer de la domination pure d'antan à la servitude volontaire de salariés, isolés par la rivalité  
704 généralisée et la peur permanente du déclassement. La contrainte ne doit plus seulement, comme  
705 dans l'organisation taylorienne du travail, s'exercer par la surveillance physique du contremaître et  
706 des petits chefs, elle doit être intériorisée par le salarié lui-même. Il doit se sentir coupable et  
707 redouter l'humiliation d'une mauvaise « évaluation » du chef de service ; il doit se sentir partie  
708 prenante de la guerre économique pour consentir à tous les sacrifices : jusqu'au suicide, parfois,  
709 comme on l'a vu à France Télécom.

710 Le cynisme de cette nouvelle manipulation va jusqu'à investir dans l'élaboration et la diffusion  
711 d'une « **culture** » **d'entreprise**, en sorte que le salarié exploité imagine que ce n'est pas pour  
712 l'actionnaire qu'il se soumet au nouveau culte de la performance non rémunérée. Le travailleur est  
713 censé ne pas être au service du patron, mais à celui du client, histoire d'effacer le pouvoir du  
714 capital. Dans ce monde où la violence sociale, la hiérarchie et le rapport de forces doivent être  
715 déniés, dans ce monde d'harmonie fantasmée, il n'y a plus ni ouvrier, ni secrétaire ou caissière, ni  
716 même d'ailleurs de salarié, mais des « opérateurs », des « assistants », des « hôtesses de caisse » et  
717 des « collaborateurs ». Désormais, ce n'est plus seulement sa compétence que le travailleur engage,  
718 mais bien sa personnalité même ; c'est elle qui est jaugée lors des tests d'embauche, elle encore qui  
719 est régulièrement évaluée tout au long de la carrière professionnelle.

720 Plus largement, le « mérite » est devenu l'argument libéral et conservateur par excellence. Ainsi, ce  
721 serait en fonction de sa seule volonté et de son travail qu'on réussit. Renvoyant au seul individu,  
722 déniaient ainsi toute détermination sociale ou culturelle, ce mérite là est celui qui naturalise, et ce  
723 faisant justifie, « l'ordre des choses ». Au risque de les légitimer, les réponses de la Gauche se sont  
724 à cet égard souvent cantonnées à lutter contre les seuls effets de la reproduction sociale, en  
725 proposant des mesures, simplement correctrices, qui ne changent pas fondamentalement l'ordre des  
726 choses, puisque l'injustice est précisément l'un des ressorts essentiels du système.

727 **Pour le Parti de Gauche, la question n'est pas de savoir comment corriger le système en**  
728 **donnant à chacun la possibilité d'être « méritant », mais de savoir comment il est possible de**  
729 **repenser l'échelle de valeur des rapports sociaux.**

730 Ainsi ce moment est-il celui où le nouveau pouvoir du capital financier construit — pour ensuite  
731 mieux pouvoir s'y appuyer — un socle idéologique de formatage des esprits adéquat à ses  
732 nécessités. Il promeut une culture de la performance individuelle, au détriment de  
733 l'accomplissement collectif ; cherche à provoquer un climat de peur de l'étranger, devenu un

734 concurrent et une menace ; et à installer la certitude que le monde est mené par des contraintes  
735 naturelles et extérieures, qui échappent à toute volonté, patronale ou politique. Il n'y a plus alors ni  
736 responsable, ni projet possible, rien que la fatalité -dès lors naturelle- des marchés et de leur « main  
737 invisible ».

738 Ces nouvelles certitudes, ces nouvelles lois du monde, à vrai dire celles de la jungle et de la survie,  
739 sont alors mobilisées pour justifier la nécessité de réduire tout ce qui à ses yeux pèse sur le capital.  
740 Ainsi, les cotisations sociales peuvent-elles devenir des « charges », le statut des agents publics un  
741 « privilège », et la grève une insupportable entrave pour les usagers, eux-mêmes devenus des  
742 clients.

743 **Cette dimension idéologique et culturelle de la bataille contre la domination du capital prend**  
744 **désormais une place nouvelle.** En effet, le développement d'une industrie de communication de  
745 masse permet d'efficacement mettre en scène cette culture de l'individu. Essentiellement contrôlée  
746 par les détenteurs du capital, elle leur donne aussi — outre un efficace contrôle de l'information —  
747 des moyens inédits de la diffuser, l'instiller, et d'ainsi, par la force de l'habitude, persuader de son  
748 bien fondé.

749 **Ainsi, le néolibéralisme produit et répand une culture perverse de la « responsabilité**  
750 **individuelle », dont le premier effet est de présenter les pauvres et les chômeurs comme les**  
751 **responsables de leur situation.** Une fois installée dans la culture ambiante, l'idée que chacun est  
752 seul responsable de son sort sert à convaincre que, a contrario, nul n'est en rien responsable du sort  
753 d'autrui et n'a, en conséquence, à « payer pour les autres ». Ainsi, se mettent en place la  
754 justification d'une réduction et d'une privatisation des prestations sociales, les attaques contre le  
755 modèle solidaire de retraites par répartition, la promotion des modèles de capitalisation  
756 individuelle...

757 Le recul de la solidarité, l'explosion des inégalités, la ghettoïsation, ces facteurs ont toujours  
758 entraîné la montée de l'incivilité et de la violence; ce sont là des conséquences communes aux  
759 différentes sociétés où règne l'ordre néo libéral. Face à la délinquance engendrée par ce « modèle »  
760 de société, c'est une politique de répression policière et pénale croissante qui a été développée. Au  
761 cours des trente dernières années aux États-Unis, le taux d'emprisonnement des jeunes hommes  
762 noirs a explosé au fur et à mesure que régressaient les dépenses sociales. Ainsi, insidieusement  
763 **l'« État pénal » prend la place de l'« État social ».** En France, la droite s'est engagée sur la  
764 même voie, en multipliant les lois pénales renforçant la répression et l'emprisonnement des jeunes  
765 et des mineurs. On recrute des gardiens de prisons, mais on supprime les postes d'éducateurs. **La**  
766 **violence provoquée par les politiques au service du capital sert de prétexte au recul des**  
767 **libertés publiques et à l'instauration progressive d'un État policier, qui enferme au lieu**  
768 **d'éduquer.**

769 Lorsque la droite a remis en cause le droit du sol à travers la révision du code de la nationalité,  
770 lorsqu'elle a créé le ministère de l'immigration et de l'identité nationale, impulsé sa politique de  
771 « l'immigration choisie » et sa logique du chiffre dans la traque aux personnes en situation  
772 irrégulière, c'est bien le même objectif idéologiques qui était poursuivi : substituer la question  
773 national-sécuritaire à la question sociale. Il s'agit de déconstruire dans les consciences l'idée que  
774 des droits doivent être accordés à toute personne résidant sur le territoire national indépendamment  
775 de sa situation administrative, régulière ou pas. Cela ne peut que conduire à la montée des idées  
776 d'extrême droite.



777 Alliant des mesures antisociales et des dispositions visant à élargir sans cesse le champ de la  
778 répression, **un modèle de société libéral-sécuritaire se met en place**, en vue d'une normalisation  
779 des esprits et des comportements. Avec les lois liberticides sur l'Internet, les citoyens seront  
780 surveillés au plus près, puisque la puissance publique pourra aisément connaître les sites consultés  
781 et les contenus téléchargés. La possibilité de recoupement avec les divers fichiers (Edwige, par  
782 exemple) construit un modèle totalitaire de la société. Comme cette politique est par nature  
783 impuissante à enrayer l'incivilité et la violence, dans ce cadre idéologique, la persistance de ces  
784 maux nourrit en retour une régression obscurantiste, qui va du recours aux communautés religieuses  
785 comme instrument de l'ordre social aux thèses nauséabondes sur l'origine génétique de la  
786 délinquance.

787 **Le libéralisme ne pollue pas que la planète, il pollue aussi insidieusement les esprits.** Notre  
788 bataille politique, forcément frontale face à l'impasse culturelle de l'individualisme, aura pour but  
789 de donner un avenir commun aux citoyens et passe par un projet et une action collectifs.

790

## 791 **7. De la société à l'intime : l'ordre globalitaire.**

792

793 Le nouvel âge du capitalisme est global. En effet, il implique non seulement les grands rouages  
794 macro-économiques, mais englobe aussi les micros déterminations par lesquelles les individus  
795 construisent leur insertion intime dans l'univers social et culturel qui les entoure. Ainsi leur  
796 « procès d'individuation » y-est-il tout entier immergé, contraint et finalement déterminé. C'est  
797 en cela aussi que ce système peut-être qualifié de « globalitaire ». **Comme un système**  
798 **totalitaire, l'ordre « globalitaire » tend à inclure dans son espace normatif l'ensemble des**  
799 **éléments qui composent la vie en société mais aussi les comportements intimes, réputés**  
800 **libres.**

801

802 Cette tyrannie de l'idéologie dominante organise la dissimulation de ses moyens et de ses  
803 finalités, car son dispositif d'inclusion repose tout entier sur l'idée qu'il n'existe pas en tant que  
804 système. Le capitalisme se présente ainsi comme la réponse spontanée et naturelle aux besoins les  
805 plus intimes et les plus différenciés ressentis par chacun de nous, même quand nous sommes nous-  
806 mêmes incapables de les formuler clairement. Le système parvient à se rendre indétectable, furtif en  
807 somme, alors même qu'il a lui-même entièrement suggéré la forme de ces besoins en les formatant  
808 avec un souci du détail sans équivalent dans les modes précédents de domination culturelle.

809

810 A travers ses multiples moyens d'action, de la publicité au marketing en passant par l'industrie  
811 de l'information et du spectacle, ce système globalitaire menace toute pensée critique ou  
812 alternative. Il compromet ainsi jusque dans les esprits la capacité des travailleurs à s'organiser et  
813 à se défendre.

814

## 815 **Le peuple rendu invisible**

816 En modifiant profondément le travail, le nouvel âge du capitalisme procède à un profond  
817 remodelage des identités sociales. L'idéologie dominante agit en particulier pour **invalidier**  
818 **l'identité ouvrière**, qui a constitué pendant des décennies la figure de référence centrale du peuple  
819 de gauche. **L'ouvrier, et au-delà le peuple populaire, est à la fois rendu invisible et**  
820 **ouvertement méprisé.** Dans les médias de la culture de masse, journaux, publicités, séries  
821 télévisuelles, les travailleurs n'existent pas, ou alors comme des survivances exotiques d'un monde

822 révolu. Dans un pays comme la France, **les 6 millions d'ouvriers et les 7,5 millions d'employés**  
823 **constituent pourtant la majorité de la population active** ! Lorsqu'ils admettent leur existence, les  
824 médias les présentent comme une masse sans visage, obéissant à des instincts primaires et à des  
825 peurs irrationnelles. C'est sous cet angle, qui rappelle la vision que les bien-pensants du 19<sup>e</sup> siècle  
826 avaient des « classes dangereuses », que le référendum de 2005 sur la Constitution européenne a été  
827 pensé par les médias dominants. C'est également celui sous lequel ils traitent le mouvement social  
828 pour mieux le criminaliser.

829 Cette disqualification du peuple et de sa réalité sociale est aggravée par **l'individualisme exacerbé**  
830 **et le mépris du collectif entretenus par les couches supposées constituer les élites**. Une partie  
831 croissante des élites médiatiques, économiques et politiques impose, en effet, une vision du monde  
832 où seuls comptent la réussite et la satisfaction individuelles. En attestent les innombrables dossiers  
833 sur « *Ces immigrés qui s'en sortent* », « *Ces femmes qui gagnent* » ou encore « *Ces jeunes qui*  
834 *réussissent* ». Nouvel avatar de la mentalité « petite-bourgeoise », **ces couches élitaires** se donnent  
835 bonne conscience en exaltant **l'égalité des chances et l'ascenseur social**, c'est-à-dire l'exfiltration  
836 de leur groupe social pour quelques élus des classes populaires, qui servent d'arguments pour  
837 justifier l'état de la société telle qu'elle est. Se construit ainsi une « **classe moyenne idéologique** »,  
838 **mirage social savamment entretenu par les puissants pour culpabiliser les plus modestes et**  
839 **leur faire honte de leur appartenance sociale**. Largement relayée par les médias, cette mentalité  
840 conduit une portion croissante de la population à entretenir une relation fantasmatique avec ses  
841 propres conditions d'existence : à voir dans ses semblables des obstacles dans la course à la réussite  
842 individuelle, plutôt que des alliés pour améliorer collectivement le sort de ceux qui partagent la  
843 même galère. Ainsi, tout devient bon pour marquer sa distance avec le peuple, surtout lorsque l'on  
844 partage en réalité ses conditions d'existence. Divisé à un bout par le développement de la pauvreté,  
845 le peuple l'est à un autre par la domination d'élites satisfaites d'elles-mêmes et convaincues de  
846 l'indignité populaire. On comprend la nouvelle fortune dont bénéficie l'accusation de populisme...

#### 847 848 **Un nouvel obscurantisme contre la laïcité et contre la science.** 849

850 Dans sa dimension globalitaire, le nouvel âge du capitalisme contredit l'exigence de laïcité. La  
851 laïcité vise en effet à garantir l'existence d'un espace public libre de toute emprise ou  
852 injonction particulière qui menacerait l'égalité des citoyens.

853 Le **mercantilisme** et le **consommérisme** sont de nouvelles voies d'enfermement des consciences.  
854 Elles se combinent avec les **intégrismes** et les **communautarismes** de toute sorte. Elles prospèrent  
855 sur la destruction du lien social. Les communautarismes se présentent pourtant souvent comme des  
856 moyens de résister au système et de lui opposer d'autres normes morales. Face aux discriminations  
857 dont ces populations, « minorités visibles », sont victimes, elles leur permettent de s'ancrer dans  
858 une identité collective, qui est aussi constituer un espace de solidarité possible. De reconquérir, en  
859 somme, une apparence d'autonomie et un minimum de dignité contre ce qui est ressenti à juste titre  
860 comme une négation des personnes. En réalité, **les communautarismes marchent main dans la**  
861 **main avec l'ordre néolibéral** et en sont les meilleurs alliés. C'est d'ailleurs une constante des  
862 politiques libérales, du 19<sup>e</sup> siècle à l'Angleterre de Thatcher, de promouvoir la religion comme  
863 pansement caritatif aux dégâts sociaux du capitalisme. Les communautarismes sont parfaitement  
864 compatibles avec le marché, et, au-delà de l'espace restreint de solidarité qu'ils constituent,  
865 **radicalement hostiles à l'existence d'un intérêt général et d'une communauté légale fondée**  
866 **sur l'égalité des citoyens**. Le communautarisme porte la négation de l'espace public et laisse la  
867 marchandise incarner un semblant d'universel.

868 Enfin, l'offensive obscurantiste se manifeste aussi sur le terrain de la science, visant à nier les

869 principes mêmes de la démarche scientifique. Ainsi, au nom d'une supposée quête de sens qui  
870 traverserait l'humanité face à un monde désenchanté, le mouvement créationniste cherche non  
871 seulement à contester les acquis de la théorie darwinienne de l'évolution, mais aussi à créer des  
872 carrefours où se croiseraient à égalité pour expliquer le monde des représentants des religions, des  
873 mouvements philosophiques et des scientifiques. Loin d'être une spécificité anglo-saxonne, cette  
874 entreprise trouve des relais institutionnels puissants dans notre pays. Il s'agit d'un projet politique  
875 qui n'a rien à voir avec la science et qu'il s'agit de combattre politiquement.

876  
877 L'alliance des libéraux, des communautaristes, de la médiocratie et des couches sociales qu'elle  
878 influence dans cette production idéologique contribue à dissimuler les rapports sociaux réels de la  
879 société capitaliste. Elle joue ainsi le rôle d'un puissant écran, qui dissimule la possibilité de changer  
880 le monde et de se rassembler autour d'un projet émancipateur.  
881 C'est pourquoi notre bataille politique doit être aussi une bataille culturelle.

882  
883

## 884 **8. La fausse « fin de l'histoire ».**

885 L'effondrement du bloc soviétique étant supposé annoncer tout à la fois la généralisation du  
886 développement économique capitaliste au reste de la planète, le développement de la démocratie, la  
887 pacification du monde par l'extension du « doux commerce » et le pouvoir de police de l'unique  
888 superpuissance militaire, les promoteurs de la « mondialisation heureuse » nous faisaient alors  
889 miroiter rien de moins que la fin de l'histoire.

890 Bien loin de cet aimable conte de fées, la conversion forcée des pays pauvres aux politiques  
891 néolibérales et au libre échange a bloqué le développement des biens communs et des services  
892 publics les plus nécessaires, au lieu d'avoir éradiqué la pauvreté. Loin d'avoir nourri un nouvel  
893 internationalisme pacifique sous la bienveillante protection du gendarme états-unien, la fin de la  
894 guerre froide a, au contraire, ouvert la voie à l'émergence ou la renaissance de nouvelles puissances  
895 nationalistes (Chine, Russie, Inde, notamment). De cette nouvelle réalité, le sabordage du G 8, club  
896 des huit principales puissances mondiales, au profit du G 20, est la meilleure et plus récente  
897 illustration. Nous sommes désormais entrés dans **un monde multipolaire agressif.**

898 Ce monde là est potentiellement dangereux, à la fois moins prévisible et moins sous contrôle que  
899 celui de la guerre froide, qui voyait deux blocs, Ouest contre Est, s'affronter. Dans ce monde  
900 multipolaire, c'est une pure folie que de laisser libre cours à la logique de guerre économique, avec  
901 l'illusion que le libre commerce pacifiera les relations internationales. Il est vain de croire que l'ex-  
902 superpuissance états-unienne peut continuer d'imposer son modèle économique, culturel et  
903 politique sans éveiller des réactions et aggraver l'insécurité internationale.

904 Forts de leur éphémère avantage géopolitique, au moment de la dissolution de l'URSS et de la  
905 guerre du Koweït (1991), les États-Unis auraient pu opérer la mutation nécessaire de leur stratégie.  
906 Profiter, en particulier, de leur poids pour imposer à Israël le respect des résolutions de l'ONU,  
907 engager la création d'un État palestinien viable, et mettre un terme à un demi siècle d'oppression du  
908 peuple palestinien. Bref, comprendre, à la lumière de l'histoire, que la paix se gagne non en  
909 dominant les vaincus mais en soutenant leur reconstruction et la reconquête de leur dignité, comme  
910 les deux traités de Versailles (celui de 1871 et celui de 1919) et, en sens inverse, le Plan Marshall de  
911 1947 l'ont montré.

912 Mais au lieu d'user ainsi de la diplomatie et du développement, **les Etats Unis ont prolongé leur**  
913 **politique impérialiste en utilisant leur surpuissance militaire** pour se lancer dans de nouveaux  
914 objectifs de domination et de contrôle de zones stratégiques pour l'approvisionnement énergétique,  
915 tout en cherchant à se parer des vertus de « l'exportation de la démocratie » ou de la « lutte contre  
916 le terrorisme » ce qui les a conduit à bafouer les plus élémentaires règles du droit. Ce choix n'est  
917 pas un hasard de l'histoire, ni ne relève de la seule responsabilité d'un illuminé « born again »  
918 (G.W. Bush). Aujourd'hui comme hier, « **le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée,**  
919 **l'orage** » (Jaurès).

920 Un État au service d'intérêts privés, indifférents aux inégalités sociales, écrasé sous une montagne  
921 de dettes insolubles a l'égard du reste du monde ne peut se conforter longtemps sans justifier son  
922 pouvoir par la nécessaire protection contre une menace étrangère. Une société déliée par la rivalité,  
923 l'injustice et le communautarisme ne peut conjurer longtemps la menace d'affrontements intérieurs  
924 sans devoir s'inventer un ennemi extérieur. **Le nationalisme est l'issue fatale d'une société qui**  
925 **échoue à constituer une authentique communauté politique.** Les Etats-Unis, que le capitalisme  
926 le plus cru a rendus incapables de constituer enfin une vraie communauté de citoyens, étaient  
927 arrivés à ce point de la contradiction où une société de marché ne tient plus sans la guerre. Où une  
928 agression étrangère est une aubaine inespérée, grâce à quoi le pouvoir peut espérer restaurer  
929 l'illusion d'une unité nationale et de sa propre utilité. C'est, on le sait, exactement ainsi que  
930 l'administration Bush a instrumentalisé les attentats du 11 septembre 2001. Elle a ainsi pu lancer la  
931 « croisade » pour la démocratie dont rêvaient les « faucons », l'aile la plus réactionnaire du parti  
932 républicain.

933 Car **le choc des civilisations** — en particulier, l'affrontement entre l'occident chrétien et l'orient  
934 musulman — dont Samuel Huntington a voulu faire le paradigme explicatif de notre temps est  
935 devenu le projet politique et le socle idéologique d'une élite blanche états-unienne, convaincue de  
936 son bon droit à imposer par les armes son modèle de société. Les attentats du 11 septembre ont  
937 fourni le prétexte pour commencer la croisade : Afghanistan, Irak, deux guerres qui devaient  
938 combattre le terrorisme et restaurer la démocratie. Huit ans après, personne ne peut plus contester  
939 que ces guerres, perdues d'avance, aient renforcé ce qu'elles prétendaient combattre ! La même  
940 obstination nationaliste a guidé la diplomatie états-unienne vis-à-vis de la Russie. Alors que la  
941 dissolution de l'URSS était censée éteindre définitivement la guerre froide, les États-Unis n'ont eu  
942 de cesse de la ressusciter en organisant l'encerclement de la Russie par l'OTAN, quand le bon sens  
943 géopolitique commandait de fonder un nouveau partenariat d'égal à égal entre les deux ex-  
944 superpuissances. Elle ne fait que commencer à en rabattre.

945 **Pour perdurer, l'hégémonie des Etats-Unis embrigade l'Europe dans le projet de formation**  
946 **d'un « Occident politique » intégré, corollaire de la doctrine du choc des civilisations.** Avec ses  
947 discours de Latran et Ryad, Nicolas Sarkozy a montré qu'il comptait désormais aligner la France  
948 sur cette vision du monde. Cela se traduit par le retour dans le commandement militaire intégré de  
949 l'OTAN. Et au niveau européen par le projet de Grand Marché Transatlantique pour lequel le  
950 Parlement européen s'est prononcé à plusieurs reprises.

951 L'Europe, elle-même piégée par le culte du marché et de la libre concurrence, incapable de se  
952 constituer en pôle géopolitique consistant, est la première victime de la stratégie des Etats-Unis.  
953 Alors que la géographie, l'histoire et l'économie font de la Russie et des pays du Maghreb les  
954 partenaires obligés et privilégiés de l'Europe, celle-ci est en passe de se retrouver confrontée à une  
955 Russie hostile et à des peuples maghrébins excédés.

956

## 957 **9. L'auto-désarmement de l'Europe face à la crise du capitalisme.**

958 L'urgence économique, l'urgence sociale, l'urgence écologique, l'urgence démocratique, l'urgence  
959 géopolitique, toutes commandent à l'Europe de rompre avec la logique mortifère du capitalisme et  
960 du néolibéralisme, cela au moment même où, de Maastricht à la réélection de Barroso et en passant  
961 deux fois par Lisbonne – sa stratégie et son traité - elle s'y vautre.

962 Mais il se trouve aussi que ce modèle, que l'on veut à toute force nous imposer en dépit du vote de  
963 notre peuple en 2005, est aussi le plus éloigné des cultures comme de l'histoire politique des nations  
964 de l'Europe continentale, et plus encore de la culture républicaine de la France. Il faut s'interroger  
965 sur les raisons qui ont conduit à ce qu'une logique aussi contradictoire avec le mouvement de  
966 l'histoire sociale et politique de l'Europe, ait néanmoins pu s'y installer avec autant de facilité.  
967 C'est que la puissance potentielle que représentait la constitution d'une union politique a été  
968 désamorcée par la déviation de sa dynamique dans le primat de la « concurrence libre et non  
969 faussée ». **L'Europe est ainsi désarmée pour affronter la crise du capitalisme : elle l'est**  
970 **institutionnellement par des traités qui anéantissent la possibilité d'une puissance politique**  
971 **européenne et démocratique.**

972 L'Union Européenne aurait dû constituer un outil pour sortir de la crise des années 1970 par le haut,  
973 c'est-à-dire par des politiques économiques coordonnées, par le progrès social et la réorientation du  
974 développement vers un modèle écologique soutenable à long terme. A la puissance potentielle  
975 qu'aurait représenté la construction d'une Europe politique, s'est substituée la mise en place d'une  
976 zone de libre-échange. Les Traités successifs ont non seulement enfermé l'Europe dans un  
977 fonctionnement antidémocratique, mais accentué son évolution néolibérale. Dès l'origine, le Traité  
978 de Rome (1957) inscrivait la construction européenne dans le cadre de l'économie de marché. Avec  
979 l'Acte unique européen (1986) un saut a été franchi. Ce traité a engagé la mise en œuvre du marché  
980 unique, instauré le primat du droit de la concurrence, fixé le cap des directives de libéralisation des  
981 services publics. Dès lors, le projet européen, s'est mué en instrument des politiques néolibérales,  
982 en institution de la guerre économique. Ce traité, comme ceux qui l'ont suivi (Maastricht en 1992,  
983 Amsterdam en 1997, Nice en 2000, Lisbonne actuellement) verrouillent toute possibilité d'utiliser  
984 l'UE comme outil pour mener des politiques économiques coordonnées, pour donner la priorité au  
985 progrès social et réorienter le développement vers un modèle écologique soutenable à long terme.

986 Constituer une puissance économique et politique et promouvoir un autre modèle aurait supposé *a*  
987 *minima* que, simultanément à la création de la monnaie unique, soient aussi institués :

- 988       • un authentique contrôle démocratique des politiques européennes,  
989       • des instruments de politiques publiques à la hauteur de ceux dont disposent les autres  
990       grandes puissances,  
991       • l'harmonisation vers le haut des règles fiscales et des normes sociales, sans laquelle la libre  
992       concurrence pousse inéluctablement à l'alignement sur le moins disant fiscal et social.

993 Rien de tout cela n'a seulement été ébauché. Tout au contraire, **dans les années 1990, c'est la**  
994 **conception néolibérale de l'Europe qui s'est imposée**, avec son corrélat géopolitique :  
995 l'allégeance à l'Otan et l'alignement ou la passivité face à la pulsion hégémonique des États-Unis.

996 Dans la même période, le dogme du contrôle et de la limitation des flux migratoires a dominé les  
997 politiques migratoires de **l'Europe forteresse**. Les conséquences des politiques sécuritaires à  
998 l'œuvre sont désastreuses : décès aux portes de l'Europe dans l'indifférence internationale, remises  
999 en cause des droits de l'homme, régressions de l'application du droit d'asile, multiplication des

1000 logiques d'enfermement sans droits, etc. Il en résulte une suspicion permanente à l'encontre des  
1001 migrants dits « réguliers » ou « légaux », une recrudescence des violences racistes et la montée des  
1002 l'extrême droite et des mouvements communautaristes. L'idéologie sécuritaire stigmatisante à  
1003 l'encontre des migrants est de l'eau apportée au moulin des tenants du choc des civilisations et  
1004 construit le fantasme d'une l'Europe assiégée.

1005 Enfin, la victoire du projet néolibéral s'est pleinement réalisée avec l'**élargissement de l'Union**  
1006 **aux pays de l'Europe de l'Est, sans approfondissement préalable de la démocratie européenne**  
1007 et sans mobilisation des moyens financiers et juridiques d'une convergence de l'Est vers les  
1008 standards salariaux et sociaux de l'Ouest. En élargissant l'Union à une douzaine de pays aspirant à  
1009 rejoindre l'Otan et pressés d'accéder aux niveaux de vie occidentaux à grands coups de  
1010 déréglementations et de privatisations, on a repoussé pour longtemps toute possibilité d'un  
1011 consensus pour une Europe démocratique, sociale et écologique.

1012 **Le projet d'une Europe politique de la paix et du progrès social s'est ainsi dilué dans une**  
1013 **simple zone de libre-échange.** Le projet d'une Europe puissance a été dissout dans une Union qui,  
1014 de par ses traités, s'interdit d'user des instruments d'intervention publique, pourtant employés par  
1015 les autres puissances.

1016 Tel est aujourd'hui le projet européen – en réalité anti-européen – auquel on a tenté de donner la  
1017 valeur symbolique d'une « constitution » dans le second traité de Rome, rejeté par les français et les  
1018 néerlandais en 2005. Mais, bien résolu à passer outre la volonté des peuples, avec le secours actif  
1019 de Nicolas Sarkozy, les néolibéraux soutenus par l'essentiel de la gauche européenne ont lancé la  
1020 ratification du traité de Lisbonne, copie conforme du précédent, et, à son tour, rejeté par les  
1021 Irlandais. Dans un déni de démocratie inouï, les gouvernements européens ont acculé les Irlandais à  
1022 dire « oui » à ce traité qu'ils avaient rejeté. La cause est entendue : **les gouvernements européens**  
1023 **ont définitivement résolu de faire « leur » Europe – celle des marchands et du profit – contre**  
1024 **la volonté des peuples au risque de discréditer davantage la possibilité d'émergence d'une**  
1025 **véritable Europe politique.**

1026

1027

\*\*\*

1028

1029

1030 Face à la crise actuelle du capitalisme, forts d'un rapport des forces qu'ils croient favorable et du  
1031 renoncement d'une partie de la vieille gauche européenne à proposer une autre voie, ceux qui  
1032 aujourd'hui gouvernent l'Europe n'ont aucune intention de sortir des impasses où leur système nous  
1033 a conduits. Celles-là même que l'on vient d'analyser. L'effondrement de ce système les contraint à  
1034 des mesures d'urgence pour en colmater les brèches et à afficher un discours interventionniste. Il  
1035 tranche, momentanément, avec leur discours d'hier sur les vertus des marchés à s'auto réguler. Face  
1036 à la légitime colère des peuples, leur conception de la sortie de crise vise uniquement à sauver le  
1037 capitalisme, non à préserver les peuples de ses effets et encore moins à les prémunir de ses méfaits.  
1038 Ils entendent « réformer », « refonder » ou encore « moraliser » le capitalisme ; bref, sauver la  
1039 maladie plutôt que les malades !

1040

1041 Une part essentielle de l'inspiration qui guide l'élaboration de ce projet est directement issue de la  
1042 critique du capitalisme, du libéralisme et du modèle productiviste. C'est pourquoi, en association  
1043 avec toutes les forces organisées pour une visée authentiquement de gauche, **le Parti de Gauche**  
1044 **veut contribuer à élaborer un projet alternatif à une société de marché pilotée par les**  
1045 **exigences de l'accumulation du capital et entend participer à sa mise en actes.**

1046 **Le Parti de gauche est un parti qui veut gouverner ; il n'est pas un parti uniquement**  
1047 **«protestataire ». C'est pourquoi, il entend proposer un projet qui offre un débouché politique**  
1048 **crédible et réalisable à la légitime protestation** contre un modèle inefficace, insoutenable, injuste  
1049 et inhumain.

1050

1051 Cela fait maintenant plus de deux siècles que le capitalisme s'est installé dans nos sociétés et  
1052 presque autant de temps que le mouvement ouvrier lui résiste et fait front. Le socialisme, dans toute  
1053 sa diversité, en a politiquement porté la parole ; elle est celle des opprimés et des exploités, de tous,  
1054 quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent. Lutte, solidarité et internationalisme sont ainsi ses  
1055 maître-mots.

1056 Nous sommes héritiers de cette histoire, de cette volonté de lutte et de ce projet de transformation  
1057 de la société. Face à l'emprise sans précédent que la mondialisation libérale a permis au capital et à  
1058 son ordre globalitaire d'établir sur nos vies, cette histoire a quelque peu ralenti son cours.

1059 Nous sommes les porteurs d'un espoir qu'il nous appartient de faire renaître et d'une transformation  
1060 qu'il faudra accomplir. C'est le projet que nous proposons.

1061

## Chapitre 2

### VOULOIR

#### 1. Construire le nouvel âge du socialisme

Nous entendons être les héritiers de toutes les luttes émancipatrices de l'humanité. Nous voulons poursuivre ces combats et, à notre tour, les mener. C'est pourquoi, nous savons que nos racines se trouvent dans l'histoire de tous les mouvements qui ont cherché à libérer leur société de l'aliénation et de l'exploitation, pour faire émerger de nouveaux rapports entre les individus, des rapports égaux et respectueux des libertés publiques.

Mais pour cela, il nous faut inventer un socialisme qui permette de transformer les réalités que nous avons à affronter, celles du XXI<sup>e</sup> siècle. **Pour faire face au nouvel âge du capitalisme, à son ordre globalitaire et à la crise écologique, nous devons construire un nouvel âge du socialisme.**

Nous voulons changer profondément la vie et le monde et, en même temps, il nous faut agir sans délai. D'abord, pour que la condition de toutes celles et ceux qui sont pris dans les tourments de la mondialisation libérale et sont aujourd'hui les plus touchés par la crise soit sans délai améliorée. Ensuite, pour prendre à bras le corps l'urgence écologique, qui nous est vitale. Chaque victoire, même partielle, qu'elle soit électorale ou sociale, apporte sa lueur d'espoir aux couches populaires et à toutes celles et ceux qui sont victimes des inégalités et des discriminations.

#### Dans les luttes, l'expérience de la démocratie

**Un autre monde est possible et c'est à partir des luttes de tous les jours, éclairées par un projet, que nous changerons la vie et la société.** C'est ainsi que la manière de construire ensemble, ici et maintenant, un monde plus juste sème les graines de celui que nous voulons. La façon dont nous luttons, dont nous résistons et dont nous gérons aujourd'hui des espaces de liberté marque de son empreinte nos projets de demain. Aussi, nous ne distinguons pas les fins que nous poursuivons, des moyens que nous devons emprunter. La démocratie, la souveraineté populaire sont au cœur de nos combats, elles en sont le sens même.

Oui, notre ambition est révolutionnaire, comme l'était celle sans-culottes, des communards et des combattants de la République espagnole ou de la Résistance au fascisme...

Mais force est de reconnaître aujourd'hui que les projets politiques qui ont dominé la Gauche depuis plus d'un siècle n'ont pas permis de véritablement construire la promesse qu'ils avaient pourtant en commun, celle d'une société d'émancipation. Conventions collectives, congés payés, durée du travail, sécurité sociale ... nous savons bien que nous leur sommes redevables des grandes avancées dont nous bénéficions, celles pour lesquelles luttait le mouvement ouvrier dès son origine ; celles là mêmes que le libéralisme voudrait aujourd'hui voir détruites et qu'il contourne par la délocalisation de l'activité ; celles là que nous devons aujourd'hui protéger et continuer à promouvoir.

Pour autant, nous ne le savons que trop, le capitalisme et ses ravages sont toujours là et il nous faut leur faire face. Le combat, donc, continue et la promesse qui nous lie à cette histoire reste à accomplir.



Aussi ne pouvons-nous faire l'économie d'une analyse des forces qui ont historiquement porté la parole des exclus, des exploités et des opprimés. Toutes ont lutté, toutes ont contribué à des avancées, mais au final, certaines ont failli quand d'autres ont échoué. Cette analyse concerne en premier lieu les deux principales d'entre elles : le mouvement communiste (et ses variantes) et le courant social-démocrate. Toutes deux, chacune à sa manière, et dans des contextes différents, ont à la fois permis des conquêtes historiques et amené les peuples à l'échec et à la désespérance.

## **2. Héritiers et continuateurs des combats émancipateurs**

**Parti creuset, le Parti de Gauche, est issu de plusieurs cultures qui ont nourri les courants historiques de la Gauche de transformation.** Et de chacun nous entendons tirer le meilleur afin de reconstruire un projet émancipateur.

### **Les apports du socialisme utopique et des libertaires**

Le socialisme du XIXe siècle s'est forgé à la croisée des valeurs de l'humanisme républicain issu de la Révolution Française et des premiers combats d'une classe ouvrière émergente en pleine industrialisation des pays du Nord. Marginalisés par la victoire des marxistes au sein de la 1ère Internationale, les courants libertaires et anarcho-syndicalistes pèseront cependant encore au sein du mouvement syndical, dans les courants pacifistes et plus récemment dans les révoltes de la jeunesse, dans les années 1970 et suivantes. Ils furent longtemps les seuls à défendre **l'importance de l'autonomie du mouvement syndical et des mouvements sociaux à l'égard des partis politiques et la gestion des organisations de solidarité (mutuelles, coopératives...)** comme une démarche centrale de toute période de transition. C'est aussi à eux que nous devons les premiers **fondements de la démarche autogestionnaire.**

### **Victoires et échecs de la social-démocratie**

Le mouvement socialiste, enfin rassemblé à la fin du XIXe siècle, comme dans la puissante social-démocratie allemande avec notamment des dirigeants comme Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, ou plus tardivement, comme en France au début du XXème siècle, va se déchirer à l'aube de la 1ère guerre mondiale, entre pacifistes et partisans de l'Union nationale.

La social-démocratie restera le plus souvent majoritaire au sein de la gauche en Europe et sera la seule force issue du mouvement ouvrier à diriger des gouvernements au fil d'alliances diverses. **Force est de constater que c'est à des gouvernements dirigés par les socialistes que l'on doit, en France, les conquêtes sociales les plus importantes du XXe siècle.** Mais ce sera toujours grâce au renfort de courants plus radicaux et/ou à la poussée de mobilisations sociales, que ces progrès seront mis en œuvre.

**En France,** la SFIO s'engluera dans les politiques de domination coloniale et les avatars de la IVème République. Devenue hégémonique à gauche, en particulier depuis le début des années 80 en France, le Parti Socialiste parviendra au pouvoir avec François Mitterrand. La social-démocratie européenne s'enfoncera inexorablement dans une logique de gestion du capitalisme et la France n'y fera pas exception. Cette adaptation aura été différée dans notre pays par la dynamique de la victoire lors de l'élection présidentielle de 1981 et les mesures prises alors (nationalisations, retraite...). Le « tournant de la rigueur » de 1983 a été le premier signe de cette adaptation et la tentative de Lionel Jospin, en 1997, de se différencier de la « troisième voie » de Blair-Schroeder-Clinton — avec des mesures comme les 35 heures — s'est dissoute dans son programme « non

socialiste », lors de la présidentielle de 2002. Puis vint, ensuite, le soutien du PS au Traité constitutionnel européen, en 2005, signant la capitulation social-libérale des principaux dirigeants et cadres de ce parti.

### **L'héritage du socialisme républicain**

Historiquement et idéologiquement, le mouvement socialiste français s'est distingué en affirmant à côté de la social-démocratie, un modèle original de « socialisme républicain ». Il puise sa source dans un événement antérieur à l'émergence du mouvement social-démocrate : la révolution de 1789-93. *« Au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est, dans l'ordre économique, réduit à une sorte de servage »* dénonçait Jean Jaurès.

Dans cette vision, l'action politique soumet l'ensemble des rapports sociaux, rapports de production inclus, à la délibération collective. Il faut d'ailleurs sans cesse les reconstruire pour les perfectionner en fonction d'une exigence absolue : l'intérêt général. Et celui-ci n'est pas la somme des intérêts particuliers. **C'est pourquoi Jaurès affirme dans le même discours à l'Assemblée nationale en novembre 1893 : « le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale ».**

### **L'émergence du projet communiste**

Au sortir de la première guerre mondiale, la social-démocratie, dont les dirigeants des pays d'Europe avaient accepté l'entrée en guerre sous la bannière de l'Union sacrée, et voté les crédits de guerre, va éclater. La Révolution russe accélérera le processus ; l'écrasement des spartakistes en Allemagne le rendra inévitable. Lénine et les révolutionnaires russes organisent la rupture et engagent la **création de la III<sup>ème</sup> Internationale**. En France, se fonde alors le Parti Communiste, scission majoritaire de la SFIO lors du congrès de Tours en 1920. Il apportera à la Gauche une nouvelle vision de l'activité politique, avec un sens aigu de l'organisation et de sa discipline, une méfiance à l'égard des institutions « bourgeoises » et une forte conviction en l'émergence d'un « homme nouveau » comme clés d'un projet politique révolutionnaire. Ces axes constitutifs seront permanents, des périodes les plus sectaires aux séquences unitaires d'alliances avec les socialistes.

Mais, tout à sa défense du modèle soviétique et de ses résultats « globalement positifs », le PCF n'a pas voulu reconnaître les aspirations exprimées par les nombreux soulèvements qui se sont succédés depuis la fin de la seconde guerre mondiale au sein du bloc soviétique, - à Berlin en 1953, à Budapest en 1956, comme à Prague en 1968 ou en Pologne en 1981-, jusqu'à la chute finale, celle du Mur de Berlin en 1989. Durant cette période, en Europe de l'Ouest, le courant eurocommuniste, se réclamant notamment de la pensée de Gramsci, aura tenté de faire vivre une démarche pour un socialisme démocratique.

**Il n'en reste pas moins que le PCF a joué un rôle moteur dans l'histoire sociale du pays.** Nous retiendrons notamment l'expérience du « communisme municipal », qui aujourd'hui encore garde une forte empreinte en matière de démocratie locale et de liens entre la population et les élus des quartiers populaires. Perdu dans sa défense du "socialisme réel" des "démocraties populaires", le PCF n'a vu venir ni l'effondrement du bloc soviétique, ni les aspirations libertaires de la jeunesse de 68, ni l'émergence d'un camp non-aligné à l'échelle internationale. Défenseurs intransigeants du projet « collectif », les communistes ont longtemps négligé les dimensions sociétales des luttes des années 70 (sexualité, féminisme, droits des homosexuels, régionalisme, mieux consommer, autogestion...), qui redonnaient à l'individu un rôle personnel de transformation. Pour autant, on ne peut sous estimer ni la contribution décisive du communisme à l'histoire révolutionnaire de notre

1200 pays, ni la permanence de la culture de lutte et de solidarité qu'il continue d'insuffler à travers les  
1201 nombreux réseaux qui sont à son contact ou sont issus de lui.

1202

1203 **Les autres gauches**

1204 Dans les années 60, puis dans l'après 68, des courants dissidents ont émergé de cette gauche  
1205 traditionnelle et ont sans doute contribué, parfois malgré eux, à la victoire du 10 mai 1981.

1206 **La crise coloniale va secouer fortement une social-démocratie française** qui mettra près de  
1207 quinze ans à se recomposer, sous l'égide de François Mitterrand. De nombreux jeunes socialistes se  
1208 retrouvent pour soutenir les Algériens dans leur lutte pour l'indépendance. Ils s'allieront avec des  
1209 communistes dissidents et des radicaux républicains autour de Mendès-France pour fonder le PSU  
1210 en 1960. Ce parti de quelques dizaines de milliers de militants influencera fortement la vie politique  
1211 française en prônant un socialisme autogestionnaire et le non-alignement sur les deux blocs sur le  
1212 plan international. Il se retrouvera en première ligne, avec les autres courants dissidents de la  
1213 gauche officielle, dans le soutien aux luttes de libération, en Afrique comme en Amérique latine.  
1214 Sensible aux évolutions de la société, le PSU sera très actif dans les mouvements féministes, de  
1215 défense des droits des homosexuels, antiracistes ou dans les pratiques participatives dans les  
1216 communes, avec les Groupes d'action municipale.

1217

1218 **Le PCF connaîtra lui aussi de forts courants dissidents.** Les plus importants apparaîtront lors du  
1219 débat sur la candidature de François Mitterrand à la présidentielle de 1965 et engendreront départs  
1220 et exclusions, d'où émergeront notamment certaines organisations trotskistes, maoïstes, etc. Les  
1221 plus vivants de ces courants seront "mouvementistes" et très actifs dans les luttes des OS, des  
1222 travailleurs immigrés et de la jeunesse, souvent négligées par la Gauche traditionnelle. Ces autres  
1223 gauches **s'engageront dans le soutien aux luttes de libération**, dont la plus emblématique sera la  
1224 guerre du Vietnam.

1225 **Le mouvement de 1968** verra la démultiplication de différentes organisations d'**extrême-gauche**.  
1226 Très médiatisé, le **courant maoïste** disparaîtra de la scène politique à la fin des années 70. Ses  
1227 principaux dirigeants, prenant conscience du caractère totalitaire des régimes chinois et cambodgien  
1228 jettent l'éponge et vont se répartir dans toute la Gauche non communiste, quand ils n'abandonnent  
1229 pas la politique, voire pire.

1230 Le **courant trotskiste** est né dans l'opposition interne du Parti communiste d'Union soviétique.  
1231 Pratiquant, pour certains de ses courants, l'entrisme au sein du PC ou du PS, il reprendra de la  
1232 vigueur après 1968 autour de trois pôles : Lutte ouvrière, les lambertistes (OCI, PCI... aujourd'hui  
1233 Parti ouvrier indépendant) et la LCR, mutée récemment en NPA. Il est le dernier témoin d'une  
1234 gauche radicale et mouvementiste issue de 1968. Traversée de contradictions sur la stratégie de  
1235 conquête et d'exercice du pouvoir, cette formation est réellement active dans l'animation des luttes  
1236 ou le soutien aux mouvements sociaux et de solidarité.

1237

1238 **De la mouvance autogestionnaire à l'écologie politique**

1239 **Dans le même temps, les notions de « bien-être » et de qualité de vie émergent dans le discours**  
1240 **de cette gauche de l'après 68.** Les critiques de la société de consommation se font plus massives.

1241 Naufrages de pétroliers, Seveso... les catastrophes écologiques se multiplient. Des résistances  
1242 s'organisent, **René Dumont fait rentrer l'écologie sur la scène politique en se présentant à la**  
1243 **Présidentielle de 1974.** Dix ans plus tard, la majeure partie des groupes écologistes s'unissent et  
1244 fondent les Verts. Ce courant va placer l'écologie – au sens de l'équilibre des relations entre  
1245 l'Homme et la nature – au cœur de leur projet.

1246

C'est en 1993 que les Verts rompent avec le « ni-ni » et décident de tisser des alliances durables avec la Gauche. Ils participent au gouvernement Jospin de 1997 à 2002, obtiennent des milliers d'élus locaux et régionaux. La gauche du parti, un temps majoritaire, ferraille pour que les Verts présentent à tous les scrutins des listes autonomes au premier tour. Mais le mouvement se bureaucratise — sans doute trop d'élus ou de collaborateurs au regard du nombre de militants — et, en s'élargissant sous le label Europe Ecologie, dérive progressivement vers le centre, sous l'influence de Daniel Cohn-Bendit, qui ne cache pas sa sympathie pour les sociaux-libéraux et les centristes du Modem. **L'émergence des Verts aura malgré tout bousculé durablement le jeu politique dans toute l'Europe.** La crise environnementale a entre-temps rattrapé la sphère politique et la conscience écologique s'est banalisée dans une logique d'accompagnement du système.

### **Le mouvement altermondialiste.**

En 1989, alors que tombent les régimes communistes bureaucratiques des pays de l'Est et que le peuple vénézuélien se soulève, la mobilisation importante contre le G 7 réuni à Paris marque un renouveau dans la contestation de la mondialisation libérale. En 1994, alors que le monde découvre la rébellion zapatiste au Mexique, le 50ème anniversaire de la fondation de la banque mondiale et du FMI à Madrid est contesté par un vaste rassemblement réunissant des ONG, des syndicats, des mouvements féministes, écologistes, qui à l'occasion de ce contre-sommet se rencontrent et convergent vers un « mouvement des mouvements » de résistance. L'alter mondialisme prend alors forme comme une nouvelle alliance, à vocation planétaire, de multiples mouvements de résistance à l'ordre néolibéral mondial. Dans les dernières années de la décennie 90, alors que les pays émergents sont les uns après les autres touchés par des crises financières : Asie du Sud-Est (1997), Russie (1998), Brésil (1999), Argentine et Turquie (2000-2001) s'y agrègent des mouvements indigènes, féministes et paysans, comme Via Campesina, créé en 1992 et acteur clé dans la résistance à la marchandisation du monde, au brevetage du vivant et pour la promotion de la notion de biens communs de l'humanité : l'eau, la terre, les semences ...

L'alter mondialisme est un mouvement hétérogène, qui se reconnaît autour du slogan : « un autre monde est possible » et des revendications communes :

- contre la mondialisation libérale et ses opérateurs (OMC, FMI, OCDE), le G8 et la Banque mondiale, et la recherche d'alternatives globales à l'ordre international de la finance et du commerce
- pour la démocratie, l'autonomie des peuples et les droits de l'homme
- pour l'écologie la souveraineté alimentaire et la notion de bien commun de l'humanité

Les manifestations de Seattle qui arrivent à bloquer le sommet de l'OMC (1999) comme celles de Gènes (2001) marquent l'opinion.

Si le mouvement altermondialiste ne se pose pas en alternative pour l'exercice du pouvoir, il a renouvelé l'internationalisme, gagné la bataille de l'image contre les tenants du pouvoir et a décrédibilisé les sommets de gouvernance financière mondiale, et refondé le combat de gauche par sa production intellectuelle, par sa reconnaissance de la diversité des causes et par son utilisation des moyens de communication moderne de pair à pair. .

L'ambition du Parti de gauche est d'être le creuset qui permettra de faire entrer en fusion le meilleur de ces différentes cultures pour réinventer la gauche. Oui, nous sommes partisans d'un **socialisme démocratique, républicain, autogestionnaire, écologiste, laïque, féministe**. Oui, nous sommes convaincus de l'importance de l'intervention de la puissance publique, qui doit s'appuyer sans

1296 relâche sur la coresponsabilité des citoyens, aux plans collectif *et* individuel. : **le Parti de Gauche**  
1297 **est un parti creuset.**

1298 **Le devoir de réinvention que nous nous fixons passe, en particulier, par une synthèse du**  
1299 **meilleur de l'héritage du socialisme historique et de la nouvelle force de compréhension et**  
1300 **d'action qu'offre l'écologie politique.**

1301 Notre projet doit aussi se nourrir des avancées de la gauche dans le monde. A commencer par  
1302 **l'Amérique latine** où de nombreux peuples et mouvements sociaux ont concrètement ouvert le  
1303 chemin nouveau d'après le communisme d'Etat et la social-démocratie. Ces révolutions  
1304 démocratiques présentent des caractéristiques communes qui sont autant de repères utiles pour notre  
1305 projet :

1306 - **la refondation civique** des nations grâce à des processus constituant qui permettent au peuple de  
1307 reprendre le pouvoir,

1308 - **la récupération de la souveraineté** sur les principaux leviers de développement à travers  
1309 l'appropriation sociale,

1310 - **la priorité aux plus pauvres** qui est à la fois un objectif pour abolir l'apartheid social et un  
1311 moyen pour changer en profondeur la société,

1312 - **l'affirmation du droit à décider** d'après ses propres besoins de développement et non selon la  
1313 volonté des Etats Unis et des autres pays du Nord.  
1314

### 1315 **3. Un autre monde est possible, la nouvelle émancipation.**

1316

1317 **Hors le PCF, toutes les gauches se sont engagées pour combattre le totalitarisme incarné par**  
1318 **le Bloc soviétique. Mais cette légitime bataille pour les droits de l'homme et les libertés**  
1319 **individuelles et collectives a été récupérée, au fil de la crise du stalinisme, en défense et**  
1320 **illustration du marché et du libéralisme économique.**

1321 Les crises successives du communisme stalinien et de la social-démocratie vont ainsi faire le lit du  
1322 capitalisme débridé et du néo-libéralisme. Pour les intellectuels libéraux, en effet, la critique de  
1323 l'Etat se télescope avec les aspirations démocratiques des peuples des pays de l'Est. Le tour est joué.  
1324 L'effondrement du bloc soviétique générera ainsi une confusion entre libéralisme politique, hérité  
1325 des Lumières, et libéralisme économique à laquelle se sont ralliés la majorité des dirigeants  
1326 socialistes, n'assumant dès lors plus le rôle de porteurs de l'intérêt général de l'Etat. C'est ainsi que  
1327 des gouvernements de gauche œuvreront à la privatisation des services publics.  
1328

1329 Face aux impasses du capitalisme, face aux défis et aux conséquences de la mondialisation, face à  
1330 la défaisance néolibérale de toutes les institutions — droit du travail, sécurité sociale, services  
1331 publics — qui venaient donner à la condition salariale un minimum de sécurité, les couches  
1332 populaires n'ont dès lors plus de modèle dans lequel se reconnaître, ni de projet auquel adhérer.  
1333 Subissant les pires attaques, elles sont aujourd'hui sans référence : le communisme d'Etat s'est  
1334 effondré, la social-démocratie s'est enlisée, ou s'est dévoyée. Menant des luttes acharnées de  
1335 résistance, elles ne se reconnaissent plus dans une gauche qui ne porte plus la défense de leurs  
1336 intérêts et ne trace plus une voie de transformation sociale et écologique de la société qui serait  
1337 nécessaire pour faire prévaloir leurs aspirations.

1338

1339 **Notre projet de société ne s'inscrit pas dans l'illusion d'une fin de l'Histoire.** Au contraire, c'est  
1340 celui d'un monde en perpétuel mouvement, un mouvement qu'il faut organiser pour l'émancipation  
1341 et le progrès humain. Deux siècles de capitalisme ont amplement illustré que **cette voie finit par**  
1342 **abolir le progrès humain et la promesse moderne de la liberté individuelle.** Aujourd'hui, le  
1343 capitalisme et le libéralisme engendrent les inégalités, la violence, la pauvreté, l'aliénation des  
1344 travailleurs, le mythe de l'accumulation matérielle et la destruction d'un monde viable pour les  
1345 générations futures. Bref, l'exact opposé du progrès humain. Tous les pionniers du socialisme  
1346 (ouvrier, républicain, libertaire, associationniste, marxiste, idéaliste ou matérialiste), de Leroux à  
1347 Jaurès, en passant par Marx, tous ont eu ceci en commun qu'ils ont saisi l'essence de l'erreur  
1348 libérale : **on ne construit pas une société en se bornant à vouloir libérer les individus et les**  
1349 **échanges. Bien au contraire, c'est en les associant dans une société fondée sur la coopération**  
1350 **plutôt que la compétition, sur la solidarité plutôt que sur la rivalité, que se construit la vraie**  
1351 **liberté des individus.** Tel est le renversement socialiste du monde, accompli dans la pensée voici  
1352 plus de 150 ans, et qui reste à accomplir dans la réalité. Telle est notre tâche.

1353 Les tentatives historiques pour accomplir ce renversement socialiste nous ont appris une chose : la  
1354 transformation sociale et écologique ne peut progresser que dans et par la démocratie républicaine. **La**  
1355 **société ne se transforme pas par l'autorité brute et l'anéantissement des libertés publiques.** Le  
1356 socialisme imposé d'en haut n'est pas le socialisme. A ceux qui seraient tentés de l'oublier, les leçons  
1357 de l'histoire sont à cet égard sans appel : ce type de régime s'est toujours abîmé dans la dictature, voire  
1358 le totalitarisme, avant de s'effondrer. Le dévoiement de l'idée socialiste dans la dictature d'un parti a  
1359 longtemps servi d'épouvantail pour ancrer une conviction qui, vingt ans après la chute du mur de Berlin  
1360 trouve à se réactualiser : la conviction que le capitalisme et le libéralisme constituent le moindre mal et  
1361 la seule voie compatible avec la liberté. C'est là un double sophisme : l'épouvantail n'était pas une  
1362 société socialiste mais une imposture ; le libéralisme étouffe la liberté du plus grand nombre en  
1363 installant une « dissociété » qui éloigne les individus et les livre à la loi du plus fort.  
1364

1365 **La question aujourd'hui posée est de construire une émancipation dans une double**  
1366 **dimension : individuelle et collective.** Il n'y a pas d'émancipation pour tous sans remise en cause  
1367 des rapports sociaux d'exploitation, d'oppression et de domination, sans émancipation collective. A  
1368 contrario, l'émancipation individuelle passe par la prise en compte de la difficulté et de la grandeur  
1369 de l'accomplissement personnel.

1370 En ce sens notre projet s'inscrit dans la lignée du projet moderne des Lumières, dans une volonté de  
1371 transformer la société pour émanciper les individus. Il s'agit aussi de dépasser les impasses de la  
1372 modernité pour en accomplir la promesse. Car la culture moderne s'est fourvoyée dans deux  
1373 erreurs : le fantasme de l'individu auto-construit indépendamment de tout lien social et le culte du  
1374 mythe de Prométhée de l'homme, indépendant de son milieu, capable de le dominer et autorisé à  
1375 l'exploiter sans limite. Cette conception libérale de la liberté a désormais été au bout de ses limites,  
1376 dans les grandes sociétés industrielles où le culte de l'individu et du « chacun pour soi » où le culte  
1377 de l'individu et du « chacun pour soi », loin d'étendre la liberté, ne produit qu'une dissociété  
1378 gangrénée par la rivalité, la violence et la loi du plus fort.. L'incapacité à penser une société libérant  
1379 les individus par la transformation de leurs liens sociaux plutôt que par leur destruction, et le  
1380 désordre social qui s'ensuit, a conduit les sociétés modernes à courir en vain derrière l'illusion de  
1381 l'harmonie sociale grâce à l'abondance matérielle.

1382 C'est pourquoi nous parlons d'une « nouvelle émancipation ». Il s'agit de promouvoir une nouvelle  
1383 conception du progrès, qui soit, non plus l'expansion infinie d'individus solitaires et de leur  
1384 consommation, mais l'égale capacité de chacun à vivre sa propre vie, en harmonie avec la société et

1385 avec l'écosystème. Il nous faut passer de l'illusoire construction libérale de la société, à la  
1386 construction sociale et écologique de la liberté. Repenser l'émancipation, c'est aussi affronter les  
1387 défis nouveaux qu'imposent le nouvel âge du capitalisme et la déferlante néolibérale. ...

1388

#### 1389 **4. Vers un nouveau progrès humain.**

1390 Pendant longtemps, la gauche a été en quelque sorte prisonnière du schéma capitaliste qu'elle  
1391 prétendait combattre, en affirmant que l'alpha et l'oméga étaient l'accumulation de richesses  
1392 identifiées, comme le disait Marx, à un « tas de marchandises ». Les différents mouvements  
1393 écologistes, ou altermondialistes, qu'ils soient associatifs ou politiques, ont permis de pointer  
1394 l'impasse de cette politique, qui n'a jamais intégré la finitude de la planète et de ses ressources.  
1395 Aujourd'hui, les urgences écologiques, sociales et démocratiques nous imposent de changer de  
1396 vitesse.

#### 1397 **Interroger nos besoins, changer les modes de production et de consommation**

1398

1399 Produire, vendre, acheter toujours plus de marchandises, afin d'en produire toujours plus et réaliser  
1400 la plus-value : telle est la logique même du capitalisme. Tout ce qui peut aller dans ce sens est bon à  
1401 prendre : production de biens rapidement périssables, en lieu et place de biens robustes à durée de  
1402 vie longue, formatage des esprits afin d'entretenir sans cesse le désir d'achat, etc.

1403 La crise climatique, la pollution et l'épuisement des ressources de la planète, mais aussi le  
1404 développement du consumérisme et du « toujours plus » exigent **une analyse critique des besoins,**  
1405 **un changement radical des modes de production, de distribution et de consommation.**

1406

1407 **De production,** parce que là se trouve le lieu de l'exploitation des ressources naturelles et des  
1408 hommes et la source de pollutions évitables, mais aussi où l'on peut définir le produit final dans sa  
1409 durabilité et sa capacité à être facilement réparé.

1410

1411 **De distribution,** parce qu'il faut limiter au plus juste le transport de marchandises, ce qui passe par  
1412 la relocalisation de certaines productions et la préférence aux « circuits courts ».

1413

1414 **De consommation,** enfin : parce qu'il est temps d'inscrire dans les esprits que l'épanouissement de  
1415 chacun n'est pas dans l'addiction aux biens matériels, et qu'il faut sortir de cette société de  
1416 consommation effrénée, écologiquement et socialement insoutenable.

1417

1418 Les partisans de l'objection de croissance ont le mérite de porter une exigence élémentaire : il est  
1419 clair que certaines consommations et productions doivent être mises en question et décroître, en  
1420 particulier dans les pays les plus développés. L'environnement s'en portera mieux, sans que cela ne  
1421 se traduise par un recul du bien-être. Si nous voulons vivre tous mieux, alors il nous faudra savoir  
1422 combiner justice sociale et respect de l'environnement, mais aussi nous interroger sur une nécessaire  
1423 sobriété dans notre consommation.

1424 **Il ne s'agit pas, ce faisant, de refuser le progrès, qu'il soit matériel, scientifique ou**  
1425 **technologique, mais bien de réorienter les efforts de la recherche au service de l'intérêt**  
1426 **général, et non des appétits marchands. Reste l'essentiel : l'être humain se constitue par les**  
1427 **liens qu'il noue avec autrui, non par l'acquisition sans fin de biens dans lesquels il se projette.**

1428 Le capitalisme, toujours à la recherche de nouveaux domaines d'expansion, s'intéresse à l'écologie.  
1429 Non comme d'une source de progrès humain et d'émancipation, mais comme une nouvelle source  
1430 de profits. Il ne faut pas sous-estimer la possibilité de développement d'un « capitalise vert » au  
1431 cours des prochaines décennies. L'environnement est en effet en passe de devenir un fantastique  
1432 marché, y compris avec ses produits financiers dérivés. Il n'y a pas de limite *a priori* au  
1433 développement du capital. Culture et connaissance, biens communs, santé et corps lui-même ou  
1434 encore ressources naturelles: tout est bon à prendre, dès lors qu'existent des opportunités de profit.  
1435 La production de biens par des procédés polluants, de substances chimiques nocives, la brevetabilité  
1436 du vivant, le transport de marchandises aux quatre coins de la planète : peu importe que cela joue  
1437 contre l'environnement et l'intérêt général, si cela génère du profit. La production industrielle de  
1438 panneaux solaires, d'éoliennes ou bien encore de produits « bios », pour le capitalisme, tout cela  
1439 aussi peut aussi être bienvenu, dès lors que cela constitue des opportunités de profits.

#### 1440 L'écologie n'est pas soluble dans le capitalisme

1441 C'est tout le problème : quand le capitalisme s'empare de l'écologie, ce n'est certes pas au nom de  
1442 l'intérêt général, c'est en fonction de ses propres fins : la maximisation du profit par n'importe quel  
1443 moyen, généralement la double exploitation des individus et des écosystèmes.

1444  
1445 La plupart des économistes, même lorsqu'ils appartiennent au courant néoclassique dominant, le  
1446 reconnaissent eux-mêmes : on ne peut confier à la simple « libre concurrence » le soin de répondre  
1447 aux défis environnementaux. Le signal envoyé par les prix est spontanément insuffisant : il n'intègre  
1448 pas les « externalités », les effets indirects : l'impact environnemental, et l'utilité sociale. C'est ainsi  
1449 que la valeur d'usage s'efface derrière la valeur d'échange.

1450  
1451 Cette défaillance reconnue, les économistes dominants retrouvent leur tropisme en faveur des  
1452 solutions marchandes : l'État devrait se cantonner à gérer le « marché des imperfections ». Il y a  
1453 bien reconnaissance d'imperfections sur les marchés et appel à l'intervention publique, mais la  
1454 solution est la création d'un nouveau marché. La création par la puissance publique des **marchés de**  
1455 **droits à polluer** en est l'archétype. La défense de ces marchés par certains écologistes ne cesse de  
1456 surprendre. S'ils ne concernent pour l'instant que les émissions de CO<sub>2</sub>, ils s'accompagnent d'ores  
1457 et déjà des innovations financières qui ne nous sont que trop familières (produits dérivés...). Ils  
1458 encouragent de surcroît — via le *Mécanisme de développement propre* (MDP) — ce que certains  
1459 n'hésitent pas à qualifier de « nouveau néocolonialisme vert » : une entreprise peut en effet  
1460 accroître ses « permis à polluer » au Nord en encourageant un projet moins « sale » que la moyenne  
1461 dans un pays du Sud. **La mondialisation libérale et sa nouvelle répartition internationale du**  
1462 **travail – au Nord, les activités « propres », au Sud celles qui polluent - est une catastrophe**  
1463 **pour l'environnement.**

1464  
1465 L'écologie exige de relocaliser certaines productions et de privilégier les circuits courts. Cela passe  
1466 par l'établissement ou le renforcement des taxes aux frontières de l'Union Européenne, et des  
1467 mesures de protection des marchés, notamment agricoles, des pays du Sud, aujourd'hui ouverts et  
1468 démantelés par les conditions posées par les institutions internationales, qui du même coup  
1469 déstabilisent les marchés et ruinent de nombreux paysans.

1470 L'écologie engage inévitablement le long terme et le collectif, deux dimensions que le marché et la  
1471 recherche du profit à court terme sont bien en peine d'assumer. C'est bien pourquoi elle exige une  
1472 intervention publique forte et son organisation dans le temps long qui lui est nécessaire, cela porte  
1473 un nom : la planification.



1474

1475 **5. Solidarités et luttres contre les rapports de domination et les discriminations.**

1476

1477

1478 L'ampleur même des situations liées à des rapports sociaux de domination, domination entre les  
1479 sexes, situations de handicap, ou discriminations fondées sur l'origine dite ethnique, supposée ou  
1480 réelle, de même que sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, est un défi permanent au  
1481 principe d'égalité entre les personnes, qui est au fondement de notre conception même de la société.  
1482 Aussi, la lutte contre ces rapports de domination, tous, quels qu'ils soient, est consubstantielle à  
1483 notre combat politique.

1484

1485 **C'est pourquoi le Parti de Gauche est féministe. C'est pourquoi il défend les droits des**  
1486 **homosexuels, est aux côtés des personnes en situations de handicap et soutient les luttres de**  
1487 **tous ceux et celles qui, comme les immigrés avec ou sans-papiers, se battent aujourd'hui pour**  
1488 **leur dignité.**

1489

1490 **. Les luttres féministes.**

1491 Les droits des femmes et l'égalité effective femme-homme sont pour le Parti de gauche une  
1492 problématique centrale et transversale. **Le degré d'émancipation d'une société peut se mesurer à**  
1493 **la place et aux droits réels accordés à celles qui constituent la moitié de l'humanité.** Aussi,  
1494 toute conquête féministe est une avancée démocratique et sociale pour l'ensemble de la société.

1495 En France, malgré de nombreuses conquêtes, les inégalités sociales entre hommes et femmes  
1496 persistent et marquent les rapports sociaux de sexe : le salaire des femmes reste de 26% inférieur à  
1497 celui des hommes ; les femmes représentent 85% des emplois à temps partiel et 80% des  
1498 travailleurs pauvres. Bien des activités, à commencer par l'accès aux mandats politiques, leur sont  
1499 dans la réalité refusées. Par ailleurs, les retraites des femmes sont de 38% inférieures à celles des  
1500 hommes et une femme sur deux vit avec moins de 900 € par mois. Le gouvernement rêve de  
1501 remettre en cause le droit à une retraite décente en s'attaquant aux bonifications pour les mères  
1502 salariées.

1503 Dans la sphère privée, c'est elles qui prennent encore largement en charge le travail domestique.  
1504 L'absence à l'échelle nationale de réel service public petite enfance est à cet égard un frein à la  
1505 continuité de l'activité professionnelle des femmes et à leur engagement dans la vie publique, car  
1506 elles supportent encore une très grande part des charges éducatives.

1507 Certains droits fondamentaux obtenus de haute lutte, comme le droit à l'avortement et à la  
1508 contraception sont aujourd'hui menacés par la fermeture des centres d'IVG et les restrictions de  
1509 subventions touchant les centres de planning familial. Si les violences faites aux femmes tendent  
1510 enfin à être reconnues, c'est que la réalité est terrifiante : une femme meurt tous les 2 jours sous les  
1511 coups de leur compagnon et une femme est violée toutes les 10 minutes. Cette réalité atroce ne sera  
1512 changée que par une révolution culturelle qui à long terme passe par l'école et l'éducation  
1513 populaire. Le droit à une sexualité libre et heureuse est aujourd'hui sournoisement sapé par les  
1514 fondamentalismes de tous bords. Plus largement, sous couvert de dogmes religieux ou de valeurs  
1515 morales, les droits des femmes sont systématiquement attaqués et celles et ceux qui les défendent  
1516 salis.

1517 Les attaques contre la laïcité les concernent directement : il ne peut y avoir d'émancipation sans  
1518 respect intransigeant de la laïcité, à l'école comme dans l'ensemble des services publics. Si la laïcité  
1519 n'a pas à se mêler du fait religieux, ni les religions, ni le consumérisme ne peuvent dans un état de  
1520 droit véhiculer des pratiques ou des discours discriminants pour les femmes et les soumettre, dans  
1521 les faits ou symboliquement, à la puissance masculine. Aussi, la lutte contre le sexisme sous toutes  
1522 ses formes et l'éducation à la parité doivent être une priorité absolue. C'est par une loi que le  
1523 sexisme qui structure l'ensemble des violences faites aux femmes doit être condamné comme le  
1524 sont le racisme et l'antisémitisme.

1525 Au-delà même de nos frontières, la reconnaissance de droits universels des femmes  
1526 indépendamment des traditions, des religions et des cultures est une nécessité. Si la pression  
1527 internationale est venue à bout de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, pour quoi la  
1528 communauté internationale n'a-t-elle jamais sanctionné les pays où les droits des femmes étaient  
1529 systématiquement bafoués ?

1530 Ainsi, le Parti de Gauche devra proposer et soutenir l'application de textes de Lois portant  
1531 notamment sur la création d'un service public national de la petite enfance, la lutte contre les  
1532 violences faites aux femmes, l'instauration de mesures contraignantes pour garantir l'égalité  
1533 professionnelle et salariale, une loi antisexiste au même titre que la loi contre le racisme et  
1534 l'antisémitisme permettant de faire de la République, celle des femmes et des hommes. Il s'engage  
1535 aussi à porter haut l'aspiration à l'émancipation des femmes à la fois dans son fonctionnement de  
1536 parti politique et sur la scène internationale.

#### 1537 **. Pour l'égalité des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et hétérosexuelles.**

1538 Il n'est pas acceptable que perdurent les discriminations de droits et les inégalités de traitement en  
1539 raison de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Ces discriminations se manifestent dans des  
1540 formes diverses de violences physiques, mais également de façon quotidienne par des réactions  
1541 banalisées d'exclusion. C'est en alliant les principes de liberté et d'égalité que doit se poursuivre le  
1542 processus de reconnaissance des droits des personnes LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuelles et  
1543 Transgenres) : non pas dans le but de créer des droits spécifiques à une supposée communauté  
1544 d'intérêt, mais en abolissant l'inégalité de traitement des personnes LGBT face aux dispositions  
1545 juridiques et administratives, et en luttant activement contre les discriminations et atteintes à la  
1546 dignité dont elles sont victimes, en particulier l'accès aux droits des couples hétérosexuels.

#### 1547 **. Les situations de handicap.**

1548 Jusqu'à il y a peu, le handicap était considéré comme « consubstantiel à la personne ». Cette  
1549 conception a désormais heureusement cédé la place à une autre, selon laquelle le handicap est  
1550 produit par les barrières physiques, psychiques et socioculturelles qui font obstacle à la participation  
1551 sociale des personnes présentant des déficiences diverses. Au point que l'Organisation Mondiale de  
1552 la Santé elle-même a conclu que « **le handicap est le produit de l'interaction entre les facteurs  
1553 personnels et sociaux d'un individu et les facteurs environnementaux** ». Par « facteurs  
1554 personnels », il faut entendre la ou les déficiences. Par « facteurs sociaux », il faut entendre le  
1555 contexte social dans lequel vit la personne. Par « facteurs environnementaux », il faut entendre, non  
1556 seulement les facteurs architecturaux, mais aussi et surtout les facteurs culturels et idéologiques,  
1557 sociaux et politiques, voire législatifs et réglementaires.

1558 Ainsi, une relation inégalitaire s'instaure entre toutes les personnes en butte à des situations de  
1559 handicap et les diverses composantes de la société, que ce soit au travers de l'accès plus difficile  
1560 que la moyenne à l'instruction, à la culture, aux déplacements, au travail et aux loisirs, ou au travers  
1561 de conditions matérielles d'existence nettement inférieures à la moyenne.

1562 Il apparaît dès lors clairement que c'est l'inaccomplissement des principes républicains en général et  
1563 de la citoyenneté en particulier, accompagné d'un individualisme outrancier reposant sur un  
1564 productivisme exacerbé, qui crée et maintient les « situations de handicap », dont l'accroissement  
1565 constitue un révélateur essentiel des injustices générées au sein de la société actuelle.

1566 Et s'il est indispensable d'impulser à tous les niveaux une politique visant à supprimer ou à réduire,  
1567 et/ou à compenser dans le même temps et chaque fois que de besoin, les situations de handicap  
1568 vécues par un nombre de plus en plus important de nos concitoyens, chacun doit réaliser que la  
1569 cohérence et la globalité de la politique à mettre en œuvre sur cette question est inséparable du  
1570 combat contre la désagrégation sociale en cours et appelle une politique plus générale de  
1571 transformation sociale.

## 1572 **. Les discriminations ethniques**

1573 Si les lois européennes et par transposition des directives, les lois françaises, ont évolué vers une  
1574 meilleure prise en compte des discriminations et vers leur répression, la réalité quotidienne est  
1575 malheureusement plus sombre : contrôles policiers au faciès, discriminations à l'embauche, à l'accès  
1576 au logement, à la formation ...

1577 Aux côtés de ces situations, il en existe d'autres, indirectes, insidieuses, souvent inscrites dans des  
1578 fonctionnements routiniers. Avec pour résultat d'éliminer toujours les mêmes personnes pour en  
1579 arriver à une reproduction basée sur un modèle constant et à la génération de fait de quartiers  
1580 populaires vécus comme des quartiers de relégation avec peu de commerces, peu de services  
1581 publics, peu desservis par les transports publics. Et où l'insécurité sévit plus massivement qu'ailleurs  
1582 par la génération de trafics divers et variés, qui apparaissent comme la seule source de revenus pour  
1583 certaines familles dans la situation d'abandon social où elles se trouvent. Cette ségrégation par le  
1584 logement entraîne souvent de fait une ségrégation à l'école accentuée maintenant par l'abandon de la  
1585 carte scolaire.

1586 **Les discriminations basées sur l'origine ethnique, recouvrent des réalités plus profondes de**  
1587 **domination sociale, où la couleur de la peau, la nationalité des parents s'ajoutent à l'inégalité**  
1588 **sociale originelle.** La force de ces mécanismes de discrimination conduit une partie des populations  
1589 concernées à se réfugier dans des conduites de repli, ce dont témoigne la montée de l'intégrisme.

1590 **C'est pourquoi, il faut travailler à casser les mécanismes de reproduction des discriminations**  
1591 **et lutter pour l'égalité des droits : mêmes droits collectifs et individuels pour toutes et tous ;**  
1592 **même droit applicable à chacun.** Dans cet esprit, nous exigeons le retour au droit du sol intégral,  
1593 la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales ; nous  
1594 revendiquons — fidèle en cela à la constitution de 1793 — la possibilité d'accès à la citoyenneté  
1595 dès lors qu'un résident est installé durablement sur le sol français.  
1596

## 1597 **6. La démocratie jusqu'au bout, la nouvelle République.**

1598

1599 La démocratie et le pouvoir du peuple qu'elle instaure ne peuvent exister sans institutions pour les  
1600 porter. On ne peut être citoyen, au sens plein et entier du terme, que si on vit en République.

1601 Même si elle n'est pas la seule à œuvrer en ce sens, la France a néanmoins été historiquement une  
1602 pionnière des idéaux républicains. Mais elle n'a pas toujours été à la hauteur des exigences  
1603 républicaines qu'elle se fixait pourtant à elle-même ; elle les a même parfois ouvertement bafouées.  
1604 La Révolution Française a tardé à abolir l'esclavage, ce qu'elle finit néanmoins par faire, mais ce

1605 n'est qu'en 1848 qu'elle fut effective. Les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> République ont mis en œuvre la colonisation.  
1606 La V<sup>e</sup> République, à leur suite, s'accommode — quand elle ne les favorise pas — des  
1607 discriminations à l'encontre des homosexuels et des immigrés. Elle a institué un pouvoir  
1608 monarchique, laissant au Président la liberté de bafouer la démocratie parlementaire.  
1609

1610 **Et que dire de la question féministe ?** La République demeure marquée par la domination  
1611 masculine, ce dont témoigne la faible représentation des femmes dans les assemblées élues et les  
1612 institutions. C'est en intégrant dans notre histoire les luttes que les femmes ont menées au début des  
1613 années soixante dix, qu'on peut reconsidérer la question de l'universalisme affiché par les  
1614 républicains du passé, pourtant concrètement nié par des institutions. Est-il besoin de rappeler que  
1615 ce n'est que le 29 avril 1945 que les femmes ont voté pour la première fois en France et qu'il a fallu  
1616 attendre 2000 pour qu'intervienne la loi sur la parité en politique. Elles vont alors progressivement  
1617 devenir des citoyennes à part entière, mais c'est grâce aux combats menés entre 1971 et 1975, dans  
1618 la foulée du procès de Bobigny, avec l'aide du MLAC et du Planning familial, que les femmes ont  
1619 acquis ce qui fonde la spécificité de leur revendication : disposer de son corps et choisir d'enfanter  
1620 ou non. La loi Weil qui dépénalise l'avortement est l'aboutissement de ces luttes.

1621 Ce ne sont certes pas les principes républicains eux-mêmes qui sont ici en cause. Au contraire :  
1622 c'est au nom de ces principes mêmes que l'on a pu et que l'on peut combattre ces réalités. Mais il  
1623 est de fait que nos Républiques n'en furent pas toujours respectueuses.

1624 Depuis qu'elle a été instaurée, la République a toujours eu une haute idée de ce qu'elle devait être ;  
1625 aussi, les espoirs qu'elle a fait lever dans le cœur des femmes et des hommes sont-ils toujours  
1626 vivants et demeurent universels. Il s'en faut pourtant de beaucoup, on le sait, pour que sa réalité ait  
1627 toujours été à la hauteur de ses ambitions.

1628 **L'ancrage républicain du Parti de Gauche ne se confond donc pas avec le soutien**  
1629 **indifférencié aux républiques instituées, telles qu'elles se sont succédé.**  
1630

1631 Au final, c'est toujours la démocratie qui émancipe ; chaque fois, du moins, qu'elle est instaurée sur  
1632 **le principe républicain : rendre chaque citoyen responsable de tous les autres en lui**  
1633 **demandant par ses votes et ses engagements civiques de dire non ce qui est bon pour lui mais**  
1634 **ce qui est bon pour tous..**

1635 **La démocratie républicaine**, c'est d'abord, au fond, la conviction que nul, pas plus un individu  
1636 qu'un parti, ne peut avoir raison seul. Le débat, la confrontation des idées, sont précieux,  
1637 indispensables. Et c'est aussi pourquoi le Parti de Gauche fait le choix stratégique de l'unité : unité  
1638 en son sein entre différentes cultures ; unité au sein du Front de gauche, afin que la gauche  
1639 antilibérale soit à nouveau majoritaire à gauche ; unité renouvelée de l'ensemble de la gauche afin  
1640 que celle-ci redevienne majoritaire et retrouve la capacité à transformer la société, ce qui est sa  
1641 raison d'être.

1642 Telles sont donc les raisons de notre opposition au tout projet, fut-il supposé de gauche, qui  
1643 manifesterait une indifférence quant à la forme des institutions nécessaires à la réalisation du projet  
1644 d'émancipation. C'est parce que nous voulons la démocratie jusqu'au bout, que nous sommes  
1645 fermement républicains. Nous ne nourrissons aucune illusion sur ce que les institutions républicaines  
1646 ont pu être au fil de l'histoire. **Notre adhésion à l'idéal républicain s'enracine, au contraire, dans les**  
1647 **contestations que la pratique des institutions républicaines a fait naître en raison des promesses**  
1648 **qu'elles ne tenaient pas.**  
1649

1650 Elle commence avec la prise de conscience d'un Gracchus Babeuf comprenant que l'idéal de 1789  
1651 ne saurait s'accomplir sans que l'exigence d'égalité soit portée dans tous les domaines de la vie

1652 sociale. Elle se prolonge dans la république sociale de la commune de Paris, et dans la protestation  
1653 de Jean Jaurès, lorsqu'il dénonce que les français « devenu rois dans la cité restent serfs dans  
1654 l'entreprise ». Elle se manifeste aussi dans les exigences d'intérêt général du programme du Conseil  
1655 National de la Résistance et les conquêtes de la Libération. **La conquête de la dimension sociale**  
1656 **de la République que nous voulons est essentielle.**

1657

1658 C'est pourquoi le Parti de Gauche se veut parti de la justice sociale fondée sur une nouvelle  
1659 répartition des richesses et de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les entreprises. La justice  
1660 sociale, car les inégalités, toutes les inégalités économiques — emploi, revenu, logement... — mais  
1661 aussi les inégalités dans tous les domaines — accès à la santé, à l'éducation, à la culture... — sont  
1662 l'un des principaux défis que nos sociétés ont à relever. **L'égalité** des conditions matérielles  
1663 d'existence est notre idéal de justice sociale. Comment justifier qu'existent de tels écarts de salaires  
1664 entre ouvriers et cadres dirigeants, alors même que leurs métiers n'ont pas la même pénibilité,  
1665 comme le prouvent les inégalités colossales d'espérance de vie et que leurs enfants ont les mêmes  
1666 besoins ? Cette exigence d'égalité s'élargit dans celle de **laïcité** de l'État, qui garantit la liberté de  
1667 conscience et fonde l'existence d'un espace public libre où la citoyenneté peut se déployer sans  
1668 subir les injonctions des vérités révélées et des dogmes.

1669

1670

1671 Chacun de ces moments de la prise de conscience des devoirs mutuels que crée une meilleure  
1672 compréhension des besoins politiques de la condition humaine reformule l'idéal républicain et élève  
1673 le niveau de ses exigences. Il ne les prononce au nom ni d'une classe, ni d'une catégorie, mais à  
1674 celui de l'humanité. Il permet de lier les fondamentaux d'un ordre politique réellement libre, où  
1675 liberté de conscience, égalité des droits civiques et sociaux, souveraineté populaire, impératifs  
1676 écologiques, deviennent en une même visée, dont la personne humaine est le centre quand elle  
1677 assume les devoirs de sa citoyenneté. Notre adhésion à l'idéal républicain signifie tout cela à la fois.  
1678 C'est pourquoi l'horizon de notre projet a la forme d'une République. **Une nouvelle République,**  
1679 **elle-même émancipée de ses limites du passé.** Une nouvelle République vouée à l'unique objectif  
1680 de l'émancipation de la société et des citoyens des dominations qui les assujettissent. Elle est donc  
1681 incompatible avec la logique capitaliste. Avec notre époque, **l'exigence républicaine appelle donc**  
1682 **un nouvel approfondissement.**

1683

1684

-----

1685 La fuite en avant du système capitaliste accroît les inégalités et interroge les consciences sur la  
1686 nature du devenir collectif qu'il promet. La mort de l'illusion soviétique comme le dévoiement de la  
1687 social-démocratie ont compromis la capacité de la gauche à formuler et faire entendre un projet de  
1688 société véritablement alternatif.

1689 Le PG comme parti de gouvernement doit proposer des mesures immédiates pour apporter sans  
1690 délai de premières réponses à l'urgence sociale. Mais il doit aussi désigner un cap et tracer les  
1691 lignes de force de la société qu'il veut construire, former un projet de société, un avenir collectif  
1692 suscitant l'adhésion du plus grand nombre. Il y a urgence.

1693

## Chapitre 3

### AGIR

#### ***LES VOIES ET LEVIERS DE LA TRANSFORMATION***

##### **1. Les moyens d'un autre progrès humain.**

Avec le cours de la mondialisation libérale, l'ensemble des acquis des luttes sociales et politiques s'est peu à peu trouvé mis en cause. Retraites, santé, droit du travail, école, services publics... rien de ce qui fait le cadre quotidien de nos vies ne paraît devoir y échapper. Au total, et bien sûr toujours sous prétexte d'efficacité, voire, parfois, au nom même de la justice, c'est le « modèle social français » qui s'est ainsi trouvé remis en question. A l'instar d'un D. Kessler, certains en ont même fait l'aveu impudent : c'est bien l'ensemble du compromis politique et social issu de la Libération et du Conseil national de la résistance qu'il s'agit de détruire.

Parce que, lorsqu'elle a été frontale, elle s'est heurtée à une résistance populaire résolue, cette remise en cause s'est largement faite de façon subreptice, à l'insu des peuples. Un vaste mouvement s'est ainsi développé, qui a conduit à une véritable dépossession des citoyens de leur souveraineté. Sans même parler de la construction européenne, la présence et le poids des entreprises multinationales sur les Etats, comme l'émergence de structures étatiques échappant à tout contrôle démocratique — autorités de régulation des marchés, « hautes autorités administratives indépendantes », dont la BCE est l'exemple le plus accompli — en ont été des facteurs décisifs. A cela, qui vaut très généralement pour l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne, s'est par ailleurs ajoutée dans notre pays une dérive institutionnelle de la Vème République vers une présidentialisation sans limite et surtout sans plus de contrepoids institutionnel véritable. Ainsi, la démocratie se trouve-t-elle finalement confisquée et mise au service des nouveaux intérêts économiques dominants.

**Nous sommes ainsi dans des démocraties dont le peuple a été dépossédé :** le vote y est certes universel et pluraliste, mais recouvre un véritable apartheid social. Il est à cet égard remarquable de voir les commentateurs politiques les moins suspects de marxisme régulièrement parler, non sans raison, notamment à propos des scrutins européens, de votes de classe. En dépit du suffrage universel, le pays politique n'est pas le pays réel, il s'en éloigne même, il suffit pour s'en convaincre de constater la composition du Parlement.

Cette confiscation de la démocratie met la démocratie en danger. En France comme ailleurs, la droite ne se fait alors pas faute de tenter, non sans succès, de surfer sur la vague populiste à laquelle cette situation conduit inévitablement.

Nous récusons de telles évolutions ; mieux, nous les combattons.

1728 C'est pourquoi le Parti de Gauche organise et définit son action en fonction de trois repères  
1729 simples :

1730 • **Un principe : la refondation républicaine et démocratique de la société.**

1731 Face à la dépossession du peuple, nous réaffirmons, avec Jaurès, le primat de la démocratie et de  
1732 l'intérêt général. La souveraineté populaire doit trancher, la souveraineté populaire doit s'imposer,  
1733 partout : dans les institutions, dans les entreprises, dans la société. Face au gouvernement de  
1734 l'oligarchie et des élites, nous affirmons le pouvoir souverain des citoyens comme le principe même  
1735 de la vie sociale.

1736 • **Un outil : la planification écologique.**

1737 Face à l'irresponsabilité et à la myopie du marché, face aux désastres que produit le modèle  
1738 productiviste, nous voulons faire prévaloir la vision de long terme d'un autre modèle de progrès  
1739 humain, respectueux des individus et des écosystèmes.

1740 Face à la volonté de mise en concurrence de tous contre tous, face à la mise en avant de la logique  
1741 du marché, dont on voit jour après jour combien elle conduit à l'impasse sociale et à la catastrophe  
1742 écologique, nous affirmons la nécessité d'une organisation collective volontaire et  
1743 démocratiquement délibérée de notre avenir et celle de l'égalité pour tous les territoires.

1744 • **Un objectif : le nouveau contrat social.**

1745 Enfin, face à l'exploitation capitaliste, face aux inégalités et aux discriminations qu'elle nécessite  
1746 bien plus qu'elles ne l'accompagnent, nous voulons un autre partage des richesses, permettant à  
1747 chacune et chacun de vivre mieux. Nous voulons organiser la production en fonction de la  
1748 satisfaction prioritaire des besoins sociaux et non de la logique du profit, tout en prenant en compte  
1749 les limites de la planète et l'indispensable solidarité avec les peuples des pays pauvres.

1750 Pour que le plus grand nombre puisse, enfin, vivre dignement et soit libéré de la crainte du  
1751 lendemain, le plein emploi doit être retrouvé, la progression du niveau de vie assurée et la  
1752 continuité des revenus en tous cas préservée, l'accès aux biens fondamentaux et aux soins pour tous  
1753 garantis. La qualité de vie doit devenir une réalité pour chacun.

1754 Nous voulons ainsi donner un sens renouvelé au progrès humain, désormais mis en cause du fait des  
1755 in conséquences aux effets dramatiques du modèle productiviste. Nous voulons une société de  
1756 l'émancipation des citoyens et des travailleurs. Une société qui mette leur pouvoir au service de  
1757 l'affirmation de leur liberté face aux contraintes de tous ordres qui leur sont fallacieusement  
1758 opposées, comme des destins qui leur sont assignés.

1759 Ce pouvoir nouveau est notre bien commun, celui de l'humanité toute entière. Nous refusons qu'il  
1760 continue d'être capté au profit de quelques uns et utilisé de telle sorte qu'il conduise à détruire la  
1761 planète. Nous voulons qu'il profite également à chacun, au nord comme au sud. Mais nous sommes  
1762 conscients que le mode de vie des pays riches ne peut être exporté à l'ensemble de la planète. Nous  
1763 voulons qu'il serve à permettre de vivre bien dans tous les pays tout en garantissant la vie des  
1764 générations futures. Pour dépasser cette « dissociété » qui est la nôtre, pour construire réellement  
1765 une société de l'émancipation et de la solidarité, il faut définir et organiser les chemins de la  
1766 transition qui y conduiront. **Il nous faut un nouveau contrat social.**

1767

1768 **2. La refondation républicaine et démocratique de la société et de l'Etat.**

1769 De l'histoire des tentatives pour réaliser une société meilleure — collectivement maîtrisée, plus  
1770 solidaire et plus égalitaire — nous avons appris que la transformation sociale ne peut se réaliser  
1771 sans le peuple lui-même. Quelles qu'aient pu être les intentions libératrices initiales, les ruptures  
1772 imposées et accomplies d'en « haut » ou par une minorité se croyant éclairée et d'avant-garde se  
1773 sont toutes abîmées dans le totalitarisme et la dictature. Là où l'on voulait libérer, on a asservi, on a  
1774 opprimé. Ces expériences là, nous les connaissons ; elles nous sont opposées comme des  
1775 épouvantails, en particulier par les libéraux, qui voudraient y réduire le socialisme.

1776 La défiance à l'égard des institutions politiques que traduisent l'abstention et la non-inscription sur  
1777 les listes électorales progresse aussi à l'encontre d'autres rouages essentiels de la vie en société :  
1778 médias, justice, police et plus largement élites économiques. La règle du jeu et la hiérarchie des  
1779 normes sont devenues confuses, faisant reculer drastiquement le consentement à l'autorité. **Bien au-**  
1780 **delà d'une simple réforme des institutions, le passage à une Nouvelle République met donc à**  
1781 **l'ordre du jour une refondation républicaine de la société. Il s'agit non seulement de passer au**  
1782 **régime parlementaire mais de reconstruire de fond en comble tous les rouages de la vie**  
1783 **commune pour les soumettre à la règle de la délibération collective et à l'impératif de l'intérêt**  
1784 **général.** Tout doit être mis à l'épreuve de l'implication populaire et de sa critique. Tout doit être  
1785 réuni en son pouvoir. De la suppression des pseudos autorités indépendantes, à la refonte de la  
1786 fiscalité, en passant par la réforme des médias et l'affirmation du droit des classes populaires à la  
1787 représentation.

1788 Nous savons aussi que seule une société réellement organisée par les principes de liberté des  
1789 individus et d'égalité entre les citoyens peut permettre de satisfaire et de rendre effective  
1790 l'aspiration à l'autonomie des personnes. Cette réponse est celle de la démocratie, c'est-à-dire de la  
1791 coopération libre et généralisée, de l'organisation par les femmes et les hommes de leur destin. Des  
1792 êtres humains libres de choisir, libres de décider, libres de faire, dès lors que cela correspond à la  
1793 volonté commune.

1794 **En cela, nous nous réclamons aussi de l'héritage du socialisme autogestionnaire :** nous qui  
1795 voulons l'émancipation des personnes, nous voulons donc leur autonomie. Qu'en toute  
1796 circonstance, ils se gouvernent par eux-mêmes, puisque telle est la définition du mot autonomie.  
1797 Nous voulons créer les conditions d'une société mobilisée et de citoyens impliqués. Dans la vie de  
1798 la démocratie.

1799 **Pour que ce principe fondateur qu'est la démocratie puisse exister et vivre, il faut des**  
1800 **institutions qui redonnent le pouvoir au peuple.**

1801 Pour rétablir la souveraineté populaire, il faudra d'abord redonner à chaque citoyen sa place dans la  
1802 vie publique comme ont commencé à le faire les révolutions démocratiques d'Amérique latine. Il  
1803 faut en quelque sorte reconstituer le peuple en voie de dissolution.

1804 Parce que nous voulons de nouvelles institutions, **un processus constituant sera nécessaire**, il  
1805 permettra de réintroduire le plus grand nombre dans le jeu démocratique. Affranchir les citoyens  
1806 suppose aussi d'**étendre la laïcité** pour libérer l'espace public des dogmes que les obscurantismes  
1807 prétendent y imposer à tous. Elle garantit à chaque citoyen de pouvoir développer son libre arbitre  
1808 et être reconnu non en fonction de telle ou telle appartenance ou déterminisme social, mais à part



1809 entière, libre et égal aux autres. Cela passe notamment par une extension de la laïcité à l'école et  
1810 dans les services publics. Et par une limitation drastique de la publicité commerciale qui  
1811 conditionne les esprits au service du mercantilisme et du consumérisme.

1812 Nous rejetons en bloc le présidentialisme inhérent à la Vème République. Il débouche  
1813 inéluctablement sur la confiscation des pouvoirs par un petit nombre et sur la dérive personnelle et  
1814 autoritaire actuelle. **Nous voulons donc une Nouvelle République** ; c'est-à-dire des institutions  
1815 respectant la démocratie parlementaire représentative, refusant — en particulier, grâce au non  
1816 cumul des mandats — la professionnalisation et la confiscation de la fonction politique par  
1817 quelques uns. Une Nouvelle République reconnaissant aux citoyens de nouveaux pouvoirs  
1818 d'intervention directe dans l'élaboration et la décision publique.

1819 Nous voulons rénover en profondeur la démocratie, de manière à engager une véritable révolution  
1820 citoyenne. Il s'agit d'expérimenter de nouvelles formes de partage effectif de décision et de pouvoir  
1821 dans le cadre d'une démocratie représentative appelée à transformer ses modes de prises de  
1822 décision. Pour cela, il faut fournir aux citoyens des armes de compréhension et d'action en renouant  
1823 avec les idéaux fondateurs de l'éducation populaire. Face aux conflits d'intérêt, il s'agit de mettre  
1824 en avant les principes de la coopération, de la mutualisation, de la solidarité et de la construction  
1825 collective de compromis sociaux.

1826 **En fait, l'enjeu est de parvenir à une démocratie authentiquement délibérative, dans laquelle**  
1827 **tous les citoyens ont une égale possibilité de participer au débat public et à la construction**  
1828 **collective de compromis sociaux.**

1829 Une démocratie véritablement participative doit donner les moyens d'une pleine implication  
1830 populaire à tous les échelons territoriaux. C'est pourquoi, nous rendrons possible un véritable  
1831 référendum d'initiative populaire. Dans ces nouvelles institutions, le droit de vote et d'éligibilité des  
1832 résidents étrangers aux élections locales sera reconnu. Ces nouvelles institutions, conformément à la  
1833 tradition révolutionnaire française, seront le produit d'un processus constituant démocratique,  
1834 passant par l'élection, dès notre arrivée au pouvoir d'une Assemblée constituante. Une République  
1835 sociale, laïque et émancipatrice contre toutes les aliénations, voilà ce que nous voulons.

1836 De même, nous n'acceptons pas les institutions de l'Europe libérale, ni celles d'aujourd'hui, ni  
1837 celles, issues du traité de Lisbonne dont elle voudrait se doter demain. Le caractère non  
1838 démocratique et coopté de la Commission européenne, comme de la BCE, leur irresponsabilité  
1839 politique vis-à-vis des peuples, devant le Parlement européen et les parlements nationaux, ne sont  
1840 pas acceptables plus longtemps.

1841 **La démocratie politique est vouée à n'être qu'une coquille vidée de tout sens si elle n'est pas**  
1842 **prolongée, adossée, à une démocratie à la fois généralisée et vigoureuse.**

1843 **La démocratie sociale**, tout d'abord. On sait combien en France les règles en vigueur depuis la loi  
1844 du 11 février 1950 sont profondément injustes. Construites pendant la guerre froide pour faire pièce  
1845 à la puissance mobilisatrice de la CGT, elles ignorent l'audience et la représentativité réelle des  
1846 syndicats. Quel que soit leur nombre d'adhérents, les organisations syndicales représentatives se  
1847 sont vues ainsi dotées d'un égal pouvoir de signature. C'est aussi profondément dangereux pour une  
1848 démocratie sociale, ainsi à la merci de cette « fluidification des rapports sociaux », que l'on sait être  
1849 si chère au patronat français.

1850 Cet édifice dépassé est actuellement en cours de recomposition ; pour nous, **trois règles simples**,  
1851 répondant au pur bon sens démocratique, doivent ici prévaloir :

- 1852           ○ La représentativité d'une organisation n'est ni un privilège ni une rente, elle doit se  
1853           conquérir et se prouver dans des élections ; ceci vaut sans doute pour les  
1854           organisations syndicales de salariés, mais doit aussi trouver à s'appliquer aux  
1855           organisations patronales.
- 1856           ○ Dans l'entreprise, dans la branche, comme au niveau national et interprofessionnel,  
1857           pour être valable, un accord doit émaner d'une majorité et respecter la hiérarchie des  
1858           normes démantelée en 2004. Tout accord doit respecter le principe « de faveur » :  
1859           ses dispositions doivent être plus favorables que celle du niveau supérieur auquel il  
1860           vient de surajouter.
- 1861           ○ Il n'y a pas de négociations sans conflictualité et sans luttes. Le droit de grève,  
1862           principe constitutionnel, est aujourd'hui mis à mal. Les lois le réduisant (dans les  
1863           transports, à l'école) doivent être supprimées.

1864           Au-delà, **la démocratie économique**, celle des comités d'entreprise, conquise en 1945, doit, plus  
1865           que jamais, être approfondie. Nous vivons les drames actuels des licenciements en cascade, des  
1866           entreprises faisant du profit pourtant délocalisées pour en faire encore davantage. Nous partageons  
1867           le désespoir et la rage des salariés devant leur impuissance et désormais réduits à devoir négocier de  
1868           si dérisoires et pourtant nécessaires « primes à la valise ». On ne peut préparer l'avenir dans de  
1869           telles conditions. Plus jamais ça !

1870           **Il faut en revenir aux principes du pacte social de 1945** ; comme l'indique le préambule de la  
1871           constitution de 1946 : *« tout travailleur participe par l'intermédiaire de ses délégués à la*  
1872           *détermination collective des conditions de travail, ainsi qu'à la gestion des entreprises ».*

1873           C'est, en particulier, pourquoi :

- 1874           • Les formes de propriété et le droit des entreprises doit être profondément réformé pour que  
1875           toutes les parties prenantes à la production (actionnaires, salariés, collectivités publiques ...)  
1876           et à la finalité des biens et services proposés- (en particulier les associations de  
1877           consommateurs et d'usagers) aient un égal droit d'intervention dans leur gestion.
- 1878           • Les institutions représentatives des salariés doivent être renforcées, tout particulièrement  
1879           dans les petites entreprises. Ainsi, une représentation territoriale du personnel sera créée  
1880           dans les entreprises qui n'en disposent pas.
- 1881           • Le droit de veto suspensif sur toute décision stratégique, et en premier lieu en matière de  
1882           licenciements ou de délocalisation de l'activité, est une exigence absolue.
- 1883           • Les licenciements seront interdits dans les entreprises qui font du profit, avec un contrôle  
1884           administratif renforcé de l'inspection du travail.
- 1885           • Un droit de reprise par les salariés et les collectivités territoriales sera instauré en cas de  
1886           délocalisation des entreprises.
- 1887           • La mise sous séquestre des biens des entreprises qui violent les lois et le droit des salariés  
1888           devra pouvoir être déclenchée par l'Etat, comme outil du rapport de forces notamment face  
1889           aux firmes multinationales qui prétendent ignorer les lois françaises.

1890           **Enfin, nous revendiquons l'égalité de tous les territoires et affirmons que chacun, où qu'il**  
1891           **habite, a le même droit aux équipements et services collectifs.**

1892 Dans les quartiers populaires, le processus qui conduit à leur ghettoïsation porte tous les problèmes  
1893 sur les populations qui y sont concentrées : discrimination, chômage, insécurité, accès dénié ou  
1894 dégradé aux services publics. De même, dans les territoires ruraux, le risque est grand de voir se  
1895 creuser toujours plus l'écart entre des déserts ruraux et les zones urbaines. La fiscalité locale, qui  
1896 enregistre les énormes écarts de ressources entre territoires contribue fortement à cette inégalisation  
1897 accrue. Dans les deux cas, c'est d'une même logique d'abandon qui ne dit pas son nom qu'il s'agit.  
1898 C'est pourquoi, les questions de la fiscalité locale, de la solidarité entre territoires, comme celles de  
1899 l'implantation des services publics et de l'égal accès aux biens communs sont essentielles.

1900

### 1901 **3. La planification écologique.**

1902 Nous voulons aller vers un modèle de progrès humain, un alter-développement, qui soit à la fois  
1903 structurellement respectueux des écosystèmes et visant à réduire notre empreinte écologique, et  
1904 émancipateur pour les personnes, c'est-à-dire assurant à chacun la satisfaction de ses besoins et une  
1905 prise réelle sur sa vie.

1906 Ni le capitalisme, ni le marché ne le permettent. Il faudra donc vouloir, définir et organiser le  
1907 processus de transition qui nous y mènera, par une analyse critique de nos besoins et de l'utilité  
1908 sociale de la production, la réorientation de notre système productif, aujourd'hui guidé par le seul  
1909 souci du profit à court terme, et une redéfinition profonde de notre modèle économique, qui ne soit  
1910 plus centré sur une consommation sans frein et la prédation de notre environnement. Cela nécessite  
1911 que soient définis, puis mis en œuvre des choix collectifs, que ces choix soient débattus  
1912 démocratiquement et qu'ils organisent pour la longue durée les objectifs comme les moyens qui  
1913 seront nécessaires. Par exemple, nous savons bien qu'on ne peut sortir du nucléaire du jour au  
1914 lendemain, et que l'indispensable réorientation drastique des choix de politique énergétique,  
1915 d'urbanisme ou de transport, suppose une action qui soit à la fois coordonnée, volontariste et  
1916 inscrite dans le long terme. **Ce temps long, qui n'est pas celui du marché mais celui de l'action**  
1917 **publique.**

1918 Vouloir changer la société — vouloir la changer effectivement — c'est tracer la voie du  
1919 changement, mais aussi s'ancrer dans le réel tel qu'il est et proposer le chemin d'une  
1920 transformation, immédiatement perceptible pour chacun mais néanmoins orientée en fonction d'un  
1921 avenir voulu. C'est redonner à l'action publique sa mission de volontarisme éclairé. Assurer cette  
1922 maîtrise collective de l'avenir, c'est organiser l'action dans le temps, définir les chemins de la  
1923 transition, fixer des priorités, dire ce qui doit être développé — une autre fiscalité, des services  
1924 publics... — et ce sur quoi il faut concentrer des moyens, identifier les secteurs qui devront croître  
1925 et ceux qui devront décroître, accompagner leur reconversion, et ce, toujours dans un **double souci**  
1926 **simultané, à la fois social et écologique.**

1927 Cela porte un nom : **la planification.**

### 1928 **Planifier.**

1929 C'est pourquoi nous avons besoin d'une planification écologique, qui permette de combiner la  
1930 bataille culturelle contre la société de la consommation à tout prix et d'organiser en même temps la  
1931 réorientation de la production, des échanges, de la consommation et de l'aménagement du territoire.  
1932 Nous avons besoin d'organiser le devenir de notre modèle écologique et social, nous avons un  
1933 besoin absolu d'une planification de notre avenir. Il s'agit de se donner les moyens concrets de faire

1934 prévaloir l'intérêt général et de permettre à la volonté populaire de s'imposer aussi dans le champ  
1935 de l'économie et de l'organisation de la société. **Face à la loi des marchés, la planification est le**  
1936 **bras agissant de la démocratie.**

1937 Cette planification sera organisée par l'État, non comme une planification autoritaire de la  
1938 production, mais comme un outil public permettant d'orchestrer la phase de transition, de manière  
1939 démocratique, et de la décliner à tous les niveaux pertinents tout en respectant l'autonomie des  
1940 autres acteurs. Il ne s'agit pas pour nous de chercher à ressusciter de ses cendres le défunt Gosplan  
1941 soviétique ! **Le processus de planification tel que nous le concevons sera donc démocratique.**

1942 Pour organiser cette planification, il faudra au préalable identifier les biens communs et les services  
1943 publics qui constituent les droits fondamentaux, et en organiser la production et la gestion publique.  
1944 Trouver le niveau pertinent d'articulation entre le central et le local, explorer les voies de la  
1945 socialisation et de la réappropriation citoyenne. Enfin, parce qu'il s'agit de rétablir des équilibres  
1946 naturels fondamentaux qui ont été profondément déstabilisés, comme de transformer des structures  
1947 économiques, sociales, ou culturelles héritées du passé, les objectifs devront être définis pour le  
1948 long terme, tout en engageant des moyens immédiats pour les premières ruptures.

1949 **Aussi, le processus de planification sera-t-il organisé en deux étapes.**

1950 **La première aura à éclairer l'avenir à long terme**, par une réflexion prospective visant à définir  
1951 l'intérêt général. C'est à cet horizon que seront définis les objectifs. Parce qu'ils engagent  
1952 profondément l'avenir et conduiront à modifier durablement les conditions de prise en compte de  
1953 l'intérêt général, ces objectifs devront être validés par la sanction démocratique. Cette première  
1954 étape s'appuiera sur la démocratie participative et l'organisation de débats publics sur le progrès  
1955 humain que nous voulons. L'ensemble des forces du pays, partis politiques, organisations  
1956 syndicales et professionnelles, associations, ONG, citoyens... aura à s'y exprimer et trouvera à faire  
1957 valoir ses arguments. Reprenant la tradition de la « planification à la française », ce processus sera  
1958 concerté à chacune de ses étapes. Sous le contrôle du Parlement, ces débats publics doivent  
1959 permettre de dépasser les contradictions actuelles entre les intérêts économiques, sociaux et  
1960 environnementaux pour définir ce qui est l'intérêt général. Ils doivent également permettre de  
1961 questionner notre mode de développement actuel et d'organiser la bataille culturelle contre le  
1962 modèle de la consommation prédatrice en construisant un modèle fondé sur la redéfinition de nos  
1963 besoins. Enfin, ils permettront de décider, collectivement, des solutions technologiques et  
1964 économiques à mettre en œuvre pour satisfaire nos besoins sans porter atteinte aux écosystèmes.

1965 **Une seconde étape viendra organiser les moyens nécessaires à moyen et court termes.** Il faudra  
1966 décider démocratiquement des priorités à traiter. Une loi de Plan, débattue et votée au Parlement,  
1967 les définira à un horizon pluriannuel ; les engagements budgétaires des lois de finances devront  
1968 chaque année venir s'y inscrire.

1969 Si à travers ce processus démocratique, l'État peut ainsi se voir fixer ses objectifs et ses priorités  
1970 d'investissement, il ne peut se limiter à lui-même et laisser les autres acteurs à leur propre horizon.  
1971 Puisqu'il s'agit de construire un nouveau modèle de société, **le processus planificateur doit viser à**  
1972 **impliquer et mettre en marche l'ensemble de la société elle-même.** C'est l'ensemble des acteurs  
1973 de la vie économique et sociale qui doit y être associé et impliqué. Cela se fera de manière  
1974 différenciée.

1975 **D'abord, le Plan doit obliger tous ceux qui dépendent directement de l'État :** services publics  
1976 et entreprises nationales ; pour eux les objectifs du Plan revêtent un caractère contraignant et leurs  
1977 moyens budgétaires sont organisés en fonction de ses objectifs.

1978 **Pour les autres acteurs économiques,** et en premier lieu les collectivités territoriales et le secteur  
1979 de l'économie sociale et solidaire et des ONG, leur implication est essentielle, mais elle ne peut se  
1980 faire que dans le **respect de leur autonomie**. On peut imaginer pour cela un processus dans lequel,  
1981 en échange d'un engagement à réaliser les objectifs définis par le Plan, l'État apportera des moyens  
1982 supplémentaires à leurs ressources propres. **La planification sera alors indicative et engagera un**  
1983 **processus contractuel.**

1984 **Enfin, pour les entreprises privées du secteur marchand,** si la possibilité d'une implication dans  
1985 le processus contractuel reste toujours possible, les conditions qui leur seront faites quant à l'accès  
1986 aux moyens publics (aides et subventions, accès au crédit ...) seront modulées en fonction du plus  
1987 ou moins grand respect des objectifs. **La planification se fera ici fermement incitative.** Cela  
1988 passe, en particulier, par une profonde refonte fiscale notamment, des éléments contraignants  
1989 viendront compléter ce dispositif afin d'assurer qu'aucun acteur ne s'exonère de la coresponsabilité  
1990 de contribuer au processus de transformation décidé par les citoyens.

1991 **Organiser la transition écologique.**

1992 **La préservation de l'avenir exige une forte décroissance de l'usage industriel et domestique**  
1993 **des énergies fossiles, émettrices de gaz à effet de serre et une sortie programmée du nucléaire,**  
1994 **une politique d'urbanisation adaptée à une relocalisation des activités, la rénovation**  
1995 **énergétique des bâtiments, un vaste plan de soutien pour les transports publics, le**  
1996 **développement des énergies renouvelables, une rationalisation à la baisse des circulations de**  
1997 **marchandises, des mesures propres à favoriser une alimentation moins carnée. Cela exige une**  
1998 **production énergétique décentralisée, le rétablissement et le développement d'un vaste service**  
1999 **public de l'énergie ainsi qu'une utilisation raisonnée des pesticides. Cela suppose enfin,**  
2000 **d'interdire l'utilisation des OGM en plein champs et d'adopter un principe de précaution**  
2001 **quant à l'utilisation des nanotechnologies.** La planification écologique met ainsi en place une  
2002 politique de relocalisation des activités humaines, organise des circuits courts entre producteurs et  
2003 consommateurs face aux entreprises transnationales, qui multiplie le recours à des transports  
2004 énergétivores et polluants.

2005 Toutes ces mesures qui visent à organiser la transition écologique de notre société et de notre  
2006 économie, supposent une rupture franche avec les politiques néolibérales et le dépassement du  
2007 capitalisme, en France tout comme au niveau européen.

2008  
2009 Concernant le volet énergétique proprement dit, le Parti de Gauche reprend à son compte le  
2010 scénario « négawatt » fondé sur la sobriété, l'efficacité et le développement des énergies  
2011 renouvelables. La sobriété a le potentiel d'être la principale source d'économie d'émission de gaz à  
2012 effet de serre du secteur énergétique. Elle permettra de supprimer les gaspillages, sans pour autant  
2013 recourir au rationnement ou à l'austérité. Par exemple, réguler le chauffage, rationaliser les modes  
2014 de déplacements des hommes et des marchandises, développer les transports collectifs...

2015  
2016 L'efficacité énergétique a le potentiel d'être l'autre grande source d'économie d'émission de GES  
2017 du secteur énergétique. Elle consiste à utiliser des techniques qui consomment moins d'énergie pour  
2018 rendre les mêmes services, et à prendre en compte le bilan global complet du cycle de vie des  
2019 équipements. Il est possible de réduire d'un facteur 2 à 4 certaines de nos consommations d'énergie  
2020 et de matières premières à l'aide de techniques déjà éprouvées.

2021

2022 L'énergie nucléaire n'est pas la réponse aux enjeux énergétiques et climatiques. En France –pays le  
2023 plus nucléarisé de la planète- elle ne représente qu'un sixième de l'énergie consommée. Sa  
2024 contribution à la diminution des émissions de gaz à effet de serre est marginale au niveau mondial.  
2025 Ses dangers et les risques pour les populations et les travailleurs de ce secteur industriel sont  
2026 multiples et graves (rejets radioactifs, déchets dangereux, détournements...). Sa prolifération  
2027 représente une menace grandissante pour la paix. Les crédits de recherche et de développement  
2028 qu'elle accapare seraient mieux utilisés au développement d'une production décentralisée et  
2029 renouvelable, et au contrôle public du service de l'énergie. **Le Parti de Gauche se positionne donc**  
2030 **pour une sortie progressive du nucléaire.**

2031

2032 Enfin, les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien, géothermie, biomasse, énergies  
2033 marines ...) peuvent et doivent être largement développées pour couvrir le reste de nos besoins  
2034 énergétiques. Décentralisées et bien réparties sur le territoire, elles ont, en effet, un impact faible sur  
2035 l'environnement. Elles seules permettront de répondre durablement à nos besoins en énergie tout en  
2036 respectant notre planète.

2037

#### 2038 **4. Un nouveau contrat social, une autre répartition des richesses.**

2039 La crise est là, elle frappe durement les classes populaires. Avec elle, le chômage explose : les  
2040 jeunes, les ouvriers sont les premiers frappés. De nombreuses entreprises, même en bonne santé,  
2041 licencient, suppriment des missions d'intérim, recourent au chômage partiel pour préserver les  
2042 profits des actionnaires. Les droits des chômeurs sont attaqués. Les personnes sans domicile fixe  
2043 sont toujours victimes de situations inacceptables. Les attaques contre les salaires, le pouvoir  
2044 d'achat, l'emploi, la protection sociale et les services publics plus que jamais se poursuivent. La  
2045 qualité de la vie se dégrade.

2046 Mais la crise n'explique pas tout : avant même son déclenchement visible, en France, résultat de la  
2047 précarisation croissante de l'emploi, la pauvreté augmentait, pour toucher en 2007 plus de 8  
2048 millions de personnes, 13 % des français ! Les conditions de vie deviennent plus difficiles pour  
2049 beaucoup de citoyens. Le sentiment d'injustice monte, les perspectives d'avenir se dégradent.

2050 Il faut d'urgence s'attaquer aux racines du mal, c'est-à-dire au partage inégalitaire des richesses  
2051 résultant de la recherche du profit maximum pour quelques-uns au détriment des revenus du plus  
2052 grand nombre.

2053 D'autant que la question écologique pose avec force le caractère insoutenable des inégalités  
2054 sociales. **On ne résoudra pas l'équation climatique sans réduire drastiquement les inégalités.**  
2055 **On ne trouvera pas de large implication populaire sur ces questions sans la mise en place**  
2056 **d'une nouvelle répartition des revenus, plus juste et égalitaire.**

2057 Le mode de vie de ces « élites », données en exemple par les médias et la publicité, prône une  
2058 accumulation matérielle sans frein, alimente la machine productiviste et aggrave encore les dégâts  
2059 causés par un système qui réussit le double tour de force d'à la fois d'exploiter les individus et de  
2060 détruire les écosystèmes.

2061

2062 **Ces inégalités de revenus sont socialement inadmissibles, elles sont aussi écologiquement**  
2063 **destructrices.**

2064 Depuis un quart de siècle, les politiques mises en œuvre par les gouvernements et le patronat ont  
2065 cherché à augmenter les profits au détriment des salaires. Dans un contexte de chômage de masse,  
2066 tous les moyens ont été bons pour faire baisser le coût du travail : délocalisation, sous-traitance,  
2067 licenciement, précarité, flexibilité, gel des salaires... Les gouvernements successifs y ont contribué  
2068 avec des exonérations de cotisations sociales et la réduction des systèmes sociaux. La conséquence  
2069 en a été une formidable modification de la répartition des richesses créées au bénéfice des  
2070 détenteurs du capital et au détriment des travailleurs. La surexploitation du travail a permis la  
2071 suraccumulation des profits : de 1983 à 2008, la part des travailleurs a été réduite de 71 % à 62 %  
2072 de la valeur ajoutée créée. Ce sont ainsi plus de 195 milliards d'euros qui ont ainsi, chaque année,  
2073 été transférés des salaires aux profits. Cela représente près de 7.500 euros par an (plus de 600 euros  
2074 par mois) perdus par chaque travailleur !

2075 Cette logique a touché l'ensemble des pays capitalistes et pas seulement la France ; elle témoigne  
2076 des évolutions qui sont à l'œuvre dans le nouvel âge du capitalisme. C'est elle qui a conduit au  
2077 gonflement exorbitant des placements spéculatifs et au surendettement des ménages ; deux des  
2078 causes majeures de la crise actuelle. Cette crise n'est donc pas qu'une crise financière ;  
2079 fondamentalement, elle est l'effet inéluctable de la surexploitation.

2080 Pourtant, **il n'y a pas de fatalité** de la crise, pas plus que du chômage, de la précarité, des bas  
2081 salaires ou de la pauvreté : de nombreux besoins restent insatisfaits (éducation, santé, logement...),  
2082 les services publics doivent être développés et la transition vers un modèle de société respectueux  
2083 des éco systèmes demeure à engager... Des millions d'emplois peuvent être créés pour répondre à  
2084 l'utilité sociale et à l'intérêt général. Les opportunités pour un autre développement prenant en  
2085 compte les limites de la planète sont là. Une réorientation vers des consommations socialement  
2086 utiles et soutenables du point de vue de l'environnement est nécessaire.

2087 **Les richesses existent, c'est maintenant qu'il faut les redistribuer ! Voilà pourquoi une autre**  
2088 **répartition des richesses est nécessaire, elle suppose un nouveau contrat social.**

2089 Les moyens financiers existent. Paradoxalement, c'est le gouvernement qui en a récemment fait la  
2090 démonstration en dégageant sans délai une centaine de milliards d'euros au profit des banques et du  
2091 système financier. De même, en 2007, les profits réalisés par les entreprises françaises ont atteint  
2092 650 milliards d'euros. Le paquet fiscal et le bouclier fiscal redistribuent aux riches des dizaines de  
2093 milliards qui manquent pour des mesures en faveur de l'emploi. La liquidation des 35 heures, la  
2094 libéralisation des heures supplémentaires, la perspective de travailler le dimanche et jusqu'à 70 ans,  
2095 réduisent les possibilités d'embauche. Les suppressions d'emplois dans les services publics, dont  
2096 l'hôpital public et l'éducation, rétrécissent l'emploi et pénalisent les usagers. La protection sociale  
2097 (assurance maladie, assurance chômage, retraite...) est réduite et laisse de plus en plus place à des  
2098 mécanismes assurantiels. Ainsi **les précaires sont encore plus précarisés et les plus pauvres**  
2099 **appauvris** ; les inégalités s'aggravent.

2100 Cette crise signe la faillite des politiques libérales menées depuis trois décennies. Il faut donc  
2101 résolument changer d'orientation politique. Les mesures que nous proposons visent à relever ce défi  
2102 global, en lui apportant les premières réponses que la situation exige, avec, en particulier  
2103 l'instauration immédiate d'un **bouclier social** pour protéger les citoyens des conséquences de la  
2104 crise. La suppression du paquet fiscal, qui libérera 15 Md€ par an, permettra d'assurer le  
2105 financement des mesures en faveur du niveau de vie des plus modestes.

2106 Outre les mesures concernant les licenciements déjà évoquées et celles sur l'emploi qui le seront  
 2107 ultérieurement, ce bouclier social comporte quatre axes principaux destinés à **protéger et faire**  
 2108 **progresser la qualité de vie** de toutes et tous :

- 2109 • L'abrogation immédiate des mesures de régression prises par la droite : suppression du  
 2110 bouclier fiscal, des lois de la droite sur les retraites, sur l'assurance maladie, abrogation de la  
 2111 loi de 2008 sur les « droits et devoirs des demandeurs d'emploi ».
- 2112 • Le rétablissement sans délai d'un socle de droits minimaux qui ont été supprimés par la  
 2113 droite : l'abrogation des franchises médicales et le rétablissement de la retraite à taux plein à  
 2114 60 ans de plein droit.
- 2115 • La régularisation de tous les travailleurs sans papiers
- 2116 • L'affirmation de la primauté du droit du travail français face aux directives Bolkenstein et  
 2117 autres
- 2118 • L'application de mesures de forte augmentation du SMIC, des pensions et des minima  
 2119 sociaux, de revalorisation générale des bas et moyens salaires, d'égalité salariale entre  
 2120 hommes et femmes, d'autonomie pour les jeunes ; la mise en place d'une *rémunération*  
 2121 *maximum légale dont le montant ne peut pas dépasser vingt fois celui du salaire minimum* ;  
 2122 permettront de réduire des inégalités de salaire ahurissantes que rien ne peut justifier au sein  
 2123 d'une entreprise.,
- 2124 • L'encadrement structurel de la politique salariale, en particulier l'obligation annuelle de  
 2125 négocier la revalorisation des salaires et un encadrement strict de la rémunération des  
 2126 dirigeants d'entreprise.

2127 Mais au-delà de ces mesures d'urgence, une réforme structurelle doit être engagée : celle d'**une**  
 2128 **fiscalité qui doit redevenir un outil au service de la redistribution des richesses et de l'intérêt**  
 2129 **général**. Une nouvelle fiscalité écologique et sociale incluant la création d'un revenu maximal  
 2130 autorisé, l'abrogation de niches fiscales et l'introduction de taxes écologiques ciblées. Le poids  
 2131 d'impôts indirects injustes, comme l'existence d'une multiplicité de « niches » dans la fiscalité  
 2132 directe, ont ainsi, au total, rendue à la fois illisible et injuste notre fiscalité. Ce n'est certes pas le  
 2133 maquis qu'est devenue la fiscalité locale (taxes foncière et d'habitation, taxe professionnelle) qui  
 2134 viendra démentir ce constat sévère ; et c'est encore moins la suppression de cette dernière annoncée  
 2135 de manière scandaleusement discrétionnaire par N. Sarkozy !

2136 Enfin, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale doit être renforcée, tout comme celle contre les  
 2137 paradis fiscaux, en particulier sur le territoire européen.

2138 Un dispositif d'harmonisation fiscale et une taxe de type « Tobin », doivent être mis en place à  
 2139 l'échelle de l'Union pour lutter contre la spéculation. Un contrôle sur les mouvements de capitaux  
 2140 pour interdire les mouvements vers les paradis fiscaux et les opérations sur les instruments  
 2141 financiers toxiques inscrits sur une liste noire sera instauré. A terme, la circulation des capitaux ne  
 2142 doit être autorisée que pour les opérations intervenant en contrepartie d'une opération réelle  
 2143 (échange commercial, investissement direct). Les mouvements de capitaux à court terme pour ces  
 2144 placements financiers doivent être systématiquement réglementés et taxés. Toute pratique de secret  
 2145 bancaire qui ferait obstacle à l'application de cette réglementation devra être levée.

2146



2146 **5. L'autonomie pour chacun : faire reculer la précarité, sortir du travail subi,**  
2147 **retrouver le plein-emploi.**

2148 Face aux deux principaux effets de la crise économique pour les salariés : montée du chômage et  
2149 développement de l'emploi précaire, il est particulièrement urgent de protéger les travailleurs. Sans  
2150 travail durable et rémunérateur, sans travail « décent », comme le dit désormais l'OIT, pas  
2151 d'autonomie possible. Chacun doit avoir le droit de travailler.

2152 C'est pourquoi des **mesures immédiates contre le chômage et la précarité** doivent être adoptées,  
2153 elles font partie intégrante du bouclier social que nous voulons mettre en place.

2154 Au-delà, nous voulons que soient prises des **mesures structurelles pour mettre le chômage hors**  
2155 **la loi, retrouver le plein emploi, sortir du travail subi (précarité, temps partiel imposé...).**  
2156 Nous ne nous résignons pas à ce que le chômage de masse qui s'est installé depuis désormais plus  
2157 de 35 années, continue d'être le ferment essentiel de cette « dissociété » que nous dénonçons.

2158 Nous voulons **sortir du travail subi, aliénant, et faire rapidement reculer la précarité.** Pour  
2159 cela, il faut des mesures d'urgence :

- 2160 • Réaffirmer que le contrat de travail à durée indéterminée et à plein temps est de droit.
- 2161 • Abroger les dispositions de la loi si mal nommée « de modernisation du marché du
- 2162 travail » : ainsi de la rupture conventionnelle du contrat de travail, des contrats de mission et
- 2163 de portage, et de l'ouverture au secteur privé lucratif de l'activité de placement des
- 2164 chômeurs.
- 2165 • Instaurer un droit à la journée continue afin d'empêcher que, à l'image de ce qui est une
- 2166 pratique courante de la grande distribution, le travail fractionné ne devienne une forme de
- 2167 travail obligatoire dans certains secteurs.
- 2168 • Limiter le travail du dimanche : il sera strictement encadré et limité aux nécessités relevant
- 2169 de l'intérêt général.
- 2170 • Faire en sorte que la rémunération du travail à temps partiel ne se fasse plus strictement
- 2171 prorata temporis, mais en soit partiellement déconnectée au profit des salariés, par exemple,
- 2172 comme dans la fonction publique, en fonction de « quotités » ; et pour que le temps partiel
- 2173 ne puisse plus être pour la plupart un insupportable assujettissement en plus d'un salaire
- 2174 amoindri, les conditions encadrant les délais de « prévenance » seront renforcées
- 2175 • Encadrer la sous-traitance, qui désormais concerne la grande majorité des entreprises de
- 2176 moins de 50 salariés, en étendant au donneur d'ordres la responsabilité sociale en fonction
- 2177 de son importance pour le sous traitant.
- 2178 • Enfin, nous mettrons en œuvre un programme de retour à l'emploi ambitieux, avec des
- 2179 mesures spécifiques destinés en priorité aux personnes les plus éloignées de l'emploi :
- 2180 chômeurs de longue durée, jeunes sans formation, personnes handicapées et seniors.

2181 Mais une politique de l'emploi n'est pas possible sans un **Service Public de l'Emploi** conforté dans  
2182 ses missions et considérablement renforcé dans ses moyens. Qui peut sérieusement croire qu'il est  
2183 possible de véritablement accueillir, conseiller et accompagner les demandeurs d'emploi dans leurs  
2184 projets, alors que, selon les chiffres officiels, chaque agent de « Pôle emploi » doit, en moyenne,  
2185 suivre 90 chômeurs ? Qui peut croire que le service public est conforté, alors qu'il subit une  
2186 véritable privatisation rampante, du fait du recours croissant à des organismes privés pour  
2187 l'accompagnement des chômeurs.

2188 Au-delà de ces mesures, qui sont destinées à pallier aux situations d'urgence et à l'insuffisance des  
2189 emplois, **le retour à un plein emploi choisi** passe évidemment par la création d'emplois nombreux  
2190 et de qualité. Elle devra s'inscrire dans la définition d'un modèle économique alternatif, dans une  
2191 nouvelle logique économique fondée sur l'intérêt général, la satisfaction des besoins sociaux et la  
2192 réorientation écologique de notre mode de production. La reconversion écologique, la relocalisation  
2193 des activités industrielles, la priorité aux circuits courts entre production et distribution, le  
2194 développement des énergies renouvelable et le passage à une agriculture bio et paysanne sont autant  
2195 d'opportunités qui permettront de créer des centaines de milliers d'emplois.

2196 Un **plan d'investissement publics** de 100 M€ (environ 5% de notre PIB) sur deux ans devra être  
2197 mis en place en matière de logement, de services publics, d'environnement, d'agriculture, de  
2198 transport, d'énergie, et de développement de l'autonomie économique des départements et  
2199 territoires d'Outremer-

2200 Enfin, **la réduction du temps de travail** est un processus historique émancipateur qui a été l'objet  
2201 d'un long et tenace combat du mouvement ouvrier ; elle est un appui indispensable à la reconquête  
2202 de l'emploi. Elle doit se poursuivre. Les 35 heures ont été une conquête tronquée, elles ont ensuite  
2203 été démantelées par la droite. Nous réaffirmons que la semaine de 35 heures doit devenir la norme  
2204 générale effective et que, au-delà, le processus historique de libération du temps devra être  
2205 poursuivi.

2206 Dans le même temps, nous devons envisager de nouvelles formes de réduction du temps de travail,  
2207 conçues sur l'ensemble de la vie. Il n'est pas facile aujourd'hui d'interrompre quelques années sa vie  
2208 professionnelle pour se former ou pour faire autre chose que travailler, et reprendre ensuite une  
2209 activité. À côté de l'aménagement de la journée et de la semaine de travail, c'est le déroulement de  
2210 toute la vie professionnelle qui devrait être repensé pour rendre possible les interruptions, les  
2211 bifurcations, les cessations progressives d'activités favorables à l'épanouissement personnel. Ce  
2212 sont ces chemins que nous proposons d'explorer pour parvenir à de nouvelles modalités de  
2213 réduction du temps de travail, plus imaginatives et émancipatrices. De même la reconquête du  
2214 temps de vivre passe aussi par le rapprochement du lieu de travail et de domicile ce qui suppose une  
2215 politique de relocalisation des activités.

2216

## 2217 **6. Mettre chacun-e à l'abri du besoin : une protection sociale qui rende effectifs** 2218 **les droits universels.**

2219 L'ensemble de ces mesures est nécessaire pour que, après trente cinq années de chômage de masse  
2220 et de précarisation, chacun puisse retrouver une place et, enfin, se penser un avenir. Tout cela est  
2221 donc indispensable pour que notre société puisse souffler, se reprendre et éprouver l'efficacité de ce  
2222 qui fait son sens : la solidarité.

2223 Pour autant, le combat que nous menons, nous qui voulons dépasser le capitalisme, ne se limite pas  
2224 à cela, et ne peut se borner à ce seul horizon, qui n'est pourtant déjà pas rien. Ce combat, qui est  
2225 d'émancipation, est, en effet, aussi celui du refus de voir les personnes, les « individualités  
2226 vivantes » (Marx), réduites à n'être qu'une marchandise. C'est pourtant ce que fait le capitalisme,  
2227 qui identifie l'individu à sa seule force de travail et à sa capacité à consommer toujours plus, un  
2228 producteur-consommateur soumis aux impératifs du productivisme, dont l'existence est dès lors  
2229 dépendante des aléas de sa location par un employeur. La volonté d'émancipation se heurte ainsi à  
2230 la réalité intime d'un système qui oublie le citoyen dans sa vision de l'individu.

2231 Nous n'acceptons pas cette réduction de chacun à une marchandise, nous voulons affirmer et rendre  
2232 effectifs le droit irréfragable de tout humain, - de tout humain quel qu'il soit, quel que soit son  
2233 statut-, à une vie digne. **Il s'agit donc d'établir des droits sociaux universels, indépendants de la**  
2234 **nature comme de l'existence ou non d'une relation de travail.**

2235 L'objectif est bien d'établir progressivement et concrètement dans chacun des domaines de la vie ce  
2236 que propose le principe de solidarité : de chacun selon ses moyens contributifs, à chacun selon ses  
2237 besoins, c'est-à-dire une sécurité sociale universelle.

2238 C'est là en effet l'une des contradictions économiques majeures du capitalisme : à court terme, il a  
2239 intérêt à rabattre la valeur de la force de travail sur le moindre coût ; à moyen et long termes il ne  
2240 peut subsister en « mangeant son blé en herbe » comme il le fit au XIXème siècle, sauf si sa  
2241 ressource en forces de travail est abondante. C'est ce que lui offre à nouveau aujourd'hui la  
2242 mondialisation, en lui ouvrant l'accès à de nouveaux réservoirs d'une main d'œuvre abondante et à  
2243 vil prix. De ce fait, le moment actuel est un moment de court termisme, de myopie accentuée, donc  
2244 de régression des droits là où un socle protecteur avait pu être historiquement constitué.

2245 Aussi, la première des tâches est bien évidemment ici de revenir sur les mesures de destruction de la  
2246 protection sociale qui n'ont cessé de se succéder depuis que la droite est au pouvoir. Retraites et  
2247 assurance-maladie ont été les premières victimes de ce pilonnage. Il nous faut réaffirmer le principe  
2248 de solidarité par répartition et tout **d'abord restaurer pleinement la sécurité sociale**, qui a été peu  
2249 à peu doublement livrée à la marchandisation — de son financement comme de ses services — et  
2250 amoindrie dans sa fonction protectrice.

2251 Baisse des pensions de retraites, stagnation voire régression des revenus de solidarité (indemnités  
2252 chômage, minimum vieillesse, allocation adulte handicapé...), incitation à un système d'assurance  
2253 par capitalisation individualiste, déremboursement des médicaments et franchises médicales ..., sur  
2254 le terrain du financement, la part de la solidarité dans le financement des retraites ou de la santé n'a  
2255 cessé de reculer, au profit de la part assurantielle. Au surplus, les mutuelles, qui jouaient jusqu'alors  
2256 un rôle solidaire très important, subissent aujourd'hui les conséquences de la directive européenne  
2257 qui les concerne et qui nie totalement leur spécificité, les obligeant ainsi à se transformer peu à peu  
2258 en quasi société d'assurances.

2259 De même, pour les services de santé, le poids des laboratoires pharmaceutiques et du lobby  
2260 médical, la place désormais prise par les cliniques privées aux dépens du service public hospitalier,  
2261 ont conduit à une situation qui génère d'insupportables et nouvelles inégalités dans l'accès aux  
2262 soins. Déserts médicaux, refus de soins de médecins libéraux aux titulaires de minima sociaux ou  
2263 aux bénéficiaires de la CMU, dépassements d'honoraires, urgences hospitalières débordées,  
2264 hôpitaux financièrement étranglés du fait de l'application de la tarification à l'activité ... telle est la  
2265 réalité d'aujourd'hui. Que ce soit dans l'éducation, la santé, *l'action sociale et médico-sociale*, le  
2266 gouvernement organise la détérioration des services publics à coups de suppression de moyens pour  
2267 mieux vanter les vertus du privé et vendre sa vision libérale d'usagers devenus malgré eux des  
2268 clients.

2269 **Face à cette démolition méthodique, face aux reculs de la protection sociale, nous affirmons**  
2270 **haut et fort la nécessité de la solidarité.** Comment d'ailleurs peut-il en être autrement quand on  
2271 sait, par exemple, qu'aujourd'hui 60% des nouveaux retraités perçoivent une pension qui, faute  
2272 d'une carrière suffisante, n'a pu être portée au minimum contributif ! C'est pourquoi, nous  
2273 abrogerons les dispositions des multiples textes (décrets Balladur-Veil, loi Douste Blazy, lois Fillon  
2274 ...) qui se sont succédé.

2275 **La reconstruction et la reconquête passent ici par l'affirmation de trois principes simples :**

2276 - **le financement solidaire de la sécurité sociale** constitue le principe essentiel de notre système de  
2277 protection sociale : chacun doit contribuer en fonction de ses moyens, non de ses besoins. Le  
2278 financement assurantiel complémentaire ne peut intervenir qu'à la marge.

2279 - **pour les retraites, le droit à la retraite à 60 ans et à taux plein** est fondateur et non négociable,  
2280 il doit permettre d'assurer un niveau de pension minimum suffisant, quels qu'aient été les aléas de  
2281 carrière professionnelle.

2282 - **pour la santé**, l'objectif visé est celui d'une **prise en charge à 100%** de la prévention, des soins  
2283 de santé et des médicaments. Nous marquons notre attachement à un service public de santé  
2284 permettant une égalité dans l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Nous voulons rétablir une  
2285 vraie démocratie sanitaire, partant des besoins des citoyens et des territoires où ils vivent et pour cela  
2286 mener une politique de recrutement des professionnels en adéquation avec ces besoins.

2287 La reconquête de ce que furent les acquis de 1945 est une nécessité, mais nous voulons aussi **ouvrir**  
2288 **de nouveaux droits**, et en premier lieu dans le champ de la relation de travail. Nous voulons  
2289 pouvoir progressivement délier la subordination des droits sociaux au contrat de travail, nous  
2290 voulons ainsi aller vers **un véritable statut du salarié et, au-delà, un statut social universel**.

2291 D'abord, **construire une véritable protection face à l'aléa économique**, le chômage et la précarité  
2292 de l'emploi, et affirmer le droit à une continuité des revenus, c'est précisément l'objet de la **sécurité**  
2293 **sociale professionnelle (SSP)**.

2294 La précarité (les emplois précaires ou de sous emploi représentent aujourd'hui plus de 20% des  
2295 emplois, 40% pour les femmes et les jeunes, et les ¾ des embauches), et la pauvreté (13% des  
2296 français sont sous le seuil de pauvreté européen), en particulier celle des actifs, sont désormais  
2297 massivement installées.

2298 Face à cela, après les coups de boutoirs successifs : de la loi Borloo — dite de « cohésion sociale »  
2299 qui libéralisa le marché du travail en mettant fin au monopole de placement de l'ANPE et en  
2300 ouvrant cette activité au secteur marchand — de « l'offre raisonnable d'emploi », de la loi sur les  
2301 « droits et devoirs des demandeurs d'emploi », de la mise en place de « Pôle emploi », **le dispositif**  
2302 **de protection contre le risque économique est notoirement défaillant**.

2303 Notre système d'indemnisation et de placement réussit en effet aujourd'hui la triste performance  
2304 d'être tout à la fois **injuste**, car les plus mal indemnisés sont les salariés précaires ainsi victimes  
2305 d'une « double peine », et **inefficace**, car il ne prend en charge que moins de la moitié des  
2306 demandeurs d'emploi et, faute de moyens, ne les accompagne que trop faiblement dans leur  
2307 recherche.

2308 Quant au régime de solidarité financé par l'impôt, qui verse l'ASS, il n'intervient que comme fin de  
2309 droits et suppose donc que des droits aient préexisté ! Pour les autres, il ne reste que le RMI/RSA,  
2310 dont le nombre d'allocataires n'a cessé d'augmenter : désormais près de 1,2 millions en métropole.

2311 Ce dispositif ne correspond plus en rien aux besoins des travailleurs. C'est pourquoi nous voulons  
2312 le réorganiser en profondeur ; à travers la création d'une nouvelle branche de sécurité sociale, la  
2313 sécurité sociale professionnelle.

2314 **Il faut, en effet, permettre aux salariés de se libérer de la contrainte de la précarité :** la  
2315 situation de non emploi ne doit plus être une catastrophe absolue, du fait de la carence de la  
2316 protection collective. Depuis son origine et par sa définition même, le statut de chômeur suppose et  
2317 requiert une recherche active de l'emploi, mais il offre aussi une liberté, et elle en est constitutive :  
2318 celle pour le chômeur de n'accepter d'emplois que ceux qui lui permettent d'assurer son autonomie,  
2319 celle donc de pouvoir refuser ceux qui feraient de lui un salarié déclassé, l'esclave d'un emploi subi,  
2320 et un travailleur pauvre.

2321 **C'est pourquoi, la sécurité sociale professionnelle garantira :**

- 2322 • des revenus pour concentrer les efforts sur le retour à l'emploi : 90% du dernier salaire.
- 2323 • une véritable orientation professionnelle, qui doit devenir un droit pour tous.
- 2324 • une évolution professionnelle, par la reconnaissance et le développement des compétences,  
2325 dont le maintien et le développement seront garantis par un véritable droit à la formation  
2326 permettant une remise à niveau et une progression de la qualification.
- 2327 • un accompagnement personnalisé, le plus tôt possible, et tout au long de son parcours vers  
2328 un emploi, y compris même après l'embauche si c'est nécessaire.

2329 Mais au delà de la prise en charge des aléas de la relation de travail par la SSP, qui en constitue le  
2330 premier élément, nous voulons aller vers **la construction d'un véritable statut pour tous.** Pour  
2331 cela, il faut ouvrir des droits nouveaux et garantir leur continuité et à une véritable carrière, c'est-à-  
2332 dire à une progression professionnelle matérialisée par une évolution salariale.

2333 **Nous affirmons le droit de tous à :**

- 2334 • la formation continue : au moins 10% du temps de travail pour une formation au choix et  
2335 rémunérée, le développement de la validation des acquis de l'expérience.
- 2336 • la démocratie sociale : respect du droit du travail, réaffirmation du rôle de l'inspection du  
2337 travail avec des moyens renforcés, rôle accru des salariés et de leurs représentants dans les  
2338 choix de l'entreprise. une progression de carrière : au départ en retraite, tout salarié doit avoir  
2339 au moins doublé son salaire d'entrée dans la vie active dans le cadre des grilles  
2340 conventionnelles.

2341 Cet ensemble de droits nouveaux, qui viendra s'ajouter au socle des droits fondamentaux garantis  
2342 par la protection sociale (retraite, santé, famille...) vise à sortir le salarié d'une logique de droits liés  
2343 à l'entreprise ou à la branche à laquelle celle-ci appartient.

2344 **Pour nous, ces droits doivent être attachés à la personne et lui être définitivement acquis.** Ils  
2345 sont donc transférables, ce qui implique qu'ils soient garantis ; ils pourront l'être par des voies  
2346 diverses : un provisionnement dans les comptes des entreprises, ou mutualisés au niveau  
2347 interprofessionnel. Aux organisations syndicales et professionnelles de négocier le contenu concret  
2348 de ces droits nouveaux, comme les formes de son financement. Mais ces droits sont une nécessité  
2349 qui ne peut être indéfiniment remise, c'est pourquoi, si les négociations devaient tarder à se  
2350 conclure, c'est à la loi qu'il reviendrait de trouver des réponses.

2351

2351 **7. Le droit au logement pour tous.**

2352 La triple crise du logement : accès au logement difficile, coût trop élevé du loyer et des charges,  
2353 mobilité résidentielle insuffisante, aggravée par la crise de l'emploi et les inégalités sociales,  
2354 produit l'exclusion massive de millions de foyers, en particulier dans les centres des grandes villes,  
2355 du fait de la spéculation foncière, de la disparition de l'habitat populaire accessible aux bas revenus,  
2356 des politiques sélectives d'accès au logement social et du désengagement financier de l'État dans ce  
2357 domaine.

2358 L'inflation immobilière depuis 10 ans a doublé les dépenses liées au logement dans le budget des  
2359 ménages, excluant des villes ceux qui hier trouvaient encore le moyen de s'y loger de manière  
2360 décente dans le privé. Dans des villes de plus en plus denses, où le foncier disponible est rare, le  
2361 risque de reproduire des quartiers-ghettos est assuré dès lors que la réponse se limite aux terrains  
2362 foncièrement rentables. Sans une volonté politique forte, la logique de marché actuellement à  
2363 l'œuvre renvoie les catégories sociales les plus pauvres dans des zones sous-équipées publiquement  
2364 et socialement qui entraînent des conséquences écologiquement aberrantes. L'éloignement des lieux  
2365 de travail des domiciles et le manque de transports en commun obligent les salariés à utiliser leur  
2366 véhicule individuel, ce qui contribue à augmenter les dépenses d'énergie des ménages et développe  
2367 les émissions des gaz à effet de serre. De plus, l'insuffisance de plus en plus lourde de logements  
2368 sociaux et d'hébergements adaptés crée des situations dramatiques: 3, 5 millions de personnes sont  
2369 sans abri ou logées dans des conditions précaires et 6,5 millions de personnes sont en situation de  
2370 fragilité vis-à-vis de l'occupation de leur logement. La loi DALO (droit au logement opposable) ne  
2371 peut jouer son rôle faute de logements à proposer à ceux qui y ont droit.

2372 Or, l'habitat, - le logement, mais aussi l'accès aux services publics et sociaux- est la clé de ce qui  
2373 détermine toute vie sociale : accès à l'emploi, vie familiale, vivre ensemble,...

2374 C'est pourquoi, nous mènerons une politique sociale de l'habitat ambitieuse en sortant le logement  
2375 aidé de la logique du marché pour en faire un véritable droit pour tous: Pour cela, on s'attaquera de  
2376 manière radicale aux mécanismes de spéculation immobilière et foncière et le financement du  
2377 logement sera réformé, notamment par une augmentation des aides à la pierre et la suppression des  
2378 aides fiscales indues.

2379 Nous affirmons en particulier la nécessité de l'accroissement du parc de logements sociaux et la  
2380 création d'un pôle public du logement.

2381 Mais c'est aussi la hausse vertigineuse du prix du logement dans le privé qui mène à l'exclusion.  
2382 C'est pour cette raison qu'il faut agir sur les conditions d'accès au logement le prix de l'ensemble  
2383 du parc immobilier, donc aussi du parc de logement privé.

2384 Pour cette raison, la planification et la programmation de l'habitat doivent, avec l'aide de la loi et  
2385 de l'investissement public, être définie pour une part du parc comme un outil de régulation, pour  
2386 une autre comme un outil de sortie du marché. Dans tous les cas, elles doivent prendre en compte  
2387 les exigences d'aménagement du territoire et de progrès écologique

2388 Dans le cadre d'un plan d'urgence, des mesures immédiates doivent être prises:

2389 • Loi de réquisition des logements vides.

2390 • Encadrement des loyers.

2391 • Priorité des logements sur les bureaux et renforcement de la mixité sociale par l'acquisition dit  
2392 « en diffus » de logements sociaux dans des immeubles privés situés dans les zones de tensions du

2393 marché locatif. Maintien de la fonction locative des immeubles appartenant aux investisseurs  
2394 institutionnels. • Affirmation d'une visée volontariste de mixité sociale s'imposant aux collectivités  
2395 territoriales : condamnation renforcée des communes ne satisfaisant pas à l'obligation de la Loi  
2396 SRU imposant 20% de logements sociaux et augmentation de ce seuil

2397 Afin de répondre aux attentes d'un cadre de vie producteur de lien social, les initiatives alternatives  
2398 de projet d'auto-construction et de coopérative d'habitat devront bénéficier d'un renforcement des  
2399 mesures incitatives.

2400 Un plan global de construction et de rénovation réduisant les consommations d'énergies et  
2401 favorisant l'utilisation des ressources naturelles renouvelables est un impératif écologique et social.  
2402 Le droit au logement, droit fondamental, ne peut être respecté sans d'une part la construction d'un  
2403 nombre de logements suffisant et économiquement accessibles au plus grand nombre et, d'autre  
2404 part, une politique d'hébergement subsidiaire pour la prise en charge des sans abri respectant les  
2405 droits fondamentaux des personnes..

2406

## 2407 **8. Faire reculer l'emprise et la logique du capital : développer l'appropriation** 2408 **sociale**

2409 **La démocratie ne peut se déployer pleinement dès lors que lui échappent les activités qui**  
2410 **déterminent l'avenir de nos sociétés, celles qui orientent la production et les échanges. La**  
2411 **dictature actuelle des actionnaires, des multinationales et des marchés financiers sur l'activité**  
2412 **économique interdit aux citoyens de maîtriser une large part de leur avenir. La démocratie ne**  
2413 **peut s'épanouir non plus dès lors que les détenteurs du capital disposent d'une puissance**  
2414 **inégalée dans l'histoire, de la plupart des moyens d'information et d'un poids croissant sur les**  
2415 **pouvoirs publics. Retrouver la maîtrise de notre destin passe par la remise en cause de la**  
2416 **propriété privée d'une partie de l'appareil économique.**

2417 La question de la propriété publique ou collective des principaux moyens de production et  
2418 d'échange a été au cœur de la démarche du mouvement ouvrier. Sans remonter aux débats de la  
2419 Révolution de 1789 et à ceux qui ont jalonné toute l'histoire du mouvement ouvrier international, il  
2420 suffit de se rappeler **l'importance du thème des nationalisations à la Libération**. Ainsi, dans le  
2421 cadre consensuel du Conseil National de la Résistance, était prévu *« le retour à la nation de tous les*  
2422 *grands moyens de production monopolisée, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des*  
2423 *richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques »*. Aussi, le préambule  
2424 de la Constitution de 1946 prévoit-il le retour à la collectivité des entreprises présentant le caractère  
2425 d'un service public ou d'un monopole de fait. La nationalisation des houillères, du gaz et de  
2426 l'électricité s'accompagne de celle des banques de dépôt et d'une partie des compagnies  
2427 d'assurance. Le patronat alors ne s'y oppose pas vraiment sachant la lourdeur des investissements  
2428 nécessaires à la reconstruction de l'économie et leur faible rentabilité. Par contre, il s'oppose à la  
2429 nationalisation des banques d'affaire et refuse que le personnel puisse jouer un rôle autre que  
2430 simplement consultatif dans la gestion des entreprises nationalisées. Mais les indemnités de  
2431 l'époque auront permis aux anciens actionnaires de récupérer les capitaux immobilisés dans des  
2432 industries en partie détruites pour les réinvestir dans des activités à rendement plus élevé favorisant  
2433 « le développement du capitalisme financier » comme s'en félicitaient certains éléments du CNPF  
2434 en 1956. Ces nationalisations, le secteur et les services publics auront à leur actif de grandes  
2435 réalisations sociales ou techniques, mais n'échapperont pas avec le temps à un déficit démocratique  
2436 dans la définition de leurs missions et à des contradictions dans la qualité du service rendu.



2437 Plus récemment, **le programme commun de gouvernement du Parti Communiste et du Parti**  
2438 **Socialiste présentait l'extension du secteur public comme un outil décisif** pour aller vers une  
2439 société socialiste et engager une politique de relance de la croissance et de l'emploi. Et plusieurs  
2440 dizaines de sociétés industrielles et financières ont effectivement été nationalisées par la gauche au  
2441 pouvoir en 1982, en général pour la totalité du capital. Certaines furent ainsi sauvées de la faillite.  
2442 Les anciens actionnaires reçurent 47 milliards de francs d'indemnisation qu'ils réinvestirent dans  
2443 des secteurs plus porteurs et sur les marchés financiers.

2444 Cependant, la constitution d'un secteur public aussi important donnait de puissants moyens  
2445 d'action. Mais aucun débat public n'eut lieu sur sa fonction stratégique, ses missions, les principaux  
2446 choix de politique industrielle et d'équipements collectifs pour répondre aux besoins sociaux, à  
2447 l'impératif écologique et à l'intérêt général. Rien de fondamental ne changea dans la gestion du  
2448 secteur public. Les contrats de plan ne contenaient que des objectifs prévisionnels vagues. Les  
2449 groupes publics accentuèrent leur internationalisation. Le service public d'énergie se lança dans la  
2450 course au nucléaire, choix qui n'a jamais été soumis au débat public depuis. La nationalisation du  
2451 secteur bancaire devait orienter les ressources vers la croissance et l'emploi ; en fait, les banques se  
2452 lancèrent dans la spéculation financière. Quant à la condition des salariés, elle ne fut pas  
2453 fondamentalement transformée. De nombreuses suppressions d'emplois eurent lieu entre 1981 et  
2454 1983 dans la chimie, la construction électronique, la sidérurgie. La « suppression du secret des  
2455 comptes et documents de gestion des entreprises » ne vit pas le jour. Pas plus que la mise en place  
2456 de conseils d'ateliers et de service, avec droit de regard sur les conditions de travail, réclamée par la  
2457 CFDT, le PCF et le PS, dès 1977. L'amélioration de la productivité prit le pas sur les salaires ou les  
2458 conditions de travail.

2459 Pas étonnant dès lors s'il n'y eut guère de mobilisation des salariés pour s'opposer ultérieurement  
2460 aux **privatisations portées par la vague libérale**. Parvenant au pouvoir en 1979, Margaret  
2461 Thatcher privatise l'essentiel du secteur public britannique. La vague libérale se répand ensuite dans  
2462 le monde entier, relayée par l'OCDE et la Commission européenne. En une vingtaine d'années, la  
2463 privatisation a atteint non seulement les nationalisations les plus récentes, mais aussi celles  
2464 intervenues au lendemain de la seconde guerre mondiale et même d'autres encore plus anciennes.  
2465 En France la vague débute dans les années 90. Aujourd'hui, le quasi totalité des entreprises placées  
2466 en situation concurrentielles sont partiellement ou totalement privatisées. La propriété de l'État se  
2467 concentre, quoi que de moins en moins avec les ouvertures à la concurrence imposées par les  
2468 directives européennes, dans un nombre de secteurs bien délimités : énergie, transports,  
2469 communication, poste et télécoms, construction aéronautique, armement. Parallèlement, la  
2470 puissance du capital financier et des entreprises multinationales n'a cessé de croître, affaiblissant  
2471 d'autant la maîtrise publique sur l'économie.

2472 Curieusement, ces dernières années, la question de la propriété publique des principaux moyens de  
2473 production, de financement, de communication et d'échange a disparu du débat alors que les  
2474 problèmes qui la justifiaient auparavant n'ont fait que croître. **Il aura fallu l'avènement de la crise**  
2475 **financière et économique pour que le thème de la socialisation et de la nationalisation**  
2476 **revienne au sujet du sauvetage de certaines banques**. Il y a nécessité de remettre ce débat à  
2477 l'ordre du jour si l'on veut contrer l'atteinte à la démocratie qu'entraîne la concentration sans  
2478 précédent de la puissance financière et jeter les bases d'une politique de réelle transformation  
2479 sociale permettant l'épanouissement de la citoyenneté. Aucune politique de transformation sociale  
2480 n'est possible sans rompre avec le libéralisme aujourd'hui dominant qui multiplie les  
2481 dérèglementations et privatisations et qui conduit notamment à une régression des notions  
2482 essentielles d'intérêt général, de citoyenneté, de service public.



2483 Contrairement au discours dominant, il n'est pas vrai que l'importance de la propriété ait diminuée  
2484 en tant qu'instrument de la maîtrise politique, économique et sociale. Les capitalistes ne s'y  
2485 trompent pas qui savent que « là où est la propriété, là est le pouvoir ». Ce qui a changé par contre,  
2486 avec les évolutions technologiques et la mondialisation, ce sont les conditions de la maîtrise  
2487 collective. Les politiques de nationalisation antérieures ont montré leurs défauts et leurs limites. Il  
2488 faut en tirer les enseignements pour mieux prendre en compte la qualité des services rendus, la  
2489 définition démocratique des missions, l'intervention des travailleurs et des citoyens, les dimensions  
2490 européennes et mondiales.

2491 **Un secteur public fort est nécessaire pour éviter la marchandisation générale et effectuer des**  
2492 **choix conscients.** C'est une question stratégique qui ne peut être abordée entreprise par entreprise.  
2493 Le terme d'économie mixte brouille une question décisive : du pôle socialisé et du pôle privé,  
2494 lequel domine et imprime la dynamique d'ensemble ? Le pôle social doit être suffisamment fort  
2495 pour enrayer et inverser la tendance à la marchandisation généralisée et permettre l'intervention  
2496 démocratique sur les options importantes. Il faut se donner les moyens pour que le capital ne  
2497 domine plus et donc ne détermine plus l'orientation générale de l'économie.

2498 C'est pourquoi **de nouvelles nationalisations sont pour nous nécessaires** sous forme de propriété  
2499 d'État, en particulier dans les **secteurs d'intérêt général et stratégiques** de l'économie et les  
2500 **services publics** de réseaux (eau, énergie, transports, communication, armement...). Quand il s'agit  
2501 de services publics, le plein exercice de leur mission exige qu'ils soient placés en situation de  
2502 monopole. Mais il importe aussi de développer la propriété des autres collectivités publiques infra  
2503 et supra nationales pour donner une base à l'organisation, à ces différents niveaux, des services  
2504 publics pour répondre aux besoins de sociétés développées. Ainsi, par exemple, l'eau et l'énergie  
2505 sont pour nous des biens communs fondamentaux, dont l'accès à tous doit être garanti. Leur  
2506 production et leur gestion doivent donc être réorganisées sous le contrôle de l'État et des  
2507 collectivités, dans le cadre d'un service public de l'eau et d'un pôle public de l'énergie, par la  
2508 nationalisation d'EDF, GDF-Suez et Total. D'autres formes de propriété sont également à  
2509 développer. Mais le simple transfert juridique de propriété ne suffit pas, comme l'ont montré les  
2510 nationalisations de 1982. Cela permettra d'agir sur la question de la tarification de ces biens  
2511 communs fondamentaux. Il s'agira de développer la notion de « tarification solidaire » et l'idée de  
2512 gratuité des premières tranches de consommation, compensée par une surfacturation des tranches  
2513 considérées comme relevant d'un mésusage.

2514 **Approfondir la nationalisation, développer l'appropriation sociale :** la différence entre les deux  
2515 termes tient au fait que le niveau institutionnel de cette appropriation n'est pas nécessairement  
2516 l'État-nation, qu'il ne s'agit pas seulement d'opérer un transfert juridique de propriété, que la  
2517 propriété n'est pas nécessairement étatique ou publique.

2518 **- L'appropriation sociale ne relève pas du seul niveau étatique.** Le niveau étatique reste bien  
2519 entendu très important mais il n'est pas le seul niveau possible d'intervention. Selon les activités, le  
2520 niveau infra-étatique (collectivités territoriales...) peut se révéler mieux adapté et permettrait, de  
2521 surcroît, une socialisation plus effective : détermination des besoins collectifs simplifiée, intervention  
2522 des citoyens facilitée, rôle des élus plus direct, association des usagers plus aisée. Dans d'autres  
2523 domaines, le niveau national doit être dépassé ; ainsi, il est des cas où de véritables services publics  
2524 seraient plus efficaces au niveau européen.

2525 **- L'appropriation sociale ne saurait se réduire à un transfert juridique de propriété à l'État**  
2526 **ou une collectivité publique.** Elle doit s'accompagner d'une extension de la démocratie : droits  
2527 donnés aux travailleurs pour intervenir dans la gestion ; moyen d'expression des aspirations des

2528 citoyens, définition des missions et des orientations des services, entreprises et organismes  
2529 concernés par le débat des assemblées compétentes (nationale, régionale, départementale,  
2530 municipale), etc.

2531 - **L'appropriation sociale ne se réduit pas à l'appropriation publique.** Des formes coopératives,  
2532 associatives, autogestionnaires, sont possibles pour la production d'un bien ou d'un service ; elles  
2533 sont distinctes de la propriété publique comme de la propriété privée au sens capitaliste (c'est-à-dire  
2534 se fixant le profit pour objectif). De telles formes de propriété participent de l'objectif stratégique  
2535 de rupture avec la marchandisation généralisée et de développement de l'autonomie des acteurs  
2536 sociaux. Dans ce cadre, l'économie sociale et solidaire est appelée à se développer. Elle sera  
2537 notamment favorisée et incitée dans le cadre des reprises d'entreprises par les salariés.

2538 - **L'appropriation sociale ne s'applique pas qu'à l'entreprise mais aussi aux connaissances,**  
2539 savoir-faire et aux brevets. Les multinationales conservent des positions dominantes par le dépôt de  
2540 brevets. Le partage des savoirs est alors impossible tout comme le développement du « libre ». Ce  
2541 phénomène est particulièrement prégnant dans le monde du multimédia. Il devient alarmant  
2542 lorsqu'il touche au pharmaceutique. Comment peut-on accepter que les malades des pays pauvres  
2543 ne puissent avoir accès à des médicaments pour cause de brevet trop cher ? Le droit de tous le  
2544 humains à la santé ainsi que le développement du libre devrait aboutir à la remise en cause du  
2545 système de brevets tel qu'il existe actuellement. Le droit d'auteur et le brevet sont des formes  
2546 juridiques qui étendent la notion de propriété au domaine de l'immatériel (connaissances, contenus  
2547 culturels, inventions, procédés de fabrication ...). Ces formes consacrent un droit de propriété  
2548 intellectuelle permettant de contrôler la diffusion des connaissances et des inventions. Le droit  
2549 d'auteur s'étend actuellement à 70 ans après la mort de celui-ci en Europe (90 ans aux USA) ; il  
2550 s'inscrit davantage dans une logique rentière que de juste rétribution pour l'apport au patrimoine  
2551 commun. Il est utilisé par les multinationales du secteur culturel pour conserver leur position de  
2552 « diffuseur légitime », alors que, avec le numérique, les œuvres sont multipliables gratuitement. Les  
2553 brevets au lieu de stimuler la recherche et les inventions sont utilisés avant tout pour asseoir ou  
2554 conforter la position dominante des multinationales. Leur possession permet d'obtenir un avantage  
2555 compétitif et financier n'entravant pas la libre diffusion des connaissances, ce qui aboutit à la limitation  
2556 des innovations ou à l'impossibilité par exemple de copier des médicaments répondant aux besoins  
2557 sanitaires des populations (ex. tri thérapies anti VIH en Afrique). L'intérêt général est nié par des  
2558 intérêts privés. Pour sortir de la logique capitaliste de privatisation de la connaissance, et de ce  
2559 modèle de rente, les droits de propriété intellectuelle doivent être profondément revus. Il est  
2560 nécessaire de trouver un juste compromis entre le droit des auteurs et des inventeurs et celui de la  
2561 société. Le droit d'auteur doit être limité en durée et pensé en fonction des contreparties qu'il offre  
2562 aux utilisateurs ; la durée du monopole temporaire du brevet (20 ans) semble exagérément longue  
2563 au regard de la rapidité des évolutions technologiques. Enfin, il nous faudra définir clairement ce  
2564 qui relève du brevetable et ce qui, appartenant au bien commun doit en être absolument exclu,  
2565 comme les génomes des organismes vivants.

2566 **Enfin, la maîtrise publique du secteur bancaire et financier constitue un levier particulier**  
2567 **pour orienter l'économie selon d'autres finalités que la seule recherche du profit.** Un **pôle**  
2568 **financier public pour les entreprises** permettrait une politique sélective du crédit favorisant les  
2569 secteurs prioritaires (recherche, énergies renouvelables, rénovation thermique, transports  
2570 publics, agriculture bio et paysanne, économie sociale et solidaire et reprises d'entreprises par les  
2571 salariés, etc.) et encourageant des politiques au service de l'emploi, du logement social, des services  
2572 publics, des projets écologiques. Il permettrait aussi de lutter contre les fonds spéculatifs prédateurs  
2573 d'entreprises privées d'intérêt stratégique pour notre pays. Un **service public bancaire pour les**  
2574 **particuliers** permettrait de garantir un accès au crédit à taux favorable pour les particuliers, pour le

2575 logement notamment, et d'assurer l'accès de tous aux services bancaires de base. Un réseau de  
2576 **banques régionales publiques** constituerait un instrument de proximité au service de l'emploi, de  
2577 l'innovation sociale et écologique, des projets environnementaux, du développement rural, du  
2578 soutien aux PME. Dans ce domaine aussi, la question de la démocratie dans la définition des  
2579 orientations et leur mise en œuvre est également décisive.

2580 Il est donc nécessaire, dans le cadre d'une politique de transformation sociale et écologique, de  
2581 remettre en chantier la question de la propriété publique dans cette acception plus complexe, mais  
2582 aussi plus riche et plus solide, de l'appropriation sociale.

2583

## 2584 9. Refonder l'école de la République.

2585 Instrument essentiel de mise en jeu réelle des valeurs républicaines, outil majeur de la promotion  
2586 sociale et de l'égalité, l'école de la république : laïque, gratuite, également ouverte et bénéficiant à  
2587 tous, à disposition et à proximité des élèves de chaque commune, est aujourd'hui en péril. Aussi,  
2588 faut-il maintenant proposer des mesures permettant de rompre avec le cours imposé par les libéraux.  
2589 Pour cela, l'institution doit être modifiée dans ses formes comme dans ses pratiques. C'est le sens  
2590 des mesures que nous proposons, qui sont autant de grands axes pour des réformes immédiates,  
2591 chacune nécessitant, ensuite, d'être déclinée au plus près des réalités scolaires.

2592 **-L'école de tous.** Tous les jeunes ne sont pas égaux face à l'éducation, toutes les analyses de la  
2593 réussite scolaire convergent vers un constat simple : du primaire aux grandes écoles, elle est  
2594 étroitement corrélée à l'origine sociale. Ce sont les jeunes des milieux populaires qui ont le moins  
2595 de chances dans un système scolaire qui reproduit les inégalités de la société de classe dans laquelle  
2596 il est inséré et auxquelles il contribue ainsi à donner une légitimité. L'école doit donc se saisir de la  
2597 question de l'échec scolaire, notamment de celui des jeunes issus des milieux populaires. Faire de  
2598 l'école, à chacun de ses niveaux, un levier de la transformation sociale, c'est mettre la question des  
2599 inégalités sociales et culturelles face à l'éducation au centre du système.

2600 A cet égard, la droite a généralisé une culture des résultats qui n'a pas de sens dans le secteur  
2601 éducatif. Selon les assertions néolibérales, l'éducation devrait s'améliorer par l'autonomisation des  
2602 établissements, lesquels se verraient attribuer des moyens en fonction de leur performance. Or,  
2603 l'éducation doit contribuer autant à l'acquisition de connaissances mesurables par les résultats aux  
2604 examens qu'à l'éveil des consciences, à l'apprentissage de la vie citoyenne, à l'émancipation  
2605 individuelle et collective, qui ne sont par définition pas quantifiables. L'éducation nationale ne  
2606 souffre pas d'un manque de concurrence, mais d'un manque de moyens et de coopération. C'est  
2607 pourquoi, nous affirmons la nécessité d'une allocation des moyens selon les besoins, en accordant  
2608 une place prioritaire aux établissements scolarisant les populations les plus en difficulté.

2609 De même, la droite cherche à individualiser les causes de l'échec scolaire, et ainsi à le sortir de son  
2610 contexte social ; la priorité est donnée à l'individualisation et à la responsabilisation. Le « mérite »  
2611 personnel est présenté comme une volonté individuelle, niant les effets des inégalités sociales. Elle  
2612 vise à promouvoir une réussite factice à base de discrimination positive et délaisse la majorité des  
2613 élèves en difficulté. Le Parti de gauche défend une école républicaine, gratuite et laïque qui offre à  
2614 chacun une véritable chance de réussite et d'ascension sociale. L'école est celle de tous les élèves et  
2615 n'en abandonnera aucun.

2616  
2617 **- Les fonds publics seront exclusivement réservés à l'enseignement public :** chaque année, ce  
2618 sont plus de 9 milliards d'euros qui sont détournés pour financer l'école privée de quelques uns  
2619 contre tous. Cela représente l'équivalent de 200 000 postes qui sont autant de personnels à même  
2620 d'améliorer notre système éducatif public qui subit pour sa part des coupes budgétaires drastiques

années après années. Plus encore que la manne financière d'un montant conséquent, c'est au niveau des valeurs que nous plaçons le débat : il s'agit d'un impératif laïque dont l'enjeu est de garantir la primauté du vivre-ensemble que seule est à même de porter l'Ecole de la République. Mais c'est aussi la garantie républicaine égalitaire d'une **scolarité gratuite et de qualité** offerte à tous, qui permet à l'Ecole d'être un vecteur essentiel d'émancipation. C'est en parallèle le refus assumé au nom de l'intérêt général, de subventionner ceux qui, moyennant finance, font un choix autre que le cadre collectif proposé par la nation toute entière à ses enfants.

- **Une laïcité préservée et étendue** : à l'Ecole comme dans le reste de la société, la laïcité est le fondement même qui permet de se projeter dans un avenir commun par delà les différences. Elle permet de mettre à distance les cléricatismes rétrogrades, les intégrismes religieux, les replis identitaires, comme les tentations communautaristes. Le Parti de Gauche plaide pour une laïcité étendue à d'autres champs que la religion et à d'autres territoires que les espaces régis par la loi de séparation de 1905. La laïcité, valeur républicaine par excellence, représente un antidote à toutes les formes d'aliénations.

- **Mise en place d'un véritable service public de la Petite Enfance** : il devra assurer qualité et diversité pour répondre aux besoins des familles et au développement des petits. En effet, la droite a commencé par organiser la fin de la scolarisation des moins de trois ans en supprimant des postes en maternelle : le taux de scolarisation de cette tranche d'âge est ainsi passé de 35% en 2000, à 21% en 2008 en France avec de très fortes inégalités territoriales puisqu'il n'est que de 5% en Seine Saint Denis. Ayant ainsi créé la pénurie, le gouvernement souhaite désormais remplacer les maternelles par des jardins d'éveil payants pour les familles et les collectivités locales. Pour le Parti de Gauche, l'Ecole maternelle est un maillon essentiel de notre système éducatif, lieu d'apprentissage et de socialisation. C'est pourquoi, nous sommes opposés à la création mercantile de ces jardins d'éveil qui remettent en cause l'égalité entre les territoires et la laïcité, et que nous réaffirmons la nécessité d'un accueil pour les deux trois ans.

- **L'enseignement professionnel comme voie d'excellence** : nous entendons procéder à une « révolution copernicienne » dans notre projet éducatif en plaçant l'enseignement professionnel au centre de nos préoccupations. Nous voulons en faire tout à la fois un **levier** et une **finalité** quand d'autres le considèrent comme une voie de garage destinée à trier et à canaliser la force de travail mise à la disposition du marché. L'enseignement professionnel doit être émancipateur en permettant comme les filières générales l'acquisition d'une culture large et partagée. De vraies filières d'excellence doivent voir le jour afin d'offrir au sein de chacune d'entre elles un large choix de débouchés aux élèves qui s'y engagent. L'enseignement professionnel ne saurait être réduit à une spécialisation précoce. Dès la fin du collège, une orientation positive doit pouvoir être proposée. En parallèle, il faut une forte augmentation du pourcentage de bacheliers par rapport au nombre de jeunes qui prennent cette voie (seulement 3 sur 10 aujourd'hui !) ce qui nécessitera un accompagnement à la hauteur des enjeux et des passerelles effectives avec le cycle général ou entre filières professionnelles, sans pour autant tomber dans les travers d'une réussite factice comme y conduira la réforme du bac pro en trois ans. Les contenus des formations générales et professionnelles doivent être revus et rééquilibrés dans le sens d'une plus grande polyvalence, de manière à faire de chaque élève un citoyen pleinement épanoui. Les formations professionnelles doivent enfin nécessairement déboucher sur des diplômes qualifiants, reconnus sur le marché du travail.

- **Démocratiser l'Université** : Les trois dernières décennies ont vu, malgré de nombreuses imperfections, l'enseignement secondaire se démocratiser progressivement. La question est désormais naturellement posée à l'enseignement supérieur qui a connu ces dernières années une

massification conséquente. Mais si l'on n'y prend garde, celle-ci reproduira les inégalités existantes et n'aura pas l'ambition émancipatrice que porte la démocratisation de l'Université. Il nous faut donc une Université de son temps, gardienne du savoir mais aussi ouverte sur les formations professionnelles sans que les uns et les autres ne soient opposés. C'est pourquoi **l'abrogation de la LRU est un préalable nécessaire** : la loi d'Autonomie et Responsabilité des Universités est au cœur même de la perte d'identité de l'Université et traduit la mise en concurrence des diplômes, des universités, des personnels et des étudiants. Rejetée par le puissant mouvement de l'enseignement supérieur du printemps 2009, elle est pourtant mise en application par le gouvernement conformément au processus de Bologne et à l'agenda de Lisbonne qui veulent faire de l'Union Européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde », en d'autres termes marchandiser le savoir et les formations. Démocratiser, c'est aussi permettre de s'inscrire dans un parcours universitaire qui ne saurait être jalonné de barrières fallacieuses. Nous réaffirmons que **la seule sélection possible à l'Université est celle qui ouvre l'entrée d'un grade universitaire par la détention du grade qui le précède**. L'argent ne saurait dès lors être un critère de sélection, tant au niveau des frais d'inscription que de la capacité qu'auraient les étudiants à subvenir à leurs études. C'est pourquoi un véritable **statut de l'étudiant** doit les y aider.

- **Revalorisation du métier d'enseignant** : la logique libérale a eu besoin pour désosser l'Ecole de la stigmatiser. Les enseignants, accusés régulièrement de corporatisme et de fainéantise, ont vu, au-delà de leur situation personnelle, la légitimité même de leur métier remise en question. Celle-ci doit être restaurée par la réaffirmation des missions d'éducation et de transmission des savoirs assignées aux enseignants. Cette reconnaissance doit aussi s'exprimer au travers du **statut de fonctionnaire** qui ne saurait être, dans ce domaine comme dans d'autres, remis en questions tant il est la déclinaison même du service public. La « mastérisation », sous la forme voulue par l'actuel gouvernement, doit ainsi être abandonnée car elle vise en réalité à substituer aux enseignants fonctionnaires et à leur statut, des contractuels avec une certification de compétences en lieu et place du diplôme, seul garant du mérite et de l'égalité républicaine. La revalorisation du métier d'enseignant exige, enfin, que soit rétablie une véritable formation, dont la suppression des IUFM a éloigné toute possibilité.

## **10- Mettre la culture au cœur de nos combats émancipateurs.**

La culture est aujourd'hui très gravement menacée. A l'heure du retour de l'ordre moral, de la censure et de la mise au pas de l'intelligence et de la création, des nominations arbitraires dans les institutions, des coupes drastiques du budget de la culture, et de la marchandisation de la culture nous devons affirmer haut et fort notre volonté de promouvoir et de développer tout ce qui fait "culture" dans notre société.

La culture doit constituer un puissant enjeu d'émancipation humaine et de développement durable de la civilisation et de la planète. Le sensible, l'esthétique et le symbolique, l'art en somme, est tout aussi indispensable à la compréhension du réel, à la formation des êtres humains, à la rencontre de l'autre et au vivre ensemble que les sciences et les technologies. L'art et la culture ont largement contribué dans l'histoire à donner le sens de l'action collective et la construction d'un destin commun à l'humanité. Notre projet culturel doit permettre de penser le dépassement du capitalisme financier et productiviste, mais aussi de construire une société et une civilisation qui permettent au genre humain de se libérer progressivement de toutes les dominations et de toutes les aliénations. La vie culturelle et artistique actuelle est à bien des égards foisonnante et riche : il est du devoir du Parti de gauche de savoir relayer cette vitalité et de la traduire en une politique culturelle nouvelle.

2721 Il s'agit de repenser l'action publique à travers désormais une compétence partagée entre l'État,  
2722 garant de la création et de l'égalité entre les territoires et les collectivités locales qui assument  
2723 aujourd'hui l'essentiel du financement public de la culture ; il s'agit enfin de construire un service  
2724 public novateur, non étatiste, décentralisé au plus près de territoires, des populations et des activités  
2725 eux-mêmes. Service public indispensable au développement de la création artistique, de  
2726 l'appropriation par tous des arts et des cultures, par l'enseignement, les pratiques amateurs et  
2727 professionnelles, et l'éducation populaire et par la promotion de la diversité culturelle qui doit  
2728 permettre l'ouverture à l'autre, l'ouverture au monde, la rencontre et le métissage. Il est urgent de  
2729 remettre la culture au cœur de nos combats émancipateurs.

2730

## 2731 **11. Changer d'Europe, nouer de nouvelles relations internationales.**

2732 La dernière fois que l'on a daigné nous demander notre avis de citoyens, nous avons dit NON à  
2733 cette Europe, qui n'est ni sociale, ni écologique, ni démocratique, et que l'on voudrait à toute force  
2734 nous faire accepter. Ce refus s'est appuyé sur la conviction qu'une autre Europe pouvait être  
2735 construite. Nous dessinons ici le cadre possible d'une alternative européenne. Les pistes que nous  
2736 amorçons peuvent constituer l'ébauche d'une cohérence radicalement différente. Suivre ces pistes  
2737 est, à vrai dire, la meilleure chance pour que l'Europe devienne l'affaire de tous les Européens.

2738 Le cadre actuel de l'Europe ne rend pas possible la satisfaction des besoins sociaux et écologiques,  
2739 ni ne satisfait à l'exigence démocratique. Face à l'urgence écologique, face à l'urgence sociale  
2740 l'Europe devrait être la réponse, elle est devenue le problème.

### 2741 **C'est pourquoi, pour ne prendre que ces exemples, nous voulons :**

- 2742 ○ l'obligation d'un salaire minimum légal dans chaque pays membre articulée avec un agenda  
2743 de convergence vers un véritable salaire minimum européen,
- 2744 ○ une protection contre les licenciements collectifs,
- 2745 ○ la constitution d'un pôle public européen de l'énergie
- 2746 ○ la mise en place de taxes aux frontières de l'Union Européenne sur les produits les plus  
2747 lointains et les plus polluants, pour lutter contre le dumping social, fiscal et  
2748 environnemental.

2749 En promouvant une « concurrence libre et non faussée », qui se traduit nécessairement par ces  
2750 différentes formes de dumping, le cadre actuel empêche de prendre ces mesures pourtant  
2751 indispensables.

2752 Il faut le dire clairement : si l'on veut réorienter/changer la politique et les mécanismes de l'Union,  
2753 il est nécessaire de changer leurs bases juridiques. Les traités existants devront donc être remplacés  
2754 par **un nouveau texte fondateur**, permettant d'autres orientations politiques. De quoi avons-nous  
2755 besoin ? Faut-il une Constitution, ou vaut-il mieux en rester au cadre d'un traité international fixant  
2756 le fonctionnement des institutions de l'Union ? Cette question reste pour nous ouverte.

2757

2757

2758 **Pour nous, ce texte fondateur devra répondre à quatre exigences :**

2759           ○ **Élaborer une nouvelle Charte des droits.**

2760 Cette Charte se fondera sur les principes suivants :

2761 – La recherche de normes communes pour une convergence assurant un renforcement des  
2762 protections juridiques accordées aux travailleurs, et non plus un alignement par le bas sur le plus  
2763 petit dénominateur commun aux législations nationales.

2764 – Le principe de non-régression doit garantir qu'aucune décision européenne ne pourra remettre en  
2765 cause les droits sociaux et fondamentaux reconnus par une législation nationale.

2766 - La coopération, la solidarité et la définition démocratique des besoins et des droits sociaux  
2767 doivent, seules, être des objectifs et des normes supérieures de l'Union. Ni la concurrence, ni le  
2768 libre-échange n'occuperont cette place, aujourd'hui prépondérante.

2769           ○ **Respecter la souveraineté populaire et la complémentarité Europe / États.**

2770 Les mécanismes de la seule coopération intergouvernementale ne peuvent plus être à la base du  
2771 fonctionnement politique de l'Union. Pour combiner la double réalité du cadre communautaire et  
2772 des États nations, il convient de s'appuyer sur un double principe :

2773 – La souveraineté populaire suppose que, en toute circonstance, les citoyens interviennent sur la  
2774 scène publique démocratique, en élisant et en contrôlant leurs représentants, ou en intervenant  
2775 directement dans les procédures d'évaluation, de délibération et de choix.

2776 – La complémentarité implique que l'Europe ne doit faire que ce qu'elle peut mieux faire que les  
2777 États eux-mêmes et que de nouveaux transferts de souveraineté soient subordonnés à une légitimité  
2778 démocratique accrue de l'UE. L'Union ne doit pas se substituer aux États, mais jouer d'abord un  
2779 rôle de coordination, d'impulsion et d'harmonisation, pour éviter le jeu désastreux de la  
2780 concurrence et du dumping social et fiscal. Un gouvernement issu d'une nouvelle majorité de  
2781 gauche serait légitime à suspendre l'application de toute disposition du traité de Lisbonne qui aurait  
2782 pour effet d'empêcher la mise en œuvre de son programme.

2783           ○ **Élargir le champ de la démocratie.**

2784 – L'exercice de la citoyenneté européenne sera élargi. Une citoyenneté de résidence permettra aux  
2785 résidents non ressortissants de bénéficier des mêmes droits civiques dans les mêmes conditions que  
2786 les ressortissants de l'Union Européenne.

2787 – Les pouvoirs du Parlement européen seront renforcés. Les dispositions qui limitent son pouvoir  
2788 législatif seront abrogées en matière d'initiative des lois et de budget. Il contrôlera l'exécutif et la  
2789 Banque centrale européenne. Sa coopération avec les Parlements nationaux sera développée.

2790 -Dès l'instant où elle sera fondée sur une pleine souveraineté populaire, la règle européenne  
2791 deviendra la norme commune de toute l'Union. En attendant, en cas de désaccord persistant avec un

- 2792 État, un référendum dans le pays concerné pourra décider de la non-application d'une directive  
2793 européenne.
- 2794                   ○ **Disposer des instruments d'une politique économique volontariste.**
- 2795 - La puissance publique européenne doit avoir la possibilité de se doter des ressources nécessaires à  
2796 ses missions, et notamment de recourir à l'emprunt. Le Pacte de stabilité doit être abandonné,  
2797 comme toutes les dispositions qui limitent la capacité d'action des pouvoirs publics.
- 2798 - Les ressources propres affectées au budget européen sont insuffisantes, elles seront réévaluées.
- 2799 - La Banque Centrale Européenne sera assujettie aux institutions politiques de l'Union. Elle devra  
2800 rendre des comptes aux gouvernements et aux élus. L'ensemble des États membres, pas seulement  
2801 ceux de la zone euro, pourra contracter auprès d'elle des emprunts pour réaliser les objectifs  
2802 industriels, environnementaux et sociaux décidés en commun.
- 2803 - La fiscalité sera réorientée, en articulant les efforts nationaux et européens. La taxation des  
2804 revenus des capitaux, l'harmonisation des taxes sur l'énergie et sur les transactions courantes seront  
2805 encouragées. L'Union se fixera comme objectif d'aller vers l'établissement d'un impôt harmonisé  
2806 sur les revenus du capital.
- 2807 - La création de pôles bancaires publics, nationaux et européens, sera encouragée.
- 2808 Adossée à la force politique de l'espace démocratique qu'ainsi elle représentera, appuyée à sa  
2809 puissance économique comme à l'exemplarité du modèle économique, social et environnemental  
2810 qu'elle promouvra, cette Europe là sera un point d'appui puissant pour **nouer de nouvelles**  
2811 **relations internationales.**
- 2812 Ceci trouvera à s'appliquer dans la **nécessaire redéfinition du système des Nations Unies**, en  
2813 particulier, celle du rôle des membres permanents du Conseil de sécurité et l'indispensable  
2814 élargissement de celui-ci.
- 2815 Par ailleurs, **l'Union Européenne annulera les dettes des pays du Sud.** Elle portera son aide au  
2816 développement au moins à 0,7% du PIB. Elle cherchera d'autres modalités de coopération, des  
2817 échanges équilibrés, hors de tout impérialisme économique, technologique ou culturel. Elle pèsera  
2818 en faveur de la souveraineté des Pays du Sud dans toutes les négociations. Elle renoncera  
2819 notamment à subventionner ses exportations agricoles au détriment de la souveraineté alimentaire  
2820 des pays du Sud déjà menacée par les contraintes imposées par les institutions internationales  
2821 (Banque Mondiale, OMC, FMI). De façon générale, la mobilité des populations fait partie des  
2822 données d'organisation de la société. La politique européenne en matière d'immigration est fondée  
2823 sur une logique répressive et utilitariste, et porte atteinte aux droits de l'homme. C'est pourquoi, la  
2824 réglementation du droit d'entrée et de séjour des étrangers devra être refondée selon les principes  
2825 démocratiques et progressistes, tant en France qu'en Europe ;
- 2826 Surtout, elle s'unira aux efforts diplomatiques actuels allant dans le sens de **la construction d'une**  
2827 **nouvelle architecture commerciale, financière et monétaire mondiale.** À l'opposé de la logique  
2828 de l'OMC et de l'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS), l'Union défendra  
2829 d'autres relations commerciales, basées sur la coopération et le respect des normes sociales et  
2830 environnementales. Celles-ci doivent s'imposer aux règles commerciales et être placées au sommet  
2831 de la hiérarchie des normes du droit international.



2832 **Sur le plan monétaire et financier**, la crise a démontré le caractère absurde et dangereux de  
2833 l'utilisation du seul dollar comme monnaie d'échange. L'UE appuiera toutes les initiatives  
2834 permettant de **se libérer du dollar comme monnaie d'échange commercial**. Au plan mondial, elle  
2835 soutiendra la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)  
2836 dans sa volonté de remplacer le FMI par une organisation monétaire et financière nouvelle, qui ne  
2837 laisserait pas au marché la fixation des cours et qui n'imposerait pas de conditionnalités de nature  
2838 politique aux Etats en crise.

2839 **Sur le plan commercial, elle renoncera à son adhésion à l'OMC**, dont l'objet est devenu  
2840 clairement caduc depuis la crise financière mondiale, **pour réinvestir la CNUCED**, lieu où devront  
2841 s'organiser rationnellement les échanges. Les marchés mondiaux devront être Co-organisés par la  
2842 CNUCED et par une nouvelle organisation multilatérale, placée sous l'égide de l'ONU, dont l'objet  
2843 sera la préservation de l'écosystème et le respect des normes sociales édictées par l'OIT.

2844 Avec la fin de l'OMC, seront caduques également les règles de l'Accord Général sur le Commerce  
2845 et les Services (AGCS). En tout état de cause, les services seront exclus des négociations  
2846 commerciales s'ils sont considérés comme un service public. Contre la logique d'appropriation et  
2847 de marchandisation sans limite des biens et des services quels qu'ils soient, l'Europe fera ainsi  
2848 prévaloir celle des biens communs et services publics mondiaux, qui ne peuvent être appropriés par  
2849 le privé et rendus marchands. L'eau en sera le premier champ d'exercice. A cet égard, nous  
2850 considérons que l'éducation, la santé et la culture sont des services publics qui ne peuvent être  
2851 soumis à la marchandisation.

2852 Enfin, l'Union agira partout en faveur du respect des droits de l'homme et de la démocratie, du  
2853 désarmement et de la paix, et en faveur du développement économique et social dans les pays en  
2854 développement. Elle agira notamment pour que s'exerce la pleine souveraineté du peuple irakien,  
2855 pour la création d'un Etat palestinien, viable et souverain, dans le cadre des résolutions de l'ONU et  
2856 pour une paix juste, sûre et garantie internationalement entre tous les Etats de la région dont l'Etat  
2857 d'Israël. Elle se placera en rupture avec la politique agressive développée par les États-Unis,  
2858 notamment dans le cadre de l'Otan et retirera ses troupes engagées en Afghanistan. Elle refondera  
2859 une politique de défense européenne autonome de l'OTAN et pleinement respectueuse des  
2860 décisions de l'ONU. Les Etats européens reprendront leur place dans la définition des politiques de  
2861 défense et d'armement et ils joueront pleinement leur rôle vis-à-vis des industriels de l'armement.

2862

## Chapitre 4

### S'ORGANISER

2862

2863

2864

2865 Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ? La seconde option qui est la nôtre  
2866 appelle de toutes autres ambitions en matière de projet, de programme, de stratégie et de rapports de  
2867 forces à construire. Ce débat politique est ravivé par les bouleversements en cours. Notre  
2868 responsabilité est de tracer une perspective fondée sur une analyse sérieuse des racines et des  
2869 difficultés de la situation actuelle.

2870 Pour les libéraux, les sociaux-libéraux, tout ceci n'est qu'une crise d'une phase particulière de  
2871 développement du capitalisme qu'il suffirait de « réguler » et de « moraliser » pour qu'il reparte  
2872 d'un bon pied ! Pour nous, la crise qu'affronte le capitalisme est plus globale et plus profonde :  
2873 creusement extrême des inégalités, gaspillages en tout genre, marchandisation de toutes les activités  
2874 humaines, chaos grandissant dans des régions entières du globe, foyers de guerres résultant de la  
2875 lutte pour un nouveau partage du monde et des ressources naturelles en voie d'épuisement, désastre  
2876 climatique annoncé. Des bouleversements géostratégiques sont aussi à l'œuvre : influence  
2877 déclinante du « vieux continent » européen, remise en cause de la domination sans partage de  
2878 l'empire états-unien, émergence de nouvelles puissances mondiales (Chine, Russie) ou régionales  
2879 (Brésil, Inde, Afrique du Sud...). Les perspectives de dépassement du capitalisme ne s'en trouvent  
2880 pas simplifiées, les nouvelles citadelles du système ne correspondant pas nécessairement aux  
2881 expériences les plus avancées des mouvements d'émancipation.

2882 C'est dans ces bouleversements et leur complexité, qu'il nous faut tracer le(s) chemin(s) de notre  
2883 ambition. Le « mouvement ouvrier », fer de lance des luttes anticapitalistes depuis des décennies,  
2884 est sorti désorienté de l'effondrement des grandes tentatives historiques de dépassement du  
2885 capitalisme. La contre-révolution libérale conservatrice a tout fait pour démanteler les anciens  
2886 bastions ouvriers, déstructurer les anciennes solidarités, développer l'individualisme, mettant à mal  
2887 ce que l'on appelait la conscience de classe. Profondément recomposée la classe ouvrière existe  
2888 toujours, mais sa conscience d'intérêts communs est affaiblie.

2889 Cette réalité nouvelle pose avec acuité la question du « bloc social » qui, ayant intérêt au  
2890 changement, serait susceptible de se rassembler et d'agir pour le promouvoir. Au Venezuela ou en  
2891 Bolivie les exploités et les opprimés recourent largement les « indiens » majoritaires dans la  
2892 population. Cette double identification crée un ciment particulier dans la mobilisation pour  
2893 l'émancipation et la revendication de biens communs. Il n'en va pas de même en Europe et en  
2894 France.

2895 **Quel peut donc être le ciment qui unifie dans un combat commun, les exploités et les opprimés**  
2896 **et toutes celles et ceux qui ressentent l'urgent besoin de changements profonds ? Quels**  
2897 **seraient les contours d'un « bloc social » à vocation majoritaire dans notre pays, sur quelles**  
2898 **bases programmatiques pourrait-il se rassembler, quelles alliances pourraient l'incarner,**  
2899 **quelle stratégie pourrait faire converger ses luttes et l'unifier dans la conquête d'une majorité**  
2900 **politique pour le changement ?**

2901

2902 **1. Partir des luttes réelles et des mouvements qui traversent la société :**

2903

2904 Alors que les utopies émancipatrices anciennes sont en panne, c'est à partir de ce qui bouge dans la  
2905 société que l'on peut espérer (re)construire un projet et une perspective.

2906 - **La question sociale** est historiquement première. Elle préoccupe les victimes directes de  
2907 l'exploitation et celles et ceux qui s'indignent des inégalités insupportables qu'il engendre. La  
2908 brutalité des licenciements, la montée de la précarité et de la pauvreté, avec le contrepoint de  
2909 l'enrichissement et du cynisme des puissants, font de cette question un levier particulier. Les luttes  
2910 contre les licenciements, pour les droits des chômeurs, pour le pouvoir d'achat, en défense des  
2911 services publics, pour l'application effective du droit au logement, pour la santé, l'éducation, la  
2912 recherche publique, les retraites solidaires, et bien d'autres, en témoignent.

2913 - **La question écologique** prend aujourd'hui une place croissante dans les consciences, portée par la  
2914 perception concrète de l'urgence écologique — dont les désordres climatiques — et illustrée par les  
2915 résultats électoraux récents. De nombreuses mobilisations touchant à ces questions se développent  
2916 depuis plusieurs années autour du nucléaire, des OGM, des nouvelles sources de pollution, etc. Pour  
2917 autant, la convergence avec la question sociale n'est pas automatique. Elle peut même être  
2918 conflictuelle dès lors que la mise en cause du modèle productiviste n'est pas sans conséquences sur  
2919 les productions, l'emploi et le type d'emplois. C'est donc une synthèse politique nouvelle qui seule  
2920 peut permettre la convergence nécessaire de l'écologie et du social dans une lutte contre toutes les  
2921 formes de domination.

2922 - **La question altermondialiste** a sonné le réveil de la contre-offensive idéologique contre le néo-  
2923 libéralisme dominant, suscitant des mobilisations internationales (Seattle, Porto Alegre, forums  
2924 sociaux...), pointant la responsabilité des organismes internationaux, soulignant la nécessité d'un  
2925 nouvel internationalisme. Son articulation aux deux précédentes questions semble plus naturelle  
2926 tant le changement d'échelle du capitalisme et l'ampleur des réponses écologiques appelle ce niveau  
2927 de mobilisation. Pourtant si des rapprochements ont eu lieu, notamment avec le mouvement  
2928 syndical autour des forums sociaux, les convergences restent à approfondir et les perspectives  
2929 internationales à tracer.

2930 - **La question de l'immigration** et du passé colonial de la France peut souder des hommes et des  
2931 femmes dans une revendication communautaire, dans le ressentiment et la mise à l'écart du combat  
2932 commun. Une partie des exploités et des dominés des banlieues combine ainsi relégation sociale,  
2933 discrimination territoriale et discrimination « ethnique ». Qu'il s'agisse de migrants, de « sans-  
2934 papiers » ou de français « issus de l'immigration », l'association de cette dimension dans un combat  
2935 émancipateur majoritaire est sans doute la plus complexe. La droite ne cesse d'exploiter cette  
2936 question, afin idéologiquement de substituer la question sécuritaire à la question sociale. Elle mène  
2937 depuis longtemps une offensive culturelle pour l'associer à une menace à l'identité nationale, à un  
2938 fardeau économique et à un renforcement de l'insécurité. Les mouvements issus pour la plupart du  
2939 mouvement associatif ont montré le potentiel de solidarité, à rebours de tous les racismes. Des  
2940 occupations de l'Eglise St Bernard, et jusqu'au tournant historique des grèves de travailleurs sans  
2941 papiers initiés par le mouvement syndical, en passant par le mouvement initié par RESF, tout en  
2942 témoigne. L'acharnement de la politique du chiffre contre les personnes sans papiers, les remises en  
2943 cause du droit du sol, du droit d'asile, du droit au regroupement familial, l'arbitraire des  
2944 régularisations comme des naturalisations encouragent également les pratiques discriminatoires à  
2945 l'encontre des français issus de l'immigration. La réaffirmation d'une identité républicaine,

2946 résolument attachée au droit du sol, au droit d'asile, à l'accueil pour l'accès à l'égalité des droits, à  
2947 la redéfinition d'une citoyenneté de résidence, est une dimension essentielle de notre combat  
2948 émancipateur majoritaire. Ce combat émancipateur pour une citoyenneté de résidence passe par la  
2949 définition d'une politique d'accueil des migrants au lieu et place de la politique actuelle de rejet des  
2950 personnes et de leurs familles. C'est pourquoi, afin de solder la situation laissée par la droite, la  
2951 régularisation de tous les sans papiers comme la dépénalisation du séjour irrégulier constituent les  
2952 premiers actes politiques à poser. C'est pourquoi, aussi, il faudra trouver les chemins d'un dialogue  
2953 plus large pour ouvrir des combats communs. Car, autrement, comment penser un rassemblement  
2954 populaire à vocation majoritaire pour le changement qui ignorerait les victimes des plus grandes  
2955 exclusions ?

2956 - **La question féministe** se nourrit toujours des inégalités dans les rapports sociaux de sexe, avec  
2957 leurs traductions négatives dans l'espace professionnel comme dans l'espace politique, avec le  
2958 développement d'oppressions séculaires et obscurantistes dans certaines parties du monde ou des  
2959 territoires, avec des politiques libérales qui aggravent les conditions de vie et les inégalités. C'est  
2960 aussi un combat pour que la question sociale s'articule à la question féministe, par exemple quand  
2961 le poids du chômage et de la précarité percute l'autonomie financière et la légitime exigence  
2962 d'égalité professionnelle.

2963 De façon souvent similaire, **la question des identités de genre et des sexualités** soulevée par les  
2964 « nouveaux mouvements sociaux » post-68, notamment les mobilisations LGBT, permet de mettre  
2965 en lumière et de combattre politiquement les rapports patriarcaux et hétéro normés de domination et  
2966 de discrimination dans la société.

2967 - **La question des libertés et de la garantie des droits fondamentaux.** La contre révolution  
2968 néolibérale ne s'est pas seulement traduite par des reculs sociaux majeurs, mais également par une  
2969 remise en cause systématique des libertés et des droits fondamentaux conduisant à une pénalisation  
2970 accrue, une augmentation de la détention, une surveillance généralisée de la population, une  
2971 normalisation des comportements. En France même, l'ordre libéral sécuritaire prend pour cible des  
2972 principes issus pourtant des Déclarations des droits de l'homme et du citoyen. Insidieusement cette  
2973 idéologie remet en cause des acquis fondamentaux des sciences sociales ainsi que le caractère  
2974 émancipateur de l'éducation. Elle fait de tout citoyen un coupable en puissance. Heureusement des  
2975 mouvements d'ampleur se sont fait jour ces dernières années pour s'opposer parfois  
2976 victorieusement à ces régressions. A ce titre, on peut citer le mouvement contre le fichage des  
2977 élèves scolarisés appelé « Base élève », la lutte contre la dérive comportementaliste (« Pas de zéro  
2978 de conduite »), la résistance contre la remise en cause du secret professionnel des travailleurs  
2979 sociaux, la mobilisation contre le fichier Edvige, contre le fichage ADN, la vidéo surveillance ou  
2980 en faveur de la protection des sources des journalistes.

2981 - **La question républicaine et démocratique**, enfin, qui devrait les relier toutes puisqu'elle relève  
2982 de la souveraineté populaire et de la maîtrise collective de l'avenir. La laïcité en est une des  
2983 composantes essentielles. Qui doit décider : les peuples ou les marchés, les citoyens ou les  
2984 actionnaires ? Selon quelles priorités : les besoins sociaux et l'exigence écologique ou les profits  
2985 d'une minorité ? Dans quelle logique : l'intérêt général et l'égalité des citoyens ou les intérêts  
2986 particuliers de groupes ou communautés ? La question démocratique doit mobiliser toutes celles et  
2987 ceux qu'inquiètent la dépossession des citoyens par les mécanismes aveugles de la concurrence et  
2988 du profit, par les modes de gouvernance sans légitimité populaire et la dérive monarchique de  
2989 l'exercice des pouvoirs.

2990 Le Parti de Gauche doit également se tourner vers l'ensemble des autres secteurs de luttes  
2991 citoyennes, qui contestent l'ordre politique, économique et social actuel, dans un but  
2992 d'émancipation. C'est notamment le cas des associations de personnes en situation de handicap et  
2993 celles de malades, usagers du système de santé » ou victimes, qui posent à la fois la question de la  
2994 démocratie sanitaire mais aussi celle de la démocratie tout court dans l'accès à l'espace public, en  
2995 même temps que la contestation de la marchandisation libérale et du productivisme.

2996 D'autres secteurs de luttes citoyennes sont à soutenir, en fonction des nouveaux enjeux politiques et  
2997 sociaux qui se font jour. C'est notamment le cas de la question des nouvelles technologies de  
2998 l'informatique et de l'appropriation citoyenne des outils numériques, que ce soit à travers les  
2999 logiciels libres, les licences libres, ou les usages de l'Internet. Cela pose la question des libertés  
3000 collectives et individuelles et des droits de propriété au regard de cette technique de l'immatériel : il  
3001 s'agit que ce nouveau medium, majeur tant pour la circulation des informations que pour le partage  
3002 des œuvres culturelles, ne soit sous la coupe ni d'une ou de quelques sociétés monopolistiques, ni  
3003 de gouvernements aux pratiques autoritaires remettant en cause la neutralité des réseaux, comme  
3004 c'est de plus en plus le cas en France.

3005 Ces différentes questions ont aujourd'hui du mal à structurer des rassemblements et mobilisations  
3006 communes, même si à côté d'une préoccupation dominante peuvent cohabiter d'autres motivations.  
3007 Elles dessinent des champs d'action qui ne convergent que rarement, partiellement et  
3008 ponctuellement, et encore pas tous ensemble en même temps ; et qui parfois même peuvent  
3009 s'ignorer, voire s'opposer. Les faire converger est bien l'objectif à viser pour espérer construire une  
3010 mobilisation et un rassemblement populaire majoritaire pour le changement de société.

3011

## 3012 **2. Les leviers des convergences à construire.**

3013

### 3014 **Les résistances, socle nécessaire aux alternatives**

3015 La lutte des classes est de retour. Trente années de néo-libéralisme, de chômage de masse  
3016 permanent, de creusement des inégalités, auront ravivé l'affrontement capital-travail que les classes  
3017 dominantes s'étaient évertuées à diluer. Partout dans le Monde, les combats sociaux reprennent de la  
3018 vigueur, empruntant parfois des chemins divers. Après les années libérales, où l'on chanta les  
3019 louanges d'une seule politique possible et où triompha le dogme de l'argent roi, la contestation a  
3020 repris de l'intensité à partir des années 90 avec le mouvement altermondialiste, les mobilisations  
3021 écologistes, les luttes des travailleurs comme en novembre-décembre 95 en France. Les  
3022 mouvements de contestation se sont multipliés depuis sur de nombreux terrains (nucléaire, OGM,  
3023 services publics, emploi, recherche, immigration, etc.). Désormais les effets visibles de la crise du  
3024 système ajoutent au discrédit du discours libéral.

3025 **C'est dire si, dans cette situation, la question de l'alternative est décisive pour l'avenir des**  
3026 **luttes. Sans perspectives, l'épuisement guette et risque d'engendrer de nouveaux replis**  
3027 **abstentionnistes. Sans citoyens mobilisés, les chances de battre la droite, tout en changeant**  
3028 **vraiment de politique s'amenuiseraient d'autant.** Le PG doit donc faire de sa présence dans et  
3029 aux côtés des luttes un axe essentiel de son intervention politique. Il doit se construire en se  
3030 nourrissant des aspirations qui s'y expriment et en les fécondant de ses propositions politiques.  
3031 C'est dans cette dialectique que se construira l'utilité politique du PG.

3032 **La période récente a connu un regain de mobilisations** notamment contre les licenciements dans  
3033 le secteur privé ou en défense des services publics. Depuis six mois, les mobilisations massives  
3034 pour s'opposer à la contre-réforme des retraites soulignent l'opposition majoritaire à un projet  
3035 injuste mais aussi l'illégitimité croissante du pouvoir en place. **Dans ces luttes, s'opère souvent**  
3036 **une convergence inédite entre syndicats, associations, partis, élus, citoyens usagers.** Pour  
3037 sauver les bureaux de poste, les gares et les arrêts de train ou encore les hôpitaux et maternités, ces  
3038 luttes mobilisent de larges pans de la population y compris les plus éloignés des urnes. **Elles**  
3039 **dessinent ainsi de nouvelles voies de politisation de la société.** Et elles traduisent un profond  
3040 attachement populaire à l'identité républicaine sociale du pays notamment façonnée par les  
3041 conquêtes issues du programme du Conseil National de la Résistance, par le rôle singulier des  
3042 services publics dans le développement et l'aménagement du territoire, par des droits sociaux et un  
3043 système de protection sociale, etc. Les luttes multiformes contre les intégrismes militent également  
3044 pour préserver un espace public appartenant à tous et au service de tous. C'est le cas notamment des  
3045 combats pour maintenir et développer l'école publique face à l'enseignement privé. C'est aussi le  
3046 cas des luttes contre l'invasion publicitaire, qui résistent à la marchandisation de nos paysages et de  
3047 nos lieux publics. En ayant recours y compris à des formes de désobéissance civique, ces luttes  
3048 portent l'aspiration à un intérêt général émancipateur. Nous devons plus que jamais en être partie-  
3049 prenante, participer à leurs réflexions et propositions, et les relayer notamment sur le terrain  
3050 parlementaire.

3051 **Le développement des luttes est nécessaire à la préservation du pacte social et démocratique**  
3052 **que les libéraux ont entrepris de détruire. Tout ce qui peut être préservé constituera un point**  
3053 **d'appui indispensable à la reconstruction sociale et démocratique.** A contrario, une succession  
3054 de graves reculs sociaux et démocratiques alimenterait la démoralisation et rendrait plus difficile la  
3055 mise en œuvre ultérieure de mesures progressistes. C'est pourquoi, l'avenir de l'alternative se joue  
3056 à la fois dans la capacité de résistance et dans la capacité de proposition. Le Parti de Gauche doit  
3057 être présent dans les deux dimensions.

3058

3059 **La nécessité urgente d'un débouché politique.**

3060 Face à la gravité des conséquences de la crise capitaliste et à la brutalité de la politique de la droite,  
3061 il est urgent de construire et de proposer au pays une alternative à la politique actuelle et de créer les  
3062 conditions de sa mise en œuvre. C'est ce qu'attendent les millions de nos concitoyens qui souffrent  
3063 le plus de la situation. C'est ce qu'expriment les luttes qui se heurtent à l'intransigeance du patronat  
3064 et du gouvernement. C'est ce qu'attend le « peuple de gauche », déçu des expériences passées des  
3065 diverses variantes de la gauche plurielle, mais attentif à ce qui pourrait constituer un réel espoir de  
3066 changement.

3067 **Le Parti de Gauche se situe donc résolument dans la perspective de la construction d'une**  
3068 **nouvelle majorité à gauche pour battre la droite et mettre en œuvre une politique ambitieuse**  
3069 **de changement. Son action vise à en créer les conditions.** Nous en savons les difficultés : la  
3070 désaffection d'une partie de l'électorat populaire, qui affaiblit l'exigence de changement ;  
3071 l'adaptation au libéralisme et la dérive centriste Parti Socialiste et les Verts ; l'ambiguïté du NPA  
3072 par rapport à l'exercice du pouvoir et à l'action dans les institutions ; les appréciations tactiques,  
3073 parfois différentes, des partenaires du Front de Gauche quant à la meilleure manière d'avancer.  
3074 Nous voulons, nous devons, dépasser ces difficultés.

3075 Changer la donne à gauche, y battre la domination des idées social-libérales, ne pourra résulter que  
3076 d'une articulation des débats politiques nécessaires avec les mouvements réels de la société et les  
3077 luttes qui s'y mènent. Nous voulons veiller en permanence à ce que nos propositions et initiatives  
3078 soient bien comprises comme étant avant tout au service du combat contre la droite et pour la  
3079 construction d'une alternative. Ce n'est que si les citoyens mobilisés et motivés s'emparent de nos  
3080 propositions qu'ils contribueront à la modification des rapports de forces nécessaires à gauche.  
3081 D'où l'importance des propositions programmatiques que nous versions au débat populaire et de  
3082 notre capacité à proposer aux luttes des perspectives et des objectifs de transition à la fois radicaux  
3083 et crédibles. D'où la nécessité que ces propositions soient portées par une construction politique  
3084 suffisamment crédible elle-même pour convaincre de leur possible réalisation ; c'est l'enjeu du  
3085 Front de Gauche durable que nous proposons. D'où la nécessité encore plus grande qu'un  
3086 mouvement populaire large s'identifie à ce projet et le porte en avant ; c'est la dimension d'un  
3087 « nouveau Front Populaire » et de la réinvention des nouveaux rapports du social et du politique.  
3088 Notre ambition est grande, elle est de refonder et reconstruire la gauche.

3089

### 3090 Un programme-creuset pour l'alternative

3091 Le programme du PG doit prendre en compte les différentes questions qui structurent les  
3092 résistances, les mobilisations, les recherches d'alternatives face au système dominant pour  
3093 commencer à y apporter des réponses permettant leur convergence dans un projet émancipateur  
3094 commun. **L'enjeu est bien d'essayer de faire de notre programme le creuset fusionnant le**  
3095 **meilleur des histoires, des cultures, des traditions, des expériences, des apports des différents**  
3096 **courants, sensibilités et organisations qui occupent l'espace de la gauche ; mais aussi des**  
3097 **aspirations portées par les luttes d'aujourd'hui dans toutes leurs diversités — salariés,**  
3098 **chômeurs, immigrés, jeunes, « désobéissants », enseignants chercheurs, faucheurs volontaires,**  
3099 **réquisitions de richesses, écologistes, féministes, etc. — pour permettre leur intégration dans**  
3100 **une perspective commune.**

3101 Pour y parvenir, les différents protagonistes doivent admettre que chacun séparément ne peut  
3102 prétendre détenir toutes les réponses, qu'une ouverture d'esprit à d'autres pensées et réflexions est  
3103 nécessaire, qu'un dépassement des points de vue originels devra conclure (provisoirement) le  
3104 processus. Un tel processus ne peut se contenter du débat entre membres actuels du PG. Il doit  
3105 interpellier et chercher à y associer d'autres courants politiques extérieurs. Il doit organiser le  
3106 dialogue avec les forces syndicales et associatives et inclure les enseignements des mobilisations et  
3107 des luttes (sociales, altermondialistes, féministes, écologistes...) elles aussi porteuses de recherche  
3108 d'alternatives. A ces conditions, le PG peut donc être, pour sa part, le creuset d'une élaboration  
3109 ayant vocation à nourrir la vision d'un autre projet de société et la réflexion programmatique de  
3110 l'autre gauche, à influencer les débats de la gauche tout entière. Des chantiers communs doivent être  
3111 ouverts, des confrontations doivent être menées, des questions doivent être « croisées » entre elles  
3112 pour « entrer en fusion » dans le creuset du débat et de l'action.

3113 **C'est dire que l'élaboration de notre programme est un processus qui ne s'achèvera pas avec**  
3114 **l'adoption d'un document de congrès.** Au-delà, les réflexions et confrontations devront se  
3115 poursuivre pour son enrichissement bien sûr, mais aussi pour contribuer à l'émergence d'un  
3116 programme commun à « l'autre gauche », socle indispensable pour bâtir un rassemblement durable  
3117 susceptible de reconquérir l'hégémonie à gauche face au social-libéralisme et servir de base  
3118 ultérieurement à une nouvelle force politique.

3119 **3. Parti de gauche, Front de gauche, « nouveau Front populaire » : un**  
3120 **rassemblement durable à vocation majoritaire.**

3121

3122 **La responsabilité du Parti de Gauche**

3123 Le Parti de Gauche a une responsabilité particulière dans cette démarche. Sa création — avec celle  
3124 du NPA dans un autre registre politique — a exprimé le besoin d'apporter de nouvelles réponses à  
3125 gauche face aux capitulations social-libérales. Issu pour une large part à sa création d'anciens  
3126 membres du Parti Socialiste, il s'est ouvert dès son lancement à d'autres mouvements et sensibilités  
3127 (républicains, laïcs, féministes, syndicalistes, altermondialistes, écologistes...). Il permet de poser la  
3128 construction de l'alternative au cœur de la gauche et non à ses marges. Sa création a permis de  
3129 relancer la dynamique unitaire au sein de l'autre gauche après l'échec catastrophique d'une  
3130 candidature commune aux élections présidentielles ayant cherché à prolonger la dynamique de la  
3131 victoire au référendum de 2005. Sans cette création, il n'y aurait pas eu de Front de Gauche aux  
3132 élections européennes et les convergences de l'autre gauche en auraient été retardées. Cet acquis est  
3133 précieux et fournit un socle pour aller plus loin dans la capacité de proposition et d'intervention du  
3134 parti.

3135 **Le renforcement du PG est nécessaire pour permettre de nouvelles avancées. Mais il ne s'agit**  
3136 **pas seulement d'un renforcement numérique, purement quantitatif, indispensable bien sûr**  
3137 **mais non suffisant. Il s'agit aussi et surtout de s'ouvrir à d'autres sensibilités politiques et à**  
3138 **des acteurs des mouvements sociaux. Par là même, c'est la manière de concevoir**  
3139 **l'intervention politique qui doit être interrogée. Et qui implique de profondes évolutions dans**  
3140 **la conception du parti, son intervention, son fonctionnement, pour être à même de relever les**  
3141 **défis de la période et de réaliser ses ambitions.**

3142 L'existence du PG et les premières réussites engrangées ne garantissent en rien l'avenir. Nos forces  
3143 actuelles nous donnent un effet de levier sur la situation, elles ne font pas de nous le cadre au sein  
3144 duquel les autres forces seraient prêtes à s'inclure. La nouvelle force politique à vocation majoritaire  
3145 à gauche à laquelle nous aspirons ne découlera vraisemblablement pas du seul processus de  
3146 croissance linéaire du PG : il n'existe aucun exemple contemporain dans le monde où une seule  
3147 organisation a été le cadre d'une recomposition globale. Elle résultera, sur la base d'expériences  
3148 partagées et de mobilisations porteuses, de regroupement et de fusion de forces différentes,  
3149 d'implication d'acteurs et d'actrices du mouvement social, de recompositions plus larges. La  
3150 construction du PG est donc aussi un outil au service d'une construction plus large.

3151

3152 **Les alliances : le Front de Gauche**

3153 Notre objectif, c'est une nouvelle force politique ayant vocation à rassembler l'autre gauche et à être  
3154 majoritaire à gauche. L'objectif d'un parti unifié n'est pas atteignable aujourd'hui, les autres forces  
3155 ayant vocation à en faire partie ne le souhaitant pas pour l'instant. Nous respectons ce point de vue,  
3156 mais nous ne nous résignons pas à un statu quo. L'expérience des élections européennes a montré la  
3157 dynamique électorale rendue possible par un premier rassemblement unitaire. On a pu mesurer  
3158 aussi l'intérêt suscité parmi des animateurs de mouvements sociaux comme en témoigne la pétition  
3159 de soutien des syndicalistes ou l'initiative de débat à la Mutualité avec des acteurs du mouvement



3160 social. Les élections régionales ont confirmé (voire renforcé dans certaines régions) ces  
3161 potentialités.

3162 **Lors de notre congrès constitutif de janvier 2009, nous avons affirmé une conception**  
3163 **stratégique du Front de Gauche, c'est-à-dire un front durable, cadre d'action unitaire**  
3164 **immédiate, lieu d'élaboration de propositions communes à plusieurs forces, cadre**  
3165 **d'expérimentation de la possibilité d'une construction politique nouvelle. Au lendemain des**  
3166 **élections européennes et régionales, l'enjeu est bien de donner corps à la poursuite de**  
3167 **l'expérience, malgré les difficultés inhérentes aux élections à venir.** C'est pourquoi il faut faire  
3168 vivre le Front de Gauche au-delà des périodes électorales, comme le proposait déjà la déclaration  
3169 commune PCF-PG-GU de juillet 2009 et comme le confirme le lancement du processus pour un  
3170 programme partagé.

3171 Dans cette démarche de campagnes et d'initiatives communes du Front de Gauche, nous devons  
3172 chercher à l'élargir politiquement et à approfondir son enracinement social. Le Front de Gauche doit  
3173 s'ouvrir, se tourner, interpellier les autres forces qui refusent la soumission aux dogmes libéraux et  
3174 veulent construire une alternative (NPA, Alternatifs, écologistes de Gauche, Fédération...) et leur  
3175 proposer initiatives et débats communs. Et avec toutes celles et ceux qui le veulent, nous proposons  
3176 de doter le Front de Gauche d'une plateforme partagée et d'un comité de liaison permanent, de  
3177 structures permanentes du niveau national au niveau local pour s'exprimer et agir ensemble dans la  
3178 situation politique.

3179 L'objectif d'enracinement social suppose une démarche particulière du Front de Gauche, à l'image  
3180 de l'initiative de la Mutualité qui doit être démultipliée dans le pays. Ce qui fait la force de Die  
3181 Linke en Allemagne, c'est le ralliement de milliers de cadres syndicaux issus de la social-  
3182 démocratie qui ont vu dans le nouveau parti la représentation des intérêts du monde du travail dont  
3183 ils avaient besoin depuis que le SPD ne les incarnait plus. Cela reste à construire en France : le  
3184 Front de Gauche et les partis qui le composent doivent agir en ce sens.

3185 Le Front de Gauche, tel qu'il est issu des élections européennes, constitue une première étape de  
3186 rassemblement de l'autre gauche, un socle indispensable pour espérer aller plus loin dans notre  
3187 objectif stratégique de refondation et de reconstruction de la gauche.

3188

### 3189 **La dynamique : un « nouveau Front Populaire »**

3190 Par cette expression nous visons la convergence politique et sociale particulière qui eut lieu en Juin  
3191 1936 et qui reste un moment fort dans l'histoire de notre pays : une réaction unitaire face à la  
3192 menace fasciste, une victoire électorale porteuse d'espoir, une grève générale pour porter plus avant  
3193 les revendications, des traductions législatives allant bien au delà du programme initial.  
3194 L'évènement reste gravé dans la mémoire collective comme celui d'avancées marquantes  
3195 complétées ensuite par les conquêtes de la Libération. Même si la suite fut moins glorieuse –  
3196 décrets-lois de 1938 organisant la « pause », vote par la même assemblée des pleins pouvoirs à  
3197 Pétain – **nous retenons l'enseignement de la conjonction exceptionnelle d'une victoire politique**  
3198 **et d'un mouvement social. C'est cette conjonction qui a construit un rapport de force**  
3199 **permettant des avancées importantes. C'est une hypothèse stratégique de changement social**  
3200 **pour notre parti.**

3201 L'Histoire plus récente vient confirmer par défaut l'importance décisive de cette conjonction du  
3202 social et du politique.

3203 En mai 68, la grève générale fut plus puissante qu'en 1936 mais l'alternative à gauche a fait défaut ;  
3204 malgré la candidature de Mitterrand comme candidat unique de la gauche aux élections  
3205 présidentielles de 1965, cette dernière n'était unifiée ni sur un programme, ni sur une stratégie,  
3206 capables d'assurer sa crédibilité. On connaît le résultat catastrophique des législatives de juin 68...

3207 En mai 1981, la victoire de Mitterrand survenant après la rupture du programme commun suscita  
3208 des attentes mais pas de mobilisations d'ailleurs déconseillées par les directions des partis et  
3209 syndicats. Cette absence de dynamique sociale pour pousser plus avant le changement et le  
3210 consolider n'aura pas permis d'empêcher le tournant vers la « rigueur » de 1983 et la soumission  
3211 croissante ensuite aux normes libérales européennes. On connaît la suite...

3212 L'actualité récente et en cours souligne l'acuité de cette convergence. Les luttes ont été nombreuses  
3213 et fortes mais ont buté sur le mur commun du patronat et du gouvernement. Malgré le discrédit de la  
3214 majorité en place, la gauche politique n'apparaît pas comme une alternative crédible. Comment un  
3215 projet de gauche pourrait-il devenir majoritaire s'il n'incarne pas les attentes populaires qui  
3216 s'expriment dans les luttes ? Et comment les résistances sociales pourraient elles mettre un terme  
3217 aux attaques de la droite si n'existe pas une perspective politique alternative ?

3218

#### 3219 **4. Repenser l'articulation du mouvement social et du politique**

3220

3221 **Nous devons donc repenser l'articulation du mouvement social et du politique dans des**  
3222 **termes nouveaux. Dans l'indépendance bien sûr des responsabilités et fonctions respectives**  
3223 **des organisations mais pas dans l'ignorance, l'étanchéité, le parallélisme.**

3224

#### 3225 **Le social et le politique, une histoire française.**

3226 Le syndicalisme et, au-delà, le mouvement social sont marqués en France par une histoire  
3227 particulière.

3228 Au début il y eut la Charte d'Amiens qui affirme la « double besogne » du syndicalisme, à la fois  
3229 porteur des revendications immédiates et des exigences de changement social global, dans une  
3230 acception anarcho-syndicaliste prônant la grève générale et méfiante vis-à-vis du mouvement  
3231 socialiste et du parlementarisme. Modèle distinct donc des conceptions sociale-  
3232 démocrates/léninistes dans lesquelles le parti domine le syndicat ; et des conceptions travaillistes où  
3233 le parti émane du syndicat.

3234 Ce modèle sera percuté par la longue domination du PCF sur la CGT et par les relations complexes  
3235 qui ont uni la SFIO à FO après 1947 et la CFDT au PS après 1974 ; la FEN subissant l'influence  
3236 des deux à travers le système des tendances. L'intégration syndicale au programme commun suivie  
3237 de la rupture de l'Union de la Gauche, l'accompagnement syndical du gouvernement de gauche  
3238 après la victoire de Mitterrand suivie des déceptions à partir du tournant de 1983, nourriront la

3239 volonté d'autonomie et de prise de distances des organisations du mouvement social vis-à-vis des  
3240 partis politiques de gauche et plus généralement du politique.

3241 La volonté de s'extraire de la domination du politique sur le mouvement social a alimenté des  
3242 méfiances et instauré une coupure entre action politique et action syndicale ou associative tout au  
3243 long des années 80 et 90. On a assisté à une sorte de retour de l'anarcho-syndicalisme. Au  
3244 lendemain de novembre-décembre 1995, un appel de divers mouvements et organisations prônait  
3245 « l'autonomie du mouvement social » pensé comme autosuffisant pour répondre à l'ensemble des  
3246 problèmes posés à la société, en l'absence de confiance dans la gauche politique. De son côté, la  
3247 direction de la CFDT a prôné « l'autonomie du social » et mis en cause la primauté de la loi sur le  
3248 contrat ; poussant sa frénésie d'asseoir son hégémonie sur le social en signant un accord régressif  
3249 sur les retraites en 2003 en plein mouvement de lutte mais au prix d'une lourde perte d'adhérents.  
3250 En 2005, la direction de la CGT, obnubilée par sa volonté de coupure avec le politique et le PCF,  
3251 n'a pas perçu le rejet populaire du Traité Constitutionnel Européen ce qui lui valut d'essayer un  
3252 désaveu de son Conseil National. On peut déceler dans ces éléments des contre-tendances  
3253 permettant de penser de nouvelles relations.

3254 Des passerelles avaient pu être jetées entre social et politique lors de la campagne commune contre  
3255 le traité constitutionnel européen en 2005, mais vite ébranlées par l'absence de prolongement  
3256 politique donné à cette dynamique victorieuse.

3257 La constitution du Front de Gauche a (re)suscité un début d'espoir mais bien fragile encore. Les  
3258 difficultés des luttes nourrissent l'attente d'une réponse politique. Et celle-ci ne peut espérer se  
3259 construire si elle ne se ressource pas au mouvement social. Il faut donc bâtir dans la durée, cela  
3260 suppose une implication soutenue du PG et du Front de Gauche dans le soutien aux luttes et dans  
3261 les collectifs unitaires de mobilisation, des initiatives plus soutenues de débats et d'enrichissement  
3262 mutuels avec les forces sociales, une capacité plus forte à formuler des propositions politiques  
3263 alternatives communes.

3264

#### 3265 **Elections et actions dans les institutions.**

3266 **La souveraineté populaire et le suffrage universel sont les instruments démocratiques**  
3267 **essentiels par lesquels les citoyens doivent trancher entre les options qui leurs sont proposées.**  
3268 **Nous affirmons être un parti de lutte et de gouvernement ; c'est-à-dire que nous voulons créer**  
3269 **les conditions de majorités de gauche animées d'une réelle volonté transformatrice pour**  
3270 **mettre en œuvre des politiques de changement du local au national.**

3271 Nous savons que les élections ne sont pas déconnectées des mouvements qui agitent la société.  
3272 C'est pourquoi l'intervention du PG doit être globale, présente sur les différents terrains de  
3273 mobilisation, de débat idéologique, de lutte politique. La lutte électorale est une des dimensions  
3274 fortes de cette intervention multiforme, un moment particulier permettant — a fortiori quand il  
3275 s'agit d'élections nationales — un débat politique plus global sur les enjeux de société.

3276 Dans le contexte actuel des politiques libérales qui démantèlent les garanties collectives et les  
3277 services publics, les institutions locales, départementales, régionales, dès lors qu'elles sont dirigées  
3278 par des majorités transformatrices, peuvent être des cadres de résistances pour s'opposer, contester,  
3279 compenser les effets néfastes ; mais aussi des leviers pour mettre en œuvre des politiques de  
3280 changement. Nous cherchons à utiliser au maximum les prérogatives de ces assemblées pour

3281 promouvoir des politiques alternatives. A contrario, de fortes minorités au sein des assemblées  
3282 peuvent être des points d'appui pour combattre les projets néfastes de la droite et populariser  
3283 d'autres propositions. C'est pourquoi, le PG présente des candidats aux différentes élections, agit  
3284 pour avoir des élus, et participe à des majorités et à des exécutifs dès lors que les conditions  
3285 politiques sont réunies : programme transformateur, rapports de forces, alliances exclusivement à  
3286 gauche. Les élus PG ne conçoivent pas leur mandat comme purement institutionnel mais en lien  
3287 étroit avec les syndicats, associations, mouvements, porteurs d'exigences et producteurs de  
3288 solidarités. C'est dans cette relation qu'ils puisent force et légitimité, qu'ils enracinent leur utilité  
3289 pour les citoyens.

3290

3291 **Une stratégie internationale offensive : vers un Forum international de l'autre gauche.**

3292 Face à la mondialisation capitaliste et aux défis écologiques, **nous avons besoin d'un nouvel**  
3293 **internationalisme.** C'est ce qui est ressenti dans le monde du travail quand les décideurs sont à  
3294 l'autre bout du monde ou que la concurrence internationale vient percuter les garanties sociales, les  
3295 localisations productives, et débouche sur une nouvelle division internationale du travail. C'est ce  
3296 qui est ressenti dans la société face aux dérèglements climatiques et aux menaces sur l'écosystème  
3297 qui ne s'arrêtent évidemment pas aux frontières nationales. Un nouvel internationalisme constitue  
3298 un enjeu important pour le PG.

3299 **Les internationales ouvrières** ont joué un rôle important de prise de conscience, de mobilisation,  
3300 de conquêtes sociales. Aujourd'hui, leur rôle historique est épuisé. La I ère, celle de Marx, créée en  
3301 1864, avait levé l'espérance. La II ème, fondée en 1889, sera affectée par le péché originel de son  
3302 incapacité à s'opposer à la guerre de 14-18 ; elle portera de nombreuses réformes sociales, mais  
3303 n'est plus aujourd'hui que le réceptacle institutionnalisé des renoncements sociaux-libéraux. La III  
3304 ème, issue de la révolution russe, fondée en 1919 par Lénine, nourrira d'immenses engagements  
3305 militants mais deviendra rapidement le bras armé du stalinisme ; transformée en Kominform en  
3306 1947 elle sera dissoute en 1956. La IV ème, fondée en 1938 par Trotsky, n'a jamais réussi à sortir  
3307 de la marginalité. Leur enlisement aura souligné la tension entre les aspirations à la solidarité  
3308 internationale des travailleurs et les traditions et contraintes des enracinements nationaux.

3309 **Le renouveau est venu de l'alter mondialisme.** Avec les manifestations contre l'OMC à Seattle  
3310 (1999) et les grandes mobilisations contre les institutions et sommets internationaux, avec le Forum  
3311 social mondial de Porto Alegre en 2001, et le processus des forums sociaux continentaux et  
3312 mondiaux qui a suivi, un mouvement combinant actions et réflexions s'est mis en marche. Des  
3313 rencontres internationales (OMC, G8, etc.) ont été mises sous pression de mobilisations et  
3314 d'interpellations parfois avec succès. Ce mouvement a contribué à sensibiliser les citoyens mais il  
3315 butte sur d'immenses difficultés et peine à les dépasser. Le mouvement syndical international lui-  
3316 même vient de voir en 2006 l'unification de la CISL et de la CMT en Confédération Syndicale  
3317 Internationale (CSI). Il mène des actions coordonnées (journée d'action internationale le 7 octobre  
3318 sur le « travail décent » par exemple) mais ne parvient pas à infléchir le cours de la mondialisation  
3319 libérale. La nécessité d'un nouvel internationalisme politique est plus que nécessaire. Mais force est  
3320 de constater que l'on est très loin de l'élaboration programmatique, de la stratégie et de la  
3321 coordination nécessaire des forces du changement. Nous devons y prendre notre part.

3322 **Notre premier champ d'action c'est l'Europe,** où les configurations politiques des différents pays  
3323 puisent leurs racines à une histoire commune du développement du capitalisme et des luttes  
3324 ouvrières et démocratiques. Des expériences de reconstruction à gauche y sont à l'œuvre dans

3325 différents pays, notamment en Allemagne. Nous voulons donc accentuer nos coopérations avec les  
3326 gauches de transformation en Europe et notamment Die Linke ; assurer notre implication dans le  
3327 Parti de Gauche européen et notre participation au groupe de la GUE/GVN. Mais au-delà du champ  
3328 partidaire, nous devons nous inclure davantage dans les différents mouvements de mobilisation  
3329 européenne comme les forums sociaux, les manifestations altermondialistes, les manifestations  
3330 syndicales, les rassemblements écologistes, car ces mouvements sont porteurs d'exigences  
3331 politiques et nous devons participer avec eux à l'élaboration des réponses.  
3332

3333 **A l'échelle mondiale**, nous devons nouer des liens avec les mouvements et partis dont les  
3334 orientations et l'action s'inscrivent dans des dynamiques voisines de la nôtre, et nous inscrire  
3335 activement dans les mobilisations et initiatives altermondialistes mondiales. Mais le Parti de gauche  
3336 peut, dans ce contexte, insuffler une initiative politique singulière à l'échelle internationale qui  
3337 s'inscrit dans une cohérence politique avec sa stratégie en France : la construction d'**un nouveau**  
3338 **cadre permanent international d'échanges et de coordination d'initiatives entre des forces**  
3339 **politiques se reconnaissant dans des combats communs**. Le PG œuvrera ainsi à la mise en place  
3340 du « **Forum international de l'autre gauche** ». Plusieurs partenaires potentiels se sont déjà  
3341 déclarés en faveur d'une telle initiative, en Europe, en Amérique latine et en Asie. Dans ce cadre, le  
3342 PG cherchera aussi à trouver des partenaires en Afrique et au Moyen Orient.

3343 **Le continent sud- américain est d'un intérêt particulier pour nous** en raison de l'ampleur des  
3344 mobilisations qui s'y déroulent, des expériences innovantes et des tentatives de renouvellement de  
3345 la gauche que l'on y constate.

3346 Après cinquante années d'indépendance africaines, il convient de **refonder notre politique**  
3347 **africaine** afin de promouvoir la démocratie d'en finir avec le soutien aux dictateurs « amis »  
3348 organiser le co-développement pour lutter contre la corruption et faire cesser le pillage des  
3349 ressources et le développement basé sur l'exportation, cesser le discours néo-colonialiste méprisant  
3350 et reconnaître le passif colonial.

3351 Outre l'abolition de la dette et le respect de nos engagements concernant l'aide publique au  
3352 développement, une politique responsable passe par la fin des pratiques liées à la « françafrique »,  
3353 et la promotion d'échanges équilibrés respectant le bien commun local ainsi qu'une production  
3354 vivrière et industrielle au service des peuples.

3355 Nous serons également attentifs aux luttes qui se mènent partout dans le monde, en Corée, en Inde,  
3356 en Chine et partout dans le monde.

3357 **Notre internationalisme**, c'est la solidarité avec les luttes des exploités et des opprimés partout  
3358 dans le monde, en défenses des droits de l'Homme (et de la Femme !), des droits des peuples, des  
3359 droits des minorités, contre toutes les discriminations et violences qui leur sont faites. Avec une  
3360 attention particulière pour les droits nationaux du peuple palestinien et pour une paix juste et  
3361 durable entre tous les Etats d'une région qui est l'épicentre des tensions internationales. **Notre**  
3362 **internationalisme**, ne doit pas renforcer les options communautaires et libérales, voire  
3363 réactionnaires au sein des peuples et des minorités opprimées, mais plutôt soutenir leurs droits  
3364 légitimes et leur dignité humaine. **Notre internationalisme**, enfin, c'est le rejet du recours à la  
3365 force et aux logiques de guerre. Nous nous prononçons pour la ratification — et le respect — par  
3366 tous les Etats du traité de non prolifération des armes nucléaires et pour un processus de  
3367 désarmement nucléaire multilatéral. Notre internationalisme, c'est l'action en faveur du  
3368 multilatéralisme, des coopérations, des solidarités, d'une véritable politique de paix.  
3369

3369

3370

## Conclusion

3371

3372

### Le changement commence maintenant

3373

3374 **Un changement de société est nécessaire. Cette rupture ne viendra pas seulement de l'action**  
3375 **politique d'un gouvernement, fut-il bien intentionné. Elle viendra d'un mouvement de la**  
3376 **société dans ses profondeurs, un mouvement durable, nourri d'aspirations profondes, dont**  
3377 **certaines sont déjà à l'œuvre dans les initiatives, les mouvements, les luttes, les**  
3378 **expérimentations d'aujourd'hui.**

3379 Il nous revient de savoir les déceler, les féconder de nos propositions programmatiques, et mesurer  
3380 les potentiels de transformation qui gisent dans des résistances ou des expériences, a priori limitées,  
3381 mais dont la dynamique conteste l'ordre dominant et donne à voir d'autres possibles.

3382 Dans **les luttes sociales contre les licenciements**, on a beaucoup vu l'exigence d'une prime de  
3383 licenciement maximale, passage vers des solutions individuelles ensuite ; elles témoignent du  
3384 désespoir des salariés ainsi acculés, comme de notre impuissance collective à ouvrir de vraies  
3385 solutions. Mais d'autres luttes ont cherché d'autres voies : sauvegarde de l'emploi, reprises  
3386 collectives d'entreprises, pour échapper partiellement aux contraintes de la concurrence. Dans un  
3387 rapport de forces globalement défavorable, ces expériences sont nécessairement limitées et n'ont  
3388 pas la portée emblématique qu'eut la lutte de LIP en son temps. Il n'empêche que de ces  
3389 innovations et expérimentations peuvent surgir demain des questionnements plus fondamentaux sur  
3390 les objectifs de la production, la manière de produire, le partage des richesses, le nécessaire  
3391 dépassement du capitalisme, etc.

3392 De même, **les luttes écologistes** renouvellent la contestation du système et font progresser la  
3393 conscience d'une alternative nécessaire. Ainsi la lutte contre les OGM et les pollutions agricoles,  
3394 mettent en cause le modèle productiviste dans l'agriculture et font écho à des aspirations populaires  
3395 sur le thème de la malbouffe. Des expériences comme les AMAP contredisent les logiques  
3396 commerciales traditionnelles, indiquent d'autres voies que l'exploitation du travail paysan par la  
3397 grande distribution. Les luttes antipub renouvellent la bataille culturelle à laquelle une partie de la  
3398 gauche avait renoncé. Le développement de telles pratiques à une toute autre échelle, combiné à un  
3399 discours politique qui leur donne tout son sens en les resituant dans un projet global, aurait une  
3400 portée transformatrice.

3401 Enfin, le mouvement des enseignants « désobéisseurs » doit aussi nous interpeller. A rebours d'un  
3402 vulgaire ministre de l'éducation qui considère qu'en République les fonctionnaires doivent obéir,  
3403 n'y a-t-il pas à chercher dans les mouvements qui agitent l'école face aux multiples « réformes »  
3404 régressives les chemins d'autres pratiques pédagogiques, d'autres ambitions pour la réussite  
3405 scolaire, d'autres chemins d'un renouveau de l'éducation dans notre pays en faisant converger les  
3406 aspirations des enseignants, parents et enfants sur des objectifs communs ?

3407 **Il y a bien d'autres exemples qui montrent que le « neuf » est déjà là, perçant la croûte et**  
3408 **l'immobilisme de la vieille société.** Des expériences existent de par le monde, en Amérique latine  
3409 notamment. Les initiatives d'appropriation sociale, de gestion solidaire, de démocratie participative,  
3410 empruntent beaucoup aux expériences autogestionnaires.

3411 Mais, bien sûr, l'addition de pratiques et expérimentations alternatives ne suffira pas au  
3412 dépassement du capitalisme. Aussi doivent-elles nécessairement s'articuler avec les luttes, s'adosser  
3413 à un projet de société et un programme d'action et venir s'étayer à un pouvoir d'Etat conquis  
3414 démocratiquement. Mais, ainsi, se trouvent désignées ce que sont les deux pinces du forceps, sans  
3415 lesquelles nous ne pourrions accoucher le nouveau : l'action gouvernementale, d'un côté, le  
3416 mouvement de la société, de l'autre. Les pratiques alternatives doivent nourrir et illustrer le  
3417 programme du changement, l'action politique doit les conforter et permettre leur développement.  
3418 D'où, par exemple, l'enjeu primordial que représente dans les entreprises de véritables pouvoirs  
3419 pour les travailleurs, ou, dans le domaine environnemental, des politiques de crédits innovantes, au  
3420 service de nouveaux projets et de nouvelles finalités.

3421 Ainsi, en définitive, nous est montrée la voie. Celle des ruptures avec l'ordre ancien du capitalisme  
3422 et du modèle productiviste. Celle de la construction de la société nouvelle que nous voulons : celle  
3423 de la nouvelle émancipation.

3424

3425

3426

+++++